

BOGOTA

Luis Mauricio CUERVO

Françoise DUREAU

Samuel JARAMILLO

Thierry LULLE

Adriana PARIAS

avec la collaboration de :

Maria Cristina HOYOS et

Ricardo MONTEZUMA

BOGOTA

CUERVO Luis Mauricio, DUREAU Françoise, LULLE Thierry et PARIAS Adriana

avec la collaboration de
HOYOS Maria Cristina et MONTEZUMA Ricardo

A : FICHE DESCRIPTIVE

A-1: Contexte politico-administratif

• **Système administratif en vigueur en Colombie**

Le système administratif en vigueur est un Etat républicain composé de 32 départements, divisés en *Municipios* (communes), et un District Capital. Un processus de décentralisation politico-administrative est en cours depuis les années 80 mais s'est davantage accentué à partir de la nouvelle constitution politique en 1991 et avec la loi de transfert des ressources et compétences aux communes en 1993.

• **Système politique en vigueur en Colombie**

Le système politique est une démocratie parlementaire. La Constitution de 1991 promeut le passage d'une démocratie représentative à une démocratie participative, ce qui signifie que la communauté peut légalement s'organiser pour participer à la planification des investissements publics et en contrôler la gestion. Le *municipio* gère le développement de l'infrastructure urbaine, l'investissement et les dépenses sociales en utilisant des ressources propres et des transferts fiscaux en provenance du gouvernement central. Le département a principalement des fonctions de coordination et d'assistance technique aux communes. La Nation est en charge de la régulation macro-économique, la stabilité monétaire, le commerce international et les grands investissements en infrastructure économique. Les Maires et les *Gobernadores* (Préfets) sont élus directement par le peuple depuis 1989 et 1992 respectivement.

• **Rang administratif de Bogota**

Capitale de la République de Colombie, et capitale du Département de Cundinamarca.

• **Statut spécifique de Bogota (métropole ou aire métropolitaine)**

Bogota a un statut particulier : *Distrito Capital* (District Capital), constitué de 19 *localidades urbanas* (arrondissements) et de la zone rurale de Sumapaz (Carte A-1). Une certaine décentralisation des compétences et ressources de l'administration du District vers les arrondissements, lesquels ont un maire (nommé par le maire du District, dont le mandat est de trois ans et qui ne peut être réélu) et une JAL (*Junta Administradora Local*) composée d'édiles élus populairement.

Trois figures juridiques de concertation entre communes existent dans la Constitution (*Area metropolitana, Asociación de municipios, Convenio temático*), mais la réalité métropolitaine de Bogota n'a fait l'objet d'aucune reconnaissance administrative, contrairement à ce qui s'est produit dans d'autres grandes villes colombiennes. La métropolisation est gérée à Bogota par absorptions successives par le District, de communes qui perdent totalement leur autonomie. Il existe néanmoins une autorité environnementale régionale nommée CAR (Corporation Autonome Régionale de Cundinamarca) en charge de réguler l'usage et la conservation des ressources naturels stratégiques tels que l'eau et la terre; la plupart des communes sous l'influence directe de Bogota appartiennent à la CAR.

• Composition de l'aire métropolitaine

En l'absence de délimitation légale de l'aire métropolitaine, les définitions varient selon les études et les sources, mais aboutissent finalement à des territoires souvent très similaires. La définition retenue dans l'étude ORSTOM-CEDE repose sur l'application de 3 types de critères : géographique (distance à Bogota), de dynamique démographique (rythme de croissance, densité, proportion de migrants) et d'intégration fonctionnelle (proportions d'actifs travaillant à Bogota). Selon cette définition (adoptée à partir de 1994 dans des documents du service de planification du District), l'aire métropolitaine est composée du District de Bogota et de 17 communes du département du Cundinamarca (Carte A-1).

A-2 : Rôle économique de la métropole

En 1996, la participation des principales activités économiques dans la valeur ajoutée totale de la ville était la suivante :

Tableau 1 - Participation des principales activités dans la valeur ajoutée totale de Bogota (1996)

Tertiaire	48,6 %	Services personnels, Services aux entreprises, Services communautaires, Finance, Banques et Assurances
Industrie	21,5 %	
Commerce	10,1 %	Commerce et Hôtels
Services Urbains	5,6 %	Eau, Energie, Télécommunications et Ramassage des ordures
Bâtiment	3,9 %	Construction des logements et travaux publics

A l'heure actuelle, Bogota est la capitale économique du pays :

- elle constitue le marché urbain le plus grand, générant près du quart du PIB national;
- elle concentre environ le tiers des emplois (35%) et de la valeur ajoutée industrielle nationale(30%);
- elle représente environ la moitié de l'activité tertiaire du pays : 71% du mouvement boursier, 40% des dépôts bancaires, 47% des diplômés de 1er cycle universitaire et 55% du second cycle universitaire, 60% des primes d'assurance vendues dans le pays.

Cette place prépondérante s'est constituée au cours des cinquante dernières années. Après la 2ème guerre mondiale, Bogota remplace Medellin comme premier centre industriel du pays. Depuis 1970, Bogota consolide les fonctions économiques liées à son rôle de capitale politique : les dépenses et l'investissement publics ont augmenté leur participation dans le PIB, passant de 10% il y a trente ans, à 30% maintenant. Au début des années 1990, Bogota a conforté sa place de principal centre financier, avec un rôle privilégié dans la gestion des transactions internationales.

L'activité de Bogota est tournée principalement vers le marché interne et sa participation dans la valeur des exportations colombiennes est très faible (moins de 3%). La faiblesse de cette participation au commerce international est liée au fait que deux composantes ont un rôle très élevé dans les exportations colombiennes : les mines (pétrole, charbon, nickel, émeraude et or) et les produits agricoles (café, banane, fleur). Les produits manufacturés ne représentent que 30% des exportations nationales et, parmi ceux-ci, un pourcentage très élevé (30%) correspond aux dérivés pétrochimiques produits dans des pôles industriels spécialisés dans ces secteurs. Néanmoins, au niveau financier, Bogota est le principal centre de transactions internationales et le plus grand centre de consommation de marchandises importées. Les tendances récentes du comportement économique de Bogota laissent présager un futur favorable à la croissance de la ville. L'activité industrielle colombienne ne montre pas de tendances à la déconcentration ou à la décentralisation, et le secteur tertiaire maintient ses niveaux élevés de concentration dans la capitale. Seules les grandes exportations minières et agricoles se réalisent à l'extérieur de Bogota.

A-3 : Contexte démographique national

Tableau 2 - Population de la Colombie

	1973	1985	1993
COLOMBIE			
Population totale Colombie	22 862 118	30 062 198	37 422 791
Population urbaine	13 652 673	19 644 289	25 489 387
% population urbaine	59,7 %	65,3 %	69,1 %
ARMATURE URBAINE : PRIMATIE			
Population AM Bogota / Population totale Colombie	13,7 %	15,6 %	16,6 %
Population AM Bogota / Population urbaine Colombie	22,9 %	23,9 %	24,1 %

Source : DANE, recensements de la population (populations ajustées).

• Définition de la population urbaine

Au sein de chaque *municipio*, le DANE (institut national de statistique) distingue :

- la *Cabecera* (chef-lieu) : partie du territoire municipal où est localisée la Mairie, et dont les limites sont définies par un *acuerdo* du conseil municipal;
- le *Resto* : partie du territoire municipal située hors du périmètre urbain du chef-lieu.

Dans les statistiques produites en Colombie, tous les chefs-lieux sont en général considérés comme urbains. Lorsqu'un critère de taille minimum est utilisé en plus du critère administratif, le seuil est fixé à 10.000 habitants.

A-4: Dynamique démographique et spatiale de Bogota depuis les années 1950

• Taux d'accroissement annuel de la population

Alors qu'au début du siècle le rythme d'accroissement démographique de Bogota restait modéré (de l'ordre de 3% par an), ce rythme de croissance s'accélère sensiblement à la fin des années 1940 : Bogota est alors la capitale latino-américaine qui a le rythme de croissance le plus rapide, avec un taux voisin de 7% par an entre 1951 et 1964, et proche de 6% entre 1964 et 1973. Seulement 12 ans sont alors nécessaires pour un doublement de la population de Bogota, qui atteint 3 millions d'habitants en 1973. Bogota croissant à un rythme encore plus rapide que les autres grandes villes du pays, le poids relatif de la capitale tend donc à s'accroître pendant cette période. Depuis lors, comme dans les autres grandes villes colombiennes, mais moins fortement que dans celles-ci, le rythme de croissance de Bogota se ralentit : son taux d'accroissement passe en dessous du seuil de 4% au milieu des années 1970. Depuis une vingtaine d'années, Bogota est entrée dans une phase de croissance moins rapide, mais encore soutenue, qui intègre un nombre croissant de communes périphériques. Le milieu des années 70 marque aussi un changement radical dans la structure de production de l'espace construit, à Bogota comme dans les autres villes du pays (voir A-5 et A-6). Les années 1980 constituent un second tournant important dans l'histoire récente de Bogota : le processus de métropolisation se poursuit, tandis que se jouent d'importantes recompositions internes de l'espace métropolitain. Fin 1993, Bogota (inclus la périphérie métropolitaine) rassemble plus de 6 millions d'habitants, et la croissance se maintient au même rythme que pendant la période intercensitaire précédente (supérieur à 3%), encore supérieur à celui des autres plus grandes villes du pays (Medellin, Cali et Barranquilla).

Tableau 3 - Population des différentes composantes de l'aire métropolitaine de Bogota

	Population totale ajustée			Taux d'accroissement annuel moyen	
	1973	1985	1993	1973-1985	1985-1993
District de Bogota	2 861 913	4 236 490	5 484 244	3,27 %	3,23 %
17 Communes de l'aire métropolitaine	259 423	448 749	734 133	4,57 %	6,15 %
TOTAL	3 121 336	4 685 239	6 218 377	3,38 %	3,54 %

Sources : Recensements de population, DANE.

• Les composantes de la croissance démographique

L'évolution de Bogota traduit directement les deux phénomènes majeurs de l'histoire démographique de la Colombie : la transition démographique, amorcée à la fin des années 1930, et la baisse d'intensité des flux migratoires en direction des plus grandes villes du pays depuis le milieu des années 1970, après une période d'exode rural massif. Pendant les décennies 1950 et 1960, se conjuguait une migration intense et un taux d'accroissement naturel élevé : la Colombie connaissait à cette époque un vaste processus d'exode rural largement polarisé par les quatre plus grandes villes du pays (Bogota, Cali, Medellin, Baranquilla). Après cette phase d'exode rural intense, se produisent au milieu des années 1970 des changements importants dans le système migratoire colombien, en termes d'intensité et de directions de la migration. Cette situation conduit à une diminution de l'apport de la migration dans la croissance démographique de Bogota et des autres métropoles colombiennes, et à une augmentation de cette contribution à la croissance des périphéries métropolitaines et des villes secondaires. Le taux annuel de migration nette de Bogota passe de 2,1% au début des années 1970, à 1,2% au début des années 1980 et se maintient à 1,1% au début des années 1990. Cependant, au delà de son effet direct sur la croissance de la capitale, l'exode rural intense poursuit toujours ses effets, à travers les modifications apportées à la structure par sexe et âge de la capitale.

Profitant de l'ensemble des facteurs propices à une réalisation précoce et rapide du processus de transition démographique, à l'heure actuelle, Bogota présente globalement les plus faibles niveaux de fécondité et de mortalité du pays, même si ces moyennes masquent des différences majeures selon les classes sociales (en 1985 : 1,9 enfants par femme chez les "non pauvres", 3,6 pour les femmes classées "pauvres" et 4,3 pour celles "en situation de misère"). Les modalités de la transition renforcent l'effet d'une migration composée majoritairement de jeunes adultes sur la structure démographique de la capitale : la proportion d'adultes de 15 à 44 ans y est très élevée (54% en 1993). Cette structure par âge maintient le taux d'accroissement naturel à un niveau élevé : de l'ordre de 2,1% en 1980-1985, ce taux ne passera en dessous de 1,5% que dans les dernières années de ce siècle. Comme pour les autres grandes villes colombiennes, la croissance naturelle de cette population jeune devient le moteur principal de la croissance de Bogota : tandis qu'en 1979 la migration expliquait 49% de la croissance de Bogota, elle n'est plus responsable que de 22% de celle-ci en 1990.

• Répartition de la croissance démographique sur le territoire métropolitain

Au sein du District, la dynamique de croissance n'est absolument pas uniforme : alors que les arrondissements centraux présentent des taux négatifs entre les recensements de 1973 et 1985, d'autres, tous situés dans la partie périphérique de la ville, ont des rythmes de croissance très rapides à la même période, avec des taux compris entre 7,5 et 12,5% (Carte A-2). La Carte A-3, dressée en fonction des soldes démographiques absolus entre 1973 et 1985, souligne clairement l'importance de ce peuplement des arrondissements périphériques par rapport à la perte de population que connaissent les arrondissements centraux pendant la même période. De plus, le rythme de croissance des communes voisines de Bogota montre que cette dynamique de peuplement centrifuge franchit les limites du District : entre 1973 et 1985, l'accroissement de la population est plus rapide dans les communes voisines de Bogota que dans la capitale proprement dite (Tableau 3).

Après une phase de croissance accélérée et concentrée sur la métropole, Bogota est donc entrée depuis les années 1970 dans un processus de métropolisation rapide, qui intègre un nombre croissant de communes contiguës avec le District, comme Soacha ou Chia, mais aussi des communes plus éloignées comme Madrid qui polarisent ce processus d'expansion. Au début des années 1990, dans un contexte de croissance encore soutenue, la dynamique d'expansion spatiale de la capitale s'exerce de plus en plus intensément, et selon de nouvelles modalités, au delà des limites du District (Carte A-2) : entre 1985 et 1993, le rythme de croissance des 17 communes formant la périphérie métropolitaine est deux fois plus rapide (6,1% par an) que celui de la

capitale, et 10 fois plus rapide que celui des autres communes du département du Cundinamarca (0,6%). Entre 1985 et 1993, un cinquième de l'accroissement démographique total de l'aire métropolitaine de Bogota se réalise au delà des limites de la métropole proprement dite, dans la périphérie métropolitaine.

• Développement spatial de Bogota dans les 50 dernières années

En 1938, la ville concentrique et compacte du début du siècle a cédé la place à une ville linéaire (suivant l'axe nord - sud du tramway); la densité a déjà diminué très nettement, avoisinant 130 hab/Ha (Carte A-4). Limitée sur sa bordure orientale par une chaîne montagneuse, Bogota peut par contre s'étendre sans contrainte naturelle dans les autres directions, sur les terres planes de la *Sabana*. La croissance démographique particulièrement rapide des années 1940 jusqu'au milieu des années 1970 se traduit par une expansion spatiale encore plus spectaculaire : en 1973, la capitale est 12 fois plus étendue qu'en 1938, alors que dans le même temps la population est multipliée par 9. La densité de population atteint son niveau minimum, passant en dessous du seuil des 100 hab/Ha au début des années 1970. Dès les années 1950, se trouvent mises en place les structures majeures de Bogota, qui ne feront que s'accroître durant les décennies suivantes : une ségrégation socio-spatiale très marquée opposant un nord riche à un sud pauvre, et une forte spécialisation fonctionnelle, se traduisant par une grande concentration des zones d'emploi, articulées autour de deux axes principaux : un axe tertiaire centre-nord, et un axe industriel centre-ouest.

L'expansion des décennies antérieures le long des axes de circulation, qui avait laissé de nombreux espaces interstitiels inoccupés, cède la place dans les années 1970 à une occupation plus générale de l'espace à l'intérieur du périmètre urbain (Carte A-4) et le démarrage de la construction en hauteur se traduit par l'apparition de secteurs ayant des densités très élevées. Depuis les années 1980, la dynamique spatiale est marquée par de nouveaux mouvements, liés à des changements sensibles dans les logiques de localisation résidentielle des différentes couches de la population. L'étalement des banlieues populaires et la déconcentration urbaine de populations plus favorisées sur les communes de la périphérie métropolitaine s'exercent à partir des années 1980 simultanément avec d'importantes recompositions internes de l'espace métropolitain. La densité brute de Bogota augmente : 130 hab/Ha en 1985 et près de 150 en 1993. Produit de la densification progressive des espaces périphériques nouvellement urbanisés, cette évolution moyenne traduit aussi les mouvements de redensification accélérée de certains espaces péri-centraux.

• Origine des principaux flux migratoires vers et depuis Bogota

Plus de la moitié des migrants à Bogota sont natifs de deux départements : celui où est situé Bogota (Cundinamarca) et le département voisin du Boyaca (Carte A-5). Si le caractère régional de la majeure partie de la migration à Bogota correspond à un phénomène commun aux plus grandes villes colombiennes (qui explique largement la forme équilibrée du réseau urbain colombien), par contre seule la capitale échappe à une application exclusive de ce schéma : le quart des migrants vers Bogota provient de l'extérieur du bassin migratoire formé par les quatre départements voisins de la capitale. Après la phase d'exode rural intense, se produisent à partir des années 1970 des changements importants dans l'intensité et la direction des flux migratoires : une diversification sensible des directions de la migration, une plus grande complexité des trajectoires migratoires et le développement de nouvelles formes de mobilité (temporaires et/ou circulaires) marquent la dernière décennie.

A côté d'un flux de ruraux en provenance, pour l'essentiel, de son bassin migratoire régional, Bogota draine une population citadine, en provenance des capitales départementales, qui représente 53% des migrants arrivés à Bogota entre 1980 et 1985. Cette composition particulière des lieux de provenance des migrants vers Bogota a une incidence directe sur les caractéristiques de la population immigrante à Bogota : composite dans ses origines, celle-ci est nécessairement très

hétérogène quant à ses caractéristiques sociales, son mode d'insertion et son impact sur la dynamique de la capitale. Outre cette grande diversité sociale, la population migrante à Bogota se caractérise par des traits classiques de la migration à destination urbaine en Amérique Latine : les migrants sont jeunes et sont en majorité des femmes.

• L'implantation spatiale des nouveaux migrants

L'hétérogénéité sociale de la population des migrants se traduit dans leur implantation spatiale dans la capitale. Que ce soit en termes de localisation, de stratification socio-économique, de type de logement ou de statut d'occupation du logement, les non natifs de Bogota sont présents dans l'ensemble du parc de logement existant dans la capitale (Carte A-6). Tous les quartiers assurant au début des années 1990 une fonction de réception des migrants sont situés dans la partie périphérique de la ville ; à l'opposé, les quartiers centraux sont tous sous-représentés parmi les migrants récents, en relation à leur poids dans la population totale de Bogota. Le schéma des années 70 selon lequel les migrants s'installaient d'abord dans les quartiers centraux avant de migrer vers la périphérie, ne se vérifie plus au début des années 1990. Le premier logement dans la capitale, fortement déterminé par les réseaux d'entraide sur lequel s'appuie le migrant, se révèle décisif pour la suite de la trajectoire résidentielle des migrants dans Bogota : c'est à partir de ce premier logement que se définit, dans une large mesure, un espace de mobilité intra-urbaine du migrant à Bogota, au sein de l'espace qui lui est accessible sur le plan économique dans cette ville où la ségrégation sociale est particulièrement marquée.

A-5 : Le logement et les pratiques résidentielles à Bogota

• Les formes de production du logement

Le processus de croissance marqué par une forte ségrégation est favorisé par une production de logement également très fragmentée: à côté de la promotion capitaliste fonctionnent la production *por encargo* (sur commande), l'autoconstruction et la production étatique, chacune suivant sa propre logique. La logique du *promoteur capitaliste* est strictement mercantile : à partir d'un capital initial, il fait l'acquisition d'un terrain constructible et y bâtit des édifices qu'il met en vente, dans l'intention de récupérer le capital investi et d'obtenir un bénéfice. Dans la *production sur commande*, le promoteur n'a pas à investir de capital: le futur usager du logement acquiert le terrain, apporte le capital requis pour la construction et charge le promoteur de réaliser uniquement la construction du logement. La *production étatique* a comme but de permettre l'accès à la propriété de logement aux secteurs défavorisés, en trouvant les terrains et en construisant le logement, soit directement, soit sur commande. Quant à l'*autoconstruction*, qui est le mode de production illégale de logement le plus répandu à Bogota, elle fonctionne au travers de ce qu'on appelle en Colombie la *urbanización pirata*: les agents opérant sur ce marché acquièrent des terrains dans des zones non constructibles, hors des limites de la ville, et les lotissent pour les revendre, sans titre légal de propriété, sans dotation de services ni infrastructure, à des familles à faibles revenus.

Tableau 4 - Production légale et illégale de logement selon la forme de production
(en nombre de logements)

	1938-51	1951-64	1964-73	1973-85	1985-93
TOTAL PROD. LEGALE	21685	80785	87754	220541	260523
<i>Capitaliste</i>	11279	33115	28018	105677	
<i>Sur commande</i>	8168	24176	22620	49960	
<i>Etatique</i>	2238	23514	37116	64904	
TOTAL PROD. ILLEGALE	26773	58668	87335	112347	131517
<i>Autoconstruction</i>					
TOTAL PRODUCTION	48458	139453	175089	332888	392040

Sources: Calculs à partir de : Jaramillo S., 1982. Produccion de vivienda y Capitalismo Dependiente. Bogota, Uniandes y DANE, Licencias de Construcción.

Si on considère la période des années 1940 à la fin des années 60, la promotion sur commande se spécialise dans la production de logement pour les couches sociales à revenus élevés. Au cours de la période intercensitaire 1938-1951, cette forme de production représente 17% du total de la production à Bogota; sa part se réduit en fin de période (12% en 1964-73). La promotion capitaliste se centre au début sur le logement pour couches moyennes. Entre 1938 et 1951, sa production est de 23% du total; elle se maintient à ce niveau entre 1951 et 1964 (24%), avant de baisser à 16 % du total de la production entre 1964 et 1973. La production étatique, qui vise principalement les secteurs populaires, est très faible au cours de la période 1938-1951 (5% du total construit), mais elle augmente ensuite rapidement pour atteindre des niveaux comparables à ceux des autres modes de production (17% entre 1951 et 1964, et 21% entre 1964 et 1973). Toutefois, au cours de ces trois décennies, c'est l'autoconstruction illégale qui est le mode de production de logement le plus important non seulement pour les secteurs populaires mais aussi par rapport au total de logements construits à Bogota: 55% entre 1938 et 1951, 42% entre 1951 et 1964 et 50% entre 1964 et 1973.

Au début des années 70, est mise en place une innovation dans la politique macro-économique: la création du système UPAC et des Corporations d'Épargne et de Logement¹. Ce mécanisme vise à dynamiser le secteur du bâtiment, dans lequel le gouvernement de l'époque voit une sorte de "locomotive" qui devrait entraîner les autres secteurs de l'économie. C'est ainsi que L'Etat va drainer de grandes ressources vers la construction, ce qui a pour effet de stimuler la production capitaliste de logement; celle-ci se substitue peu à peu à la production sur commande pour les classes aisées: entre 1973 et 1985, sa part dans la production de logement à Bogota est de 32%, alors que celle de la production sur commande est de 15%. Lorsque la demande effective des classes supérieures arrive à saturation, les couches moyennes apparaissent comme une nouvelle option pour la promotion capitaliste. Quant au logement populaire, l'autoconstruction illégale en reste le mode prédominant de production: elle atteint 34% de la production de logement à Bogota entre 1973 et 1985. Au cours de la même période, la production légale, toujours à la charge de l'Etat qui promeut et finance ces logements, est minoritaire avec 20%. Ces mutations se produisent dans le cadre du schéma de distribution socio-spatiale qui se met en place dans les années 40 à Bogota.

• Les statuts d'occupation du logement

Les informations concernant l'occupation du logement à Bogota sont quelque peu contradictoires: d'après les recensements, le pourcentage de propriétaires reste assez stable entre 1951 et 1964, puis augmente très fortement, le chiffre du recensement de 1985 indiquant un saut de 15 points. En réalité, cette donnée semble peu fiable: les autres sources (ENH et EEV) présentent des chiffres nettement inférieurs à des dates intermédiaires (1978 et 1981) et postérieures à 1985. Cette contradiction peut s'expliquer par le fait que les données du recensement de 1985 relatives au statut d'occupation soient quelque peu confuses, rendant la comparaison plus difficile². Selon toute vraisemblance, la part réelle de propriétaires a certes augmenté, mais de façon plus modérée et devait se situer en 1985 entre 50 et 54%.

De son côté, la location diminue en pourcentage entre 1973 et 1993, mais dans de moindres proportions que dans d'autres villes d'Amérique latine. Jusqu'à 1973, plus de la moitié des Bogotains sont locataires; à partir de 1985, le chiffre tourne autour de 45%. Le chiffre le plus récent, celui du recensement de 1993, est de 42%. Dans le contexte socioculturel bogotain, la

1 L'UPAC (Unité de Pouvoir d'Achat Constant) est un mécanisme d'indexation de l'épargne privée. Les CAV (sigle en espagnol pour Corporations d'Épargne et de Logement) sont des organismes financiers captant l'épargne privée pour l'investir en prêts aux agents de production et aux ménages cherchant à acquérir un logement.

2 Dans ce recensement, il est possible que des cas d'usufruit ou de possession de fait, habituellement catalogués comme "autres formes", aient été classés comme "propriétaires". En effet, la catégorie "autres formes" est anormalement basse.

location est souvent assimilée à des difficultés d'accès au logement, tandis que la propriété est interprétée comme le résultat de ressources suffisantes pour accéder à un logement acceptable. Cette représentation ne se vérifie pas quand on examine les caractéristiques du logement selon les statuts d'occupation. D'après les données de l'EEV, il est clair que la précarité affecte plus fortement les locataires que les propriétaires; mais on observe aussi que, d'une part, un nombre important de locataires (37,6%) jouissent de conditions de logement relativement satisfaisantes et que, d'autre part, un nombre également significatif de propriétaires (32,4%) occupent des logements caractérisés par tout type de déficience, dont 12% le sont par une déficience extrême. La location ne résulte pas uniquement d'un manque de moyens.

Tableau 5 - Statuts d'occupation du logement à Bogota (%)

Date et source	1951 rec.	1964 rec.	1973 rec.	1978 ENH*	1981 ENH	1985 rec.	1985 EEV*	1986 EEV	1987 EEV	1989 ENH	1993 rec.
Propriétaire	42,7	46,2	41,9	48	44,1	57,1	50,6	47,7	45,9	51,8	54
Locataire	55,8	47,4	53,4	47	49,5	39,9	41,9	45,2	48,0	45,01	42
Autres	1,5	6,4	4,7	5	6,4	3,0	7,5	7,1	6,1	3,19	4

ENM: Enquête Nationale des Ménages, DANE.

EEV: Enquête Emploi et Logement, CEDE Universidad de los Andes.

A Bogota, la précarité des conditions de logement tend à se cristalliser dans la suroccupation. Tandis que d'autres caractéristiques du logement telles que l'accès aux services publics ou la qualité des matériaux de construction semblent s'améliorer sensiblement, l'indicateur de suroccupation se maintient à des niveaux assez hauts : en 1993, 46% des ménages partagent leur logement et 9% de la population vit avec plus de 4 personnes par pièce.

• Définitions des catégories famille et ménage

Ménage : personne ou groupe de personnes, avec ou sans lien familial, qui vivent sous le même toit et partagent habituellement les aliments. Un logement peut être composé d'un ou plusieurs ménages. (définition du recensement de 1993, DANE).

Famille : groupe social formé par les membres du ménage apparentés par une relation de sang, l'adoption, le mariage et les unions consensuelles stables (origine de la définition : CEPAL)

• Typologies de familles et de ménages habituellement utilisées

Les formes, les fonctions de la famille et les codes qui la régissent varient fortement selon les régions de Colombie (cf. travaux de Gutierrez de Pineda). Mais partout et dans toutes les strates sociales, la famille joue un rôle important. Les typologies et les indicateurs employés par les démographes ne se réfèrent pas à la famille au sens anthropologique (réseau de relations), sinon au ménage, au sein duquel on considère les relations familiales pour décrire la structure et la composition du ménage. Selon cette approche de la famille, en 1992, 63% des familles résidant dans des villes de plus de 10.000 habitants sont de type nucléaire et 23% de type étendu.

A-6 : Les politiques urbaines mises en oeuvre depuis les années 1950

• Les grandes tendances historiques

L'analyse historique des politiques urbaines montre la relative faiblesse des pouvoirs publics dans la planification et gestion du développement urbain. L'urbanisme a plus accompagné l'urbanisation qu'il ne l'a précédée, orientée et contrôlée. En d'autres termes, il s'est plus agi de construire que de planifier. Toutefois, cette situation n'a pas eu des effets aussi chaotiques que l'on pourrait le penser *a priori*. En effet, même si se sont multipliés durant ces mêmes années de nombreux quartiers illégaux sous-équipés, certaines interventions publiques en matière de grands chantiers et de réseau de voirie ont contribué à ce que l'expansion de la ville ait été relativement contenue.

Mais on doit préciser cette lecture. Il est possible de différencier au long des cinquante dernières années quatre périodes principales selon les approches qui ont sous-tendu les essais de planification et, au sein de certaines d'entre elles, des sous-périodes en tenant en compte les opérations effectivement réalisées:

1947-1966: la période de la planification spatiale

a) 1947-1952: l'urbanisme moderne

En 1950 Le Corbusier remet un plan pilote qui s'appuie sur les outils de zonage (fonctions, hauteurs, densités) qui ont caractérisé l'ensemble de ses autres plans, propose un système de voies de circulation hiérarchisé, et vise à contenir l'expansion indifférenciée de la ville vers le nord. Le plan de voirie va orienter le développement de la ville jusqu'au début des années 60 et les tentatives de zonage vont déterminer la réalisation de grandes opérations en termes de fonctions comme le Centre International et le Centre Administratif National (CAN).

b) 1953-1958: l'urbanisme pragmatique (des travaux et non des plans)

Cette étape coïncide avec la courte période de dictature militaire de Rojas Pinilla durant laquelle sont réalisés de grands travaux (le CAN, l'Université Nationale, l'aéroport international, tous situés sur l'axe centre - ouest) et de profondes réformes administratives de la ville (création du *Distrito Especial* de Bogota intégrant à la ville six communes de la première couronne).

c) 1959-1966: la planification flexible

Quelques-uns des instruments d'intervention introduits par Le Corbusier sont flexibilisés. On insiste sur le besoin de densifier la ville, bien que le modèle nord-américain de *suburb* soit également appliqué. Sont créées de nouvelles zones industrielles qui décentralisent les traditionnelles vers le sud-ouest, l'ouest et le nord-ouest. Le plan de voirie de 1951 est revu et complété en 1961, et est projeté pour une nouvelle durée de près de 15 ans; il sera largement mis en oeuvre.

1967-1978: la période de la planification du développement socio-économique

a) 1967-1974: de la planification spatiale à la planification économique

Le concept de planification économique de la ville est introduit et quelques-uns des concepts qui étaient jusqu'alors dominants en matière d'organisation de l'espace urbain sont reformulés. On essaie d'intervenir sur la faible densité d'occupation des sols, sur la mauvaise répartition des usages et sur un système de transport déficient. Afin de favoriser la densification, les modèles résidentiels basés sur l'habitat individuel sont changés pour introduire l'habitat collectif (ensembles résidentiels avec parfois des constructions en hauteur). Pour améliorer le fonctionnement de la ville et faciliter l'approvisionnement de certains services, apparaît l'idée de combiner la spécialisation fonctionnelle avec la décentralisation en introduisant le concept de "villes dans la ville" consistant en une superposition de zones monofonctionnelles sur des zones plurifonctionnelles.

b) 1972-1978: la désillusion de la planification totale

Durant cette période on commence à renoncer aux prétentions d'intervention intégrale sur la ville, pour s'orienter vers des interventions sur des zones ou autour de problèmes particuliers. C'est ainsi que sont proposés le Programme intégré de développement urbain (PIDUZOB) et le Programme de Récupération de la Zone Centrale, le premier ayant pour objectif la décongestion du centre de la ville avec une grande opération de voirie le long de la cordillère orientale sur l'axe centre-nord et le second visant à rénover le centre, en particulier les abords du palais présidentiel. D'autre part, est créé l'Institut de Développement Urbain (IDU) dont la mission est d'exécuter les grands travaux financés sur la base d'impôts exclusivement prélevés à cet effet.

1979 - 1989: la période de la "normativisation" du développement urbain

L'intervention publique dans le développement urbain tend à se limiter à la création de normes urbaines (notamment l'Accord 7 de 1979), lesquelles en réalité bénéficient au secteur immobilier. Mais elle continue de se manifester au travers de la formulation de plans zonaux: un grand programme pour la zone de *Ciudad Bolivar*, au sud de la ville, afin de la consolider comme

secteur d'accueil de la population la plus pauvre de la ville; et toujours la rénovation du centre avec le *Plan Centro*.

De 1990 à nos jours: la période de la dérégulation mais aussi de la participation dans la planification.

La norme urbaine devient de plus en plus flexible: les aires d'intervention et de régulation sont réduites, dans certaines zones on promeut une transformation radicale des usages des sols. Plus récemment, face à une situation des transports devenue particulièrement critique, s'impose de plus en plus l'idée (encore suivie de peu d'effets) d'agir sur le système de transport en le considérant à la fois de manière intégrale et dans ses diverses composantes. Mais il faut signaler aussi deux autres nouvelles tendances: une réorganisation politico-administrative du District qui tend à donner plus de pouvoir au niveau de l'arrondissement ainsi que la promotion de la participation de la communauté dans les processus de planification et gestion des affaires publiques; l'introduction de discours et pratiques de l'économie libérale dans l'administration publique qui contribue notamment à la privatisation des entreprises de services publics.

• **Les principaux modes d'intervention et principales mesures appliquées**

Ils ont varié au fil des ans, comme on vient de le voir. La flexibilisation des normes urbaines et de l'usage du sol constitue un des principaux modes d'intervention des années 1990. Le résultat a été que de vastes zones de la ville ont connu des changements dans l'utilisation du sol et les caractéristiques de leur espace bâti. En particulier le long d'un axe centre - nord, l'occupation du sol s'est densifiée et les usages se sont diversifiés, avec une combinaison de fonctions résidentielles et d'activités commerciales, financières et autres activités tertiaires.

D'autre part, les pouvoirs publics comme les *gremios* et les ONG sont intervenus sur le développement de la ville, en essayant de créer un sentiment d'appartenance à la ville, de promouvoir des alliances entre les agents et de développer des projets clairement orientés sur le bien-être public. Les moyens utilisés relèvent de la planification stratégique et des campagnes d'éducation citoyenne.

De plus, les processus de décentralisation et de planification, à l'oeuvre dans l'ensemble du pays, commencés depuis la fin des années 80 mais plus effectifs depuis le milieu des années 90, déterminent les modes d'intervention au niveau de n'importe quelle municipalité. Dans le cas du Distrito Capital ces deux processus sont tout particulièrement actifs.

Dans le processus de *planification* il faut distinguer trois aspects:

- le programme du maire du District discuté avec le Conseil au début de son mandat et qui fonde en grande partie le plan de développement du district;
- les plans de développement des arrondissements définis par les JAL résultant en principe d'une négociation entre les besoins exprimés par la communauté et les orientations du plan distrital;
- un plan d'aménagement urbain dont l'élaboration est engagée depuis 1994 mais n'est toujours pas achevée : il s'appuie sur diverses concertations, mais relève d'une autre temporalité (dans son élaboration et application) et devrait couvrir non seulement le District mais aussi l'aire métropolitaine.

Le processus de *décentralisation* transfère certaines ressources et compétences aux arrondissements et favorise la participation de la communauté dans la planification et la gestion incluant le contrôle de la correcte exécution des investissements et de la bonne administration des finances locales.

Cela dit, en matière de développement spatial proprement dit, la principale mesure en vigueur est l'Accord 6 de 1990. Un des objectifs principaux est le maintien du bâti urbain existant avec la préservation des espaces publics, surtout quand il s'agit des patrimoines naturels et culturels, mais

aussi l'intégration, la "régularisation", des quartiers dits "informels". Les outils sont d'une part une caractérisation systématique des espaces construits et d'autre part des normes qui autorisent ou non les changements d'usages et de densités. Toutefois, il y manque un plan d'aménagement global définissant les orientations du développement urbain à moyen et long terme. Et il ne permet pas d'affronter de manière concrète et réaliste le problème du foncier, déterminant dans la question de l'urbanisation "informelle".

Au sein de la structure de l'administration distritale, il faut souligner le rôle du DAPD (*Departamento Administrativo de Planeación Distrital*) qui planifie et gère le développement spatial (avec notamment la délivrance des permis de construire et la "régularisation" des quartiers illégaux).

Il faut également dégager différentes initiatives prises au cours de ces dernières années afin de rendre la gestion plus efficace: un assainissement des finances (compression du personnel de l'administration du District, réajustement des impôts fonciers et révision de la stratification socioéconomique selon laquelle sont fixés les tarifs des services publics), et une systématisation des informations.

• Les niveaux d'intervention des pouvoirs publics

Il faut tout d'abord différencier les divers niveaux territoriaux d'intervention des pouvoirs publics:

- Le niveau national: le gouvernement national, en tant que tel ou au travers de certaines institutions publiques, co-finance quelques grands projets d'infrastructure. Il existe une commission présidentielle des affaires de Bogota.

- Nous avons déjà signalé qu'il n'existe toujours pas d'aire métropolitaine officiellement; il n'y a donc pas davantage de structure administrative qui pour gérer l'aire métropolitaine existante. Toutefois, il semblerait que récemment, à la faveur d'affinités politiques entre le préfet du département de Cundinamarca et le maire de Bogota, il y ait quelques timides tentatives pour coordonner les initiatives prises aux niveaux du "district" et du département, tandis que les communes voisines (comme toutes celles du pays depuis la loi 9 de 1989 dite de "réforme urbaine") aient leur propre plan et qu'elles commencent à s'organiser entre elles en constituant des associations.

- Le niveau du District: l'administration municipale (le maire, son administration et les entreprises de services publics - encore en grande partie publiques -, le conseil) couvre le territoire délimité par le périmètre urbain. Elle finance également les investissements projetés au niveau de l'arrondissement, après qu'ils aient été jugés compatibles avec les projets définis au niveau du District.

- Le niveau de l'arrondissement: la JAL (conseil) et le maire d'arrondissement planifient les investissements de développement local et en gèrent l'exécution. Mais les ressources de l'arrondissement ne sont autres que celles transférées par le "district".

- Le niveau du quartier: les JAC (*Juntas de Acción Comunal*), comités de quartier, démocratiquement élus, constituent le principal canal d'expression des besoins de la communauté le plus direct.

Il existe peu d'interactions pour la planification entre arrondissements et encore moins entre ceux-ci et les communes limitrophes, malgré des situations de toute évidence comparables.

Dans l'orientation de l'expansion urbaine, la principale référence est l'Accord 6 de 1990.

Comme on vient de le remarquer, il n'y a pas de réelle structure publique qui planifie cette expansion même si celle-ci va maintenant bien au-delà de la limite du District, non sans présenter divers problèmes.

Dans la production de l'espace urbain et dans la gestion de l'espace déjà urbanisé, les pouvoirs publics, soit au plan distrital (avec principalement le DAPD, le Secrétariat des Travaux Publics,

l'IDU, les entreprises de services publics) soit au plan de l'arrondissement (les structures du District ne sont pas décentralisées à ce niveau), investissent dans la construction et l'entretien de la voirie, des équipements sociaux, des espaces publics; dans ces derniers cas, on note une certaine tendance récente à une gestion mixte avec des institutions privées à vocation sociale.

En matière de logement, il est clair que la production par le secteur public est très limitée. Il s'agirait plutôt, comme au plan national, de soutenir l'auto-construction lorsqu'elle est réalisée dans un cadre légal. La production privée de logement social est relativement peu aidée par l'administration du District. Quant au logement des classes moyennes et aisées, la législation en vigueur continue d'être favorable au secteur immobilier, indépendamment de la crise que celui-ci est en train de connaître depuis trois ans. Il faut rappeler l'importante mesure prise au plan national en 1972 consistant en la création du système UPAC, grâce auquel ces mêmes classes sociales ont pu acheter leur logement.

• **L'attitude et les mesures des pouvoirs publics vis à vis des quartiers illégaux**

Comme on l'a dit antérieurement, il y eut beaucoup de laisser-faire ce qui a engendré la multiplication de quartiers illégaux aux limites de la ville (au centre s'est développé dans le même temps le phénomène d'*inquilinato* - division extrême d'édifices anciens pour être loués et très souvent sous-loués). Une fois la situation devenue irrémédiable, fut prise la décision de légaliser l'existant et de l'équiper progressivement, tandis que d'autres nouvelles normes (prises aussi bien au niveau du District que de l'arrondissement) devaient permettre d'empêcher l'apparition de nouveaux quartiers de ce type. De fait, d'une part le processus de régularisation est très lent et d'autre part continuent de surgir de nouveaux quartiers illégaux. Au cours des dernières années la seule intervention de nature autoritaire fut celle de quelques démolitions de constructions dans des zones à risques de désastres naturels. Mais aucune mesure n'a été prise pour affronter la situation au plan de l'aire métropolitaine et gérer le foncier de manière plus adéquate.

• **Le rôle des pouvoirs publics dans l'équipement en infrastructure, services publics et transports; tendances actuelles dans la privatisation et effets sur la gestion**

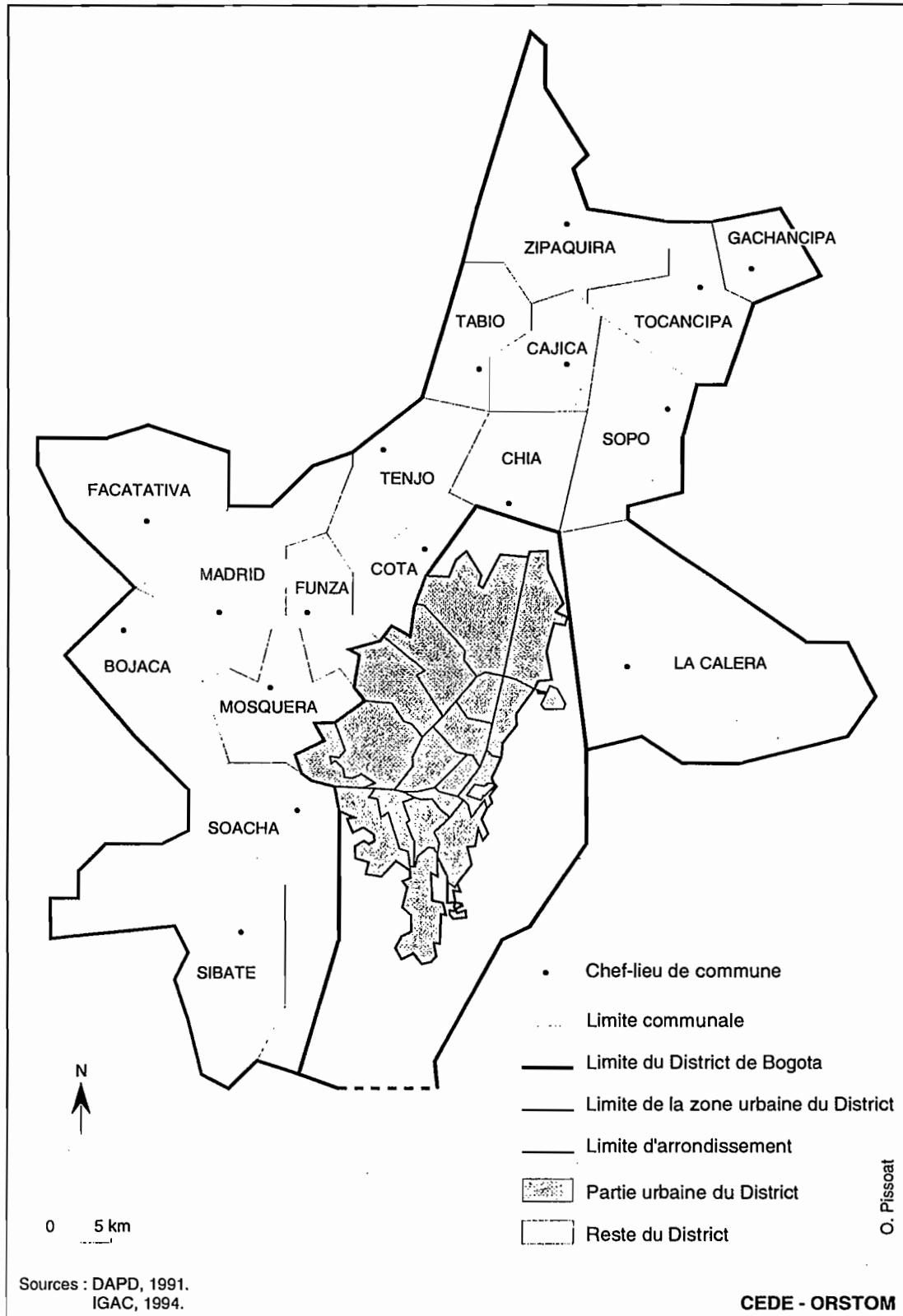
Les pouvoirs publics sont en train de tenter de récupérer la voirie, longtemps négligée. Mais émerge difficilement un plan qui affronterait le problème du trafic routier et des transports (entièrement aux mains du secteur privé) de manière intégrale, malgré différentes études réalisées sur la question.

Au plan des services publics domiciliaires, les entreprises qui en ont la charge et qui n'ont longtemps relevé que du secteur public, ont pu dans le passé étendre leur couverture au-delà du périmètre urbain, ce qui a contribué directement à la métropolisation. Aujourd'hui elles cherchent à avoir un meilleur contrôle de leur offre avec une meilleure systématisation de l'information et de la gestion (avec, notamment dans le cas de l'énergie électrique, des mesures prises pour dépister les pertes accidentelles et les piratages).

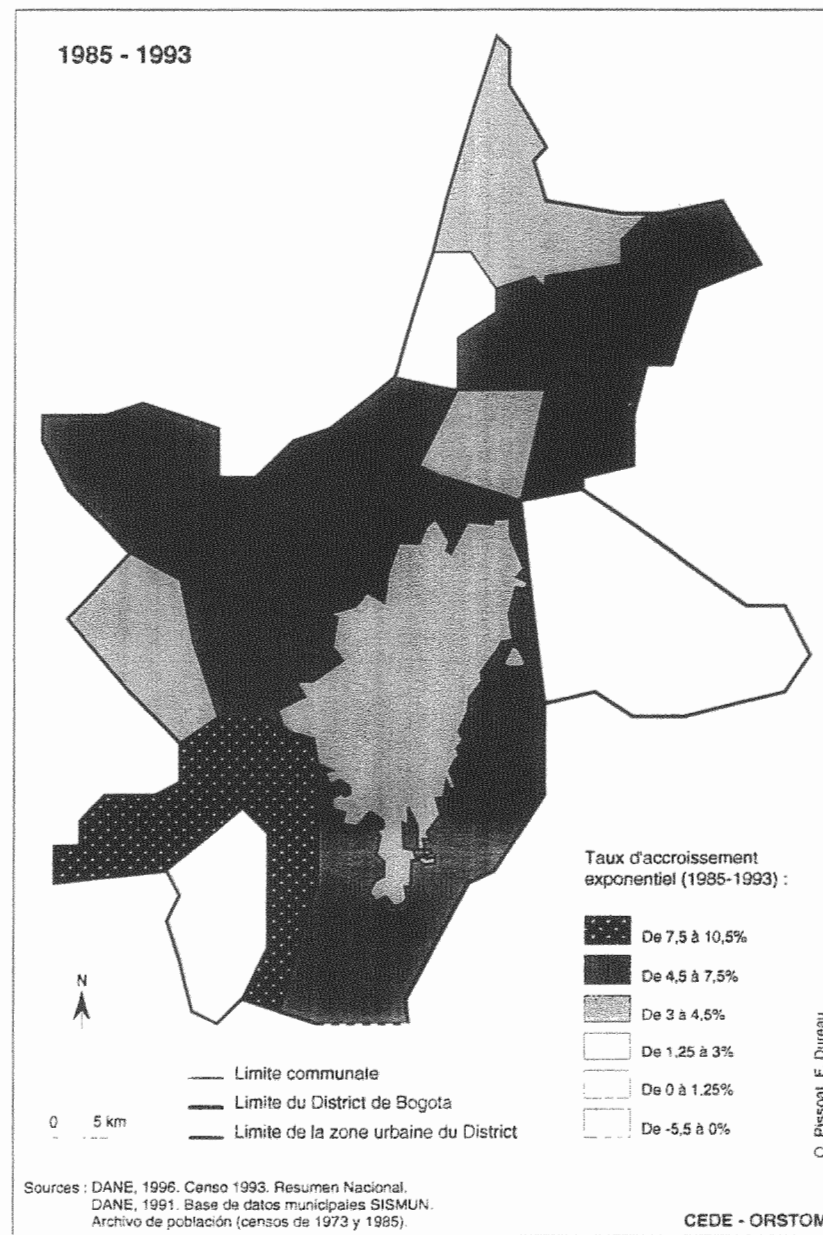
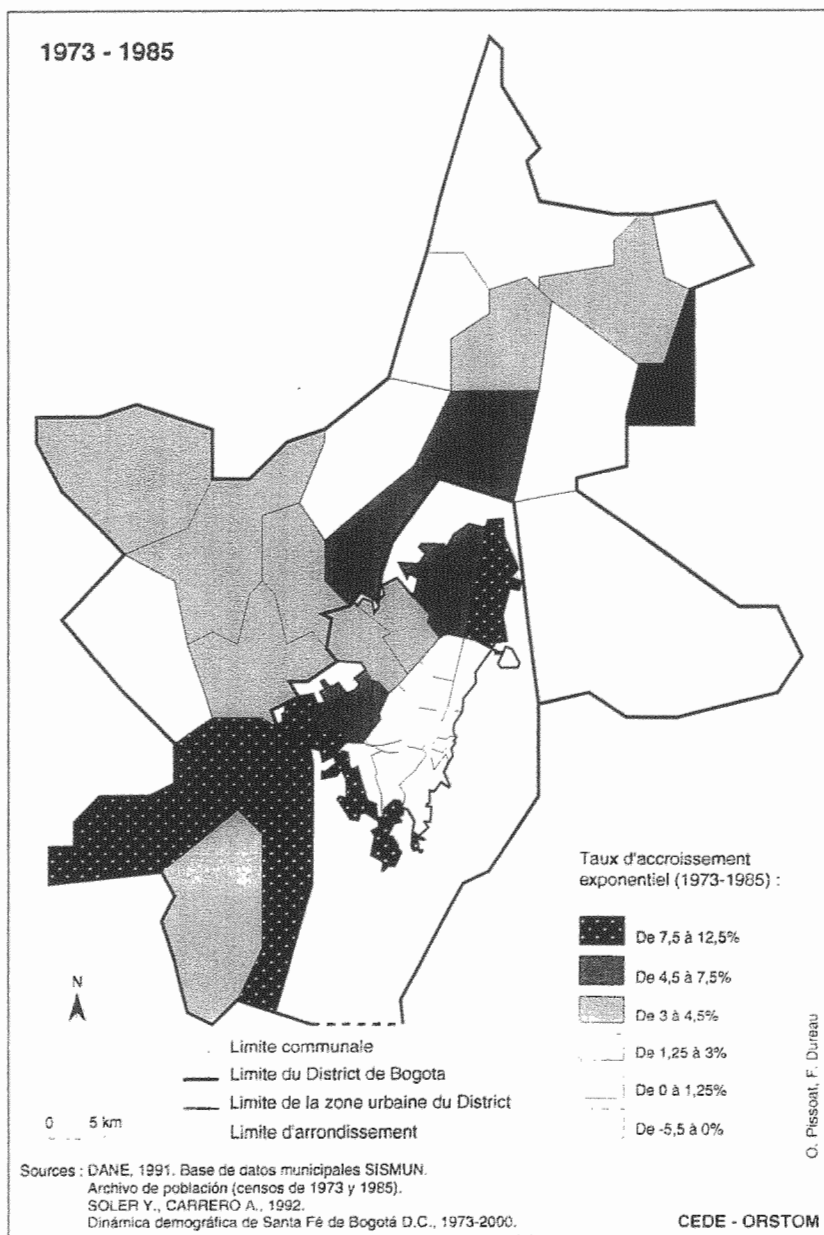
En ce qui concerne les services publics sociaux (santé, éducation, etc.), face à une couverture et qualité de ceux offerts par le secteur public déficientes dans de nombreuses zones, l'offre du secteur privé (pas toujours de la meilleure qualité et relativement peu contrôlée) s'est largement développée.

On observe une tendance à la privatisation de ces entreprises depuis plusieurs années faisant l'objet dans certains cas de rudes affrontements. Dans le cas des entreprises qui sont restées publiques, l'application des principes de démocratie participative de la nouvelle Constitution a conduit à ce que les Conseils d'administration soient ouverts à des représentants de la communauté devant permettre de lutter contre les effets du clientélisme et d'exercer un certain contrôle sur la gestion.

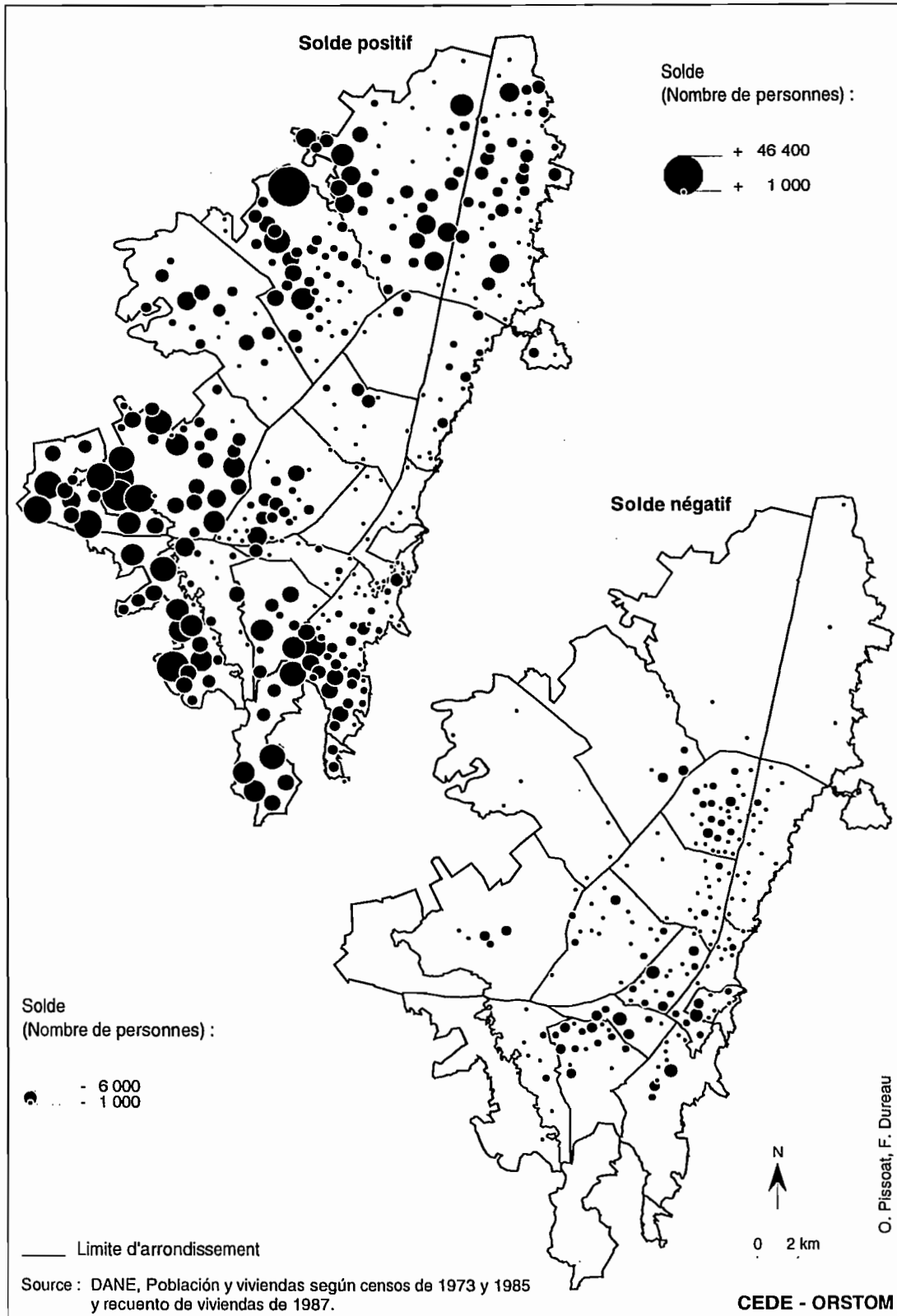
Carte A-1
La division politico-administrative de l'aire métropolitaine de Bogota (1993)



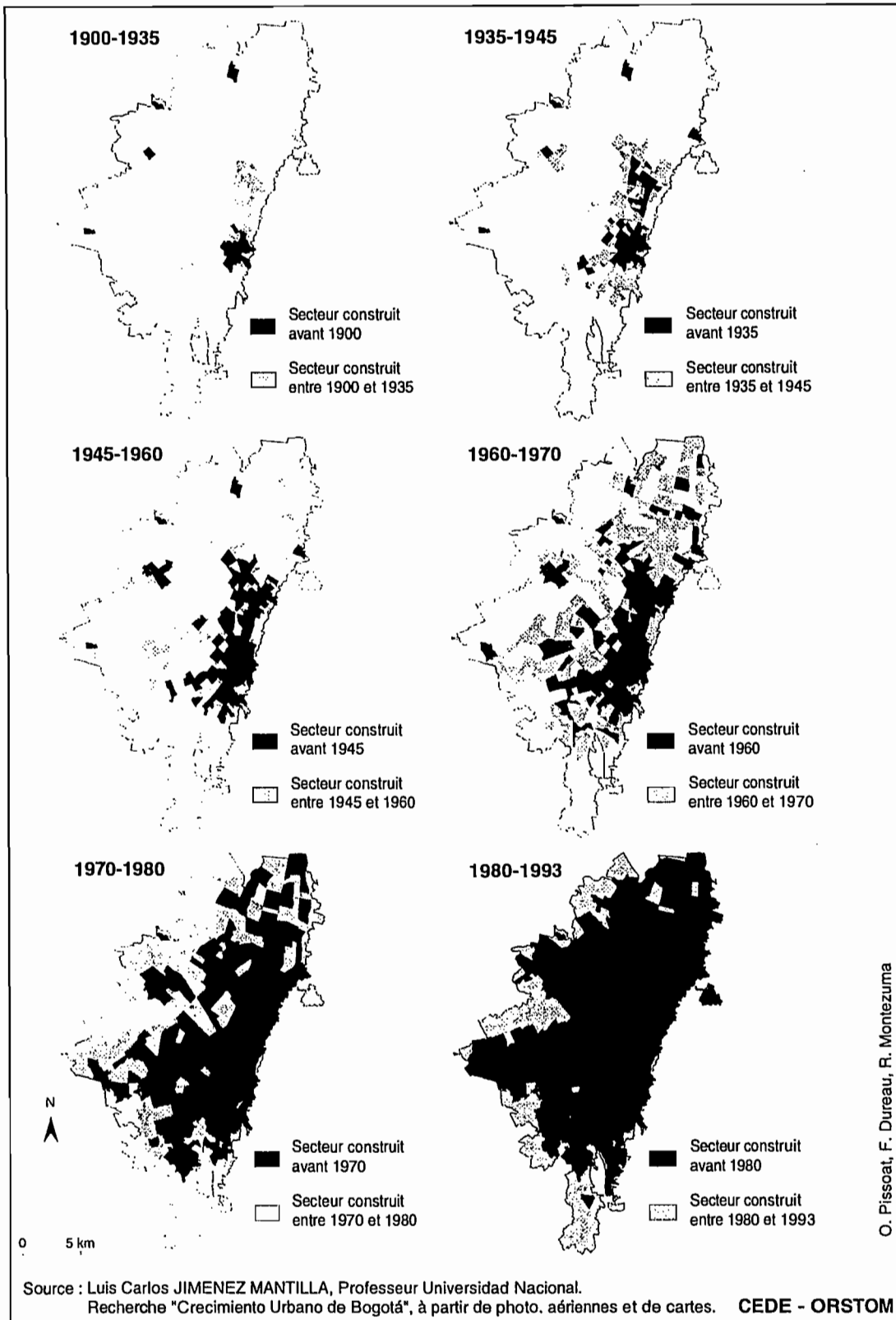
Carte A-2. L'évolution de la population dans l'aire métropolitaine de Bogota (1973 - 1985 et 1985 - 1993)



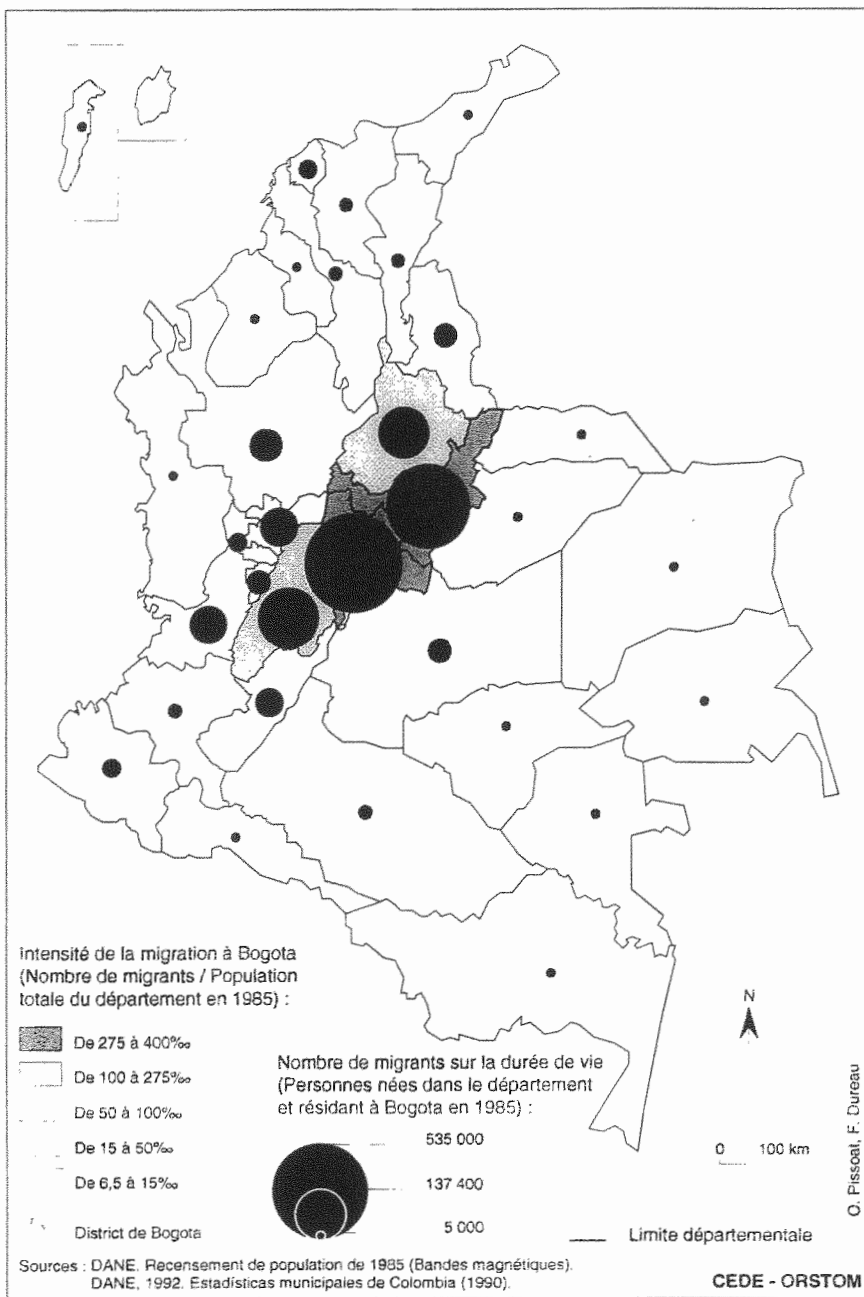
Carte A-3. Soldes démographiques par secteur à Bogota (1973 - 1985)



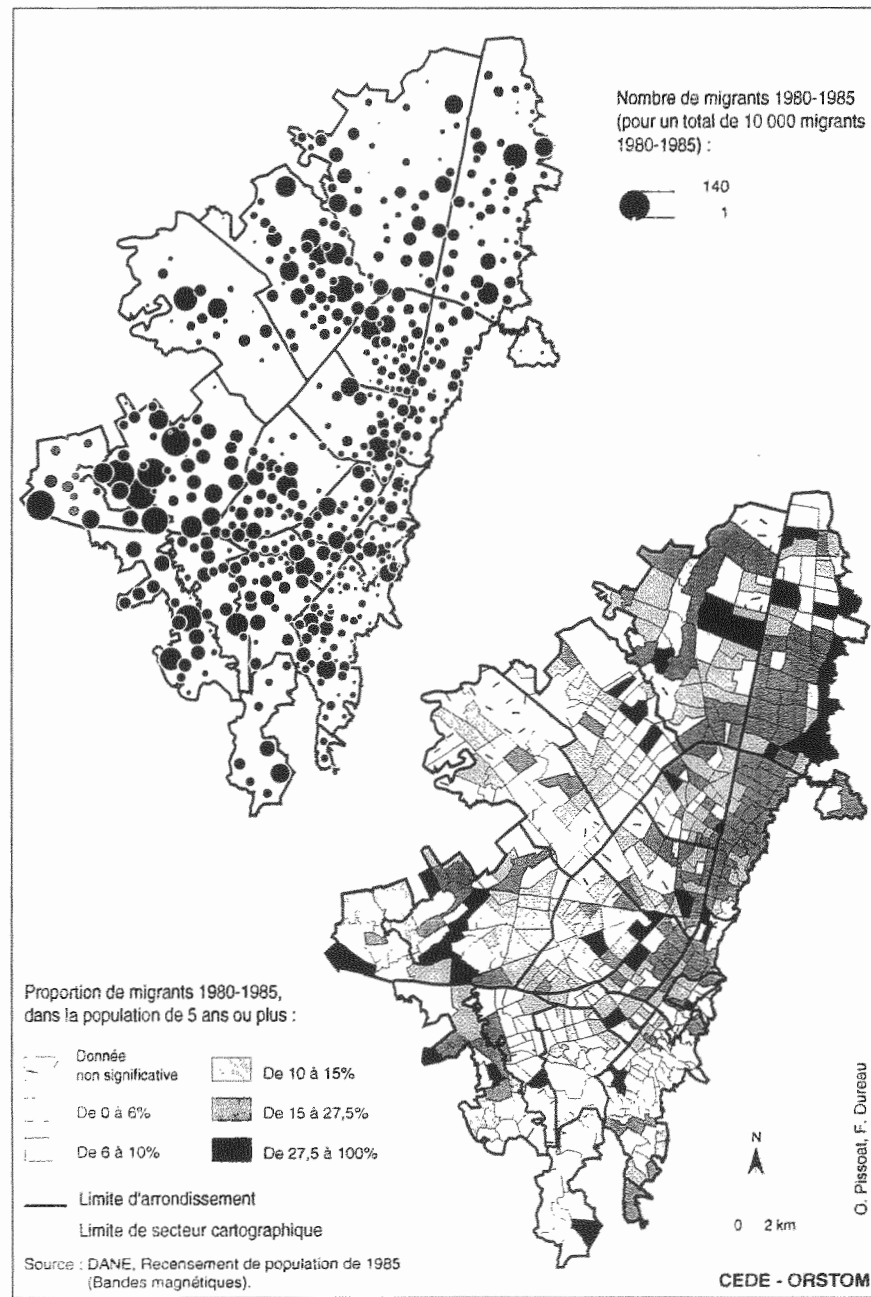
Carte A-4. Les étapes de l'expansion spatiale de Bogota jusqu'en 1993



Carte A-5.
Département de naissance des migrants à Bogota (1985)



Carte A-6.
Les migrants 1980-1985 résidant à Bogota en 1985



FICHE B : MOBILITES SPATIALES ET TRANSFORMATIONS TERRITORIALES A BOGOTA

DUREAU Françoise et LULLE Thierry

avec la collaboration de
HOYOS Maria Cristina et MONTEZUMA Ricardo

Dans un contexte de croissance démographique encore rapide, la dynamique d'expansion spatiale de Bogota s'exerce de plus en plus intensément au delà des limites du District, dans les communes de la périphérie métropolitaine; dans le même temps, apparaissent de nouvelles logiques de localisation résidentielle, produisant des modifications importantes dans la répartition du peuplement et les formes de la ségrégation. Les enquêtes que nous avons réalisées dans certains quartiers de la capitale et des communes de la périphérie métropolitaine permettent d'analyser ces comportements résidentiels (section 1), qui seront mis en perspective avec le rôle des acteurs institutionnels (section 4). Les effets des pratiques résidentielles sur les structures urbaines seront abordées dans les sections 2 (expansion spatiale et redistribution des densités) et 3 (ségrégation résidentielle)¹. Cette lecture des mobilités résidentielles et de leurs interactions avec les processus de production et de transformation de l'espace urbain portera sur des groupes sociaux contrastés, analysés au niveau de quartiers spécifiques. L'échelle du quartier permettra de mettre en oeuvre une analyse systémique montrant comment les différentes formes de mobilité spatiale s'articulent entre elles, et sont elles-mêmes en interaction avec les différentes modalités d'insertion dans les marchés du logement et du travail. De façon systématique, pour chacune des sections de cette fiche, l'exposé des résultats suivra la logique présidant à cette recherche : certaines dynamiques locales, analysées au niveau de quartiers enquêtés (principalement : Bosa, El Nogal et San Cristobal Norte dans le District de Bogota; Chia, Madrid et Soacha en périphérie), seront replacées dans le cadre du système métropolitain.

Les analyses² présentées dans cette fiche reposent sur les enquêtes spécifiques sur la mobilité spatiale qui viennent d'être évoquées, ainsi que sur des informations cartographiques et statistiques secondaires (recensements, permis de construire, enquêtes auprès des ménages, image satellite), et sur le recueil d'une information relative au contexte de chaque quartier étudié et aux politiques urbaines et du logement. Le système d'enquête sur les logiques résidentielles et pratiques de mobilité spatiale combine : une observation statistique comportant 2 passages à un an d'intervalle (octobre 93 et 94), auprès d'un échantillon de 1031 ménages, sélectionnés dans 7 quartiers de Bogota et 4 communes de la périphérie; et une observation anthropologique auprès d'un sous-échantillon d'une cinquantaine de ménages résidant dans ces quatre communes. Ces enquêtes ont été réalisées dans le cadre d'une recherche menée depuis 1992 par une équipe franco-colombienne Orstom - CEDE³ animée par F. Dureau et C.E. Florez, sur "Les formes de mobilité de la population de Bogota et son impact sur la dynamique de l'aire métropolitaine". Une recherche spécifique sur les classes moyennes apporte des éléments complémentaires sur les comportements résidentiels des classes moyennes à partir d'une enquête menée en 1996 auprès d'une cinquantaine de ces familles résidant dans le centre et le péricentre de Bogota (Lulle, 1998). L'analyse des politiques urbaines et du logement à Bogota, qui cherche à dégager les tendances

1 Afin de permettre une lecture indépendante de chacune des 4 sections, certaines dimensions des réalités urbaines bogotanes sont évoquées à plusieurs reprises dans cette fiche B: de façon développée lorsqu'elles constituent l'objet principal de la section, de façon très résumée lorsqu'elles ne constituent qu'un facteur explicatif.

2 Pour plus de détail sur la problématique et le contexte méthodologique, voir le texte présentant le programme comparatif "Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi.", réalisé de 1994 à 1997 par une équipe animée par V. Dupont et F. Dureau (Orstom), avec le soutien financier du PIR-Ville.

3 Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico, de l'Universidad de los Andes, Bogota.

passées (depuis les années 50) et actuelles, est basée sur le recueil de textes juridiques, urbanistiques, journalistiques, théoriques sur le développement urbain, ainsi que sur des entretiens avec les différents acteurs des secteurs public et privé impliqués dans la production de l'espace urbain.

B-1 : Stratégies et choix résidentiels

Les choix résidentiels recouvrent à la fois le choix d'un type de logement, le choix d'un statut d'occupation du logement, et le choix d'une localisation, correspondant à un certain type de rapport à l'agglomération. L'approche de la mobilité spatiale mise en oeuvre dans notre recherche sur Bogota vise à intégrer les différentes échelles spatio-temporelles de la mobilité et à s'interroger sur les relations entre ces différentes échelles. C'est pourquoi l'enquête CEDE-ORSTOM comporte un certain nombre d'innovations méthodologiques au niveau de la collecte, permettant de mettre en pratique trois principes : restituer le continuum spatio-temporel des formes de mobilité, combiner approches transversale et longitudinale, replacer les individus dans leurs groupes familiaux et mettre en relation la mobilité spatiale avec les composantes familiale et professionnelle, de la vie des individus. Appliquées dans des quartiers contrastés de Bogota et de la périphérie métropolitaine, ces enquêtes permettent une lecture différentielle des comportements de mobilité de groupes sociaux tout aussi contrastés, présentant des niveaux distincts de maîtrise de l'espace métropolitain. Outre la population la plus démunie, centre d'attention de la majorité des études sur les villes du tiers monde, nous nous intéressons aux comportements des classes moyennes et des populations aux plus hauts revenus. L'analyse des études de cas au niveau des quartiers permet, dans un dernier point de cette section, de conclure sur le rôle des différents facteurs dans les choix de localisation des différents segments de la population de Bogota.

B-1.1. Les deux faces de la précarité du logement des classes populaires à Bogota : suroccupation des logements et autoconstruction illégale

A Bogota comme dans de nombreuses autres villes du Sud, la production légale de logement social, est toujours restée très nettement insuffisante par rapport à la demande. Entre 1964 et 1973, les organismes intervenant dans la production du logement social n'ont produit qu'un peu plus de 35.000 logements, soit seulement 16% du total de la période (Jaramillo, 1990)⁴; et le système UPAC créé en 1973 par l'Etat colombien (cf. section A-5) bénéficie d'abord aux classes moyennes et aisées, auxquelles sont destinés la majorité des logements produits par les promoteurs. Le nombre insuffisant de logements sociaux subventionnés par l'Etat, les difficultés d'accès à ceux-ci, et les coûts prohibitifs du logement produit par le secteur capitaliste, font que les populations pauvres de Bogota n'ont que deux options pour se loger : l'insertion dans le marché locatif privé, en louant un logement de taille réduite, partagé avec d'autres ménages, ou l'autoconstruction sur des terrains occupés illégalement.

Au vu des recensements, le partage du logement entre plusieurs ménages et la suroccupation du logement sont des pratiques très fréquentes à Bogota : en 1973, 50% des ménages partagent leur logement avec au moins un autre ménage, et 23% sont en situation de suroccupation du logement (au moins 4 personnes par pièce, selon le standard local). Dans le District de Bogota, tandis que la suroccupation des logements suit une nette tendance à la baisse (8% en 1993), le partage des logements demeure à un niveau sensiblement constant au cours des vingt dernières années (46% en 1993). La suroccupation se manifeste aussi maintenant dans les quartiers de la périphérie métropolitaine : à Madrid (Carte A-1 et Photo 2), on compte en moyenne 2,6 personnes par pièce utilisée pour dormir et 3,0 dans les logements en location sans contrat. Le niveau d'entassement y est donc du même ordre que celui observé dans le centre historique de Bogota (2,9) dont les *inquilinos* sont justement réputés pour leurs fortes densités (Photo 1). Cette réalité mérite d'être

⁴ Les principales références bibliographiques sur Bogota sont présentées dans la section Bibliographie de cette fiche. Les autres références apparaissent en note de bas de page.

soulignée, l'accent étant trop souvent mis, de façon exclusive, sur la manifestation la plus visible des pratiques populaires en matière de logement : la production illégale périphérique.

La production illégale de logements populaires demeure importante tout au long de la période de forte croissance de Bogota, variant entre 55% (1938-1951), 42% (1951-1964) et 49% (1964-1973) (Barco, 1996)⁵. A Bogota, contrairement à de nombreuses grandes villes d'Amérique latine, l'invasion (occupation de terrains non mis en valeur sans le consentement du propriétaire) demeure minoritaire dans le processus d'occupation illégale de terrains. C'est le lotissement clandestin, basé sur une vente de lots sous-équipés ne remplissant pas les règles d'urbanisme, qui constitue la forme la plus courante. Les "lotisseurs-pirates", propriétaires de terrains situés dans l'ouest et le sud de la Capitale, dont ils ne peuvent espérer une rente élevée, trouvent ainsi une façon de réaliser un profit moyennant un investissement minimum : ils deviennent des acteurs centraux de l'expansion de Bogota, "résolvant" la pénurie de logement pour les pauvres.

• *L'accès au logement par diverses formes d'occupation illégale de terres au-delà des limites du District*

La raréfaction des terrains urbanisables à moindre coût et une compétition accrue pour les terres avec les programmes de grands ensembles pour classes moyennes tendent à limiter la part de l'autoconstruction illégale dans la production de logement au sein du District de Bogota (34% entre 1973 et 1985) et à transférer maintenant l'urbanisation illégale sur les communes de la périphérie métropolitaine : c'est notamment le cas à Soacha, qui en 1993 concentre le quart de la population de Bogota et sa banlieue vivant dans des quartiers subnormaux. Dans cette commune où, aux dires même de l'administration municipale, le contrôle des terres était ces dernières années particulièrement déficient, l'auto-construction illégale est devenue le principal mode de production du logement. Le déplacement géographique, hors des limites du District de Bogota, des occupations illégales de terres s'accompagne d'un changement de nature : le lotissement clandestin cède plus souvent la place à l'invasion. Parmi les ménages vivant en 1992 dans des quartiers d'origine illégale de Soacha, les deux tiers résidaient dans des lotissements clandestins, et un tiers dans des quartiers d'invasion⁶. Les enquêtes menées dans la partie orientale de Soacha montrent clairement la dynamique de production de l'espace résidentiel et le système de peuplement de ces quartiers populaires jouxtant la limite du District. Elles révèlent aussi l'ampleur des différences entre les secteurs de León XIII et des Altos de Cazuca. Tandis que les lotissements clandestins de León XIII occupent des zones planes inondées à chaque saison des pluies (Photo 3), les quartiers d'invasion⁷ du secteur des Altos de Cazuca s'échelonnent eux le long de pentes abruptes, soumises à une érosion très active et à de grands risques d'éboulements (Photo 5).

Dans le secteur de León XIII comme dans les autres quartiers de lotissements clandestins de Bogota, l'habitat en matériaux précaires (toile bitumée, planches, ou tôles) cède rapidement la place à des constructions en briques. Avec le temps, les maisons acquièrent progressivement les attributs des logements formels (Photo 4). Et, une fois le rez-de-chaussée terminé, l'objectif est le plus souvent de construire un deuxième étage, qui permet de mettre en location le premier niveau. Le processus de consolidation des quartiers populaires se traduit de ce fait directement par une offre importante de logements en location, de nombreux habitants de ces secteurs adoptant cette solution pour compléter leurs revenus, même au prix d'une réduction de leur propre espace

5 BARCO C. (coord.), 1996. *Desarrollo socioespacial de Bogotá durante las dos últimas décadas. Una aproximación preliminar a sus principales rasgos*. Bogota, Universidad de los Andes, CEDE, 46 p.

6 Municipio de Soacha, 1992. *Plan de desarrollo municipal Soacha Siglo XXI. Vol. III : aspectos urbanísticos*. Bogota, 87 p.

7 L'ensemble des quartiers des Altos de Cazuca sont considérés comme des invasions par l'administration municipale de Soacha. En fait, deux des quartiers de ce secteur ont été créés avec l'intervention d'un lotisseur clandestin bien connu, qui a commencé par occuper les terres en organisant une invasion collective, avant de les diviser et vendre des lots de ces terrains acquis illégalement. La frontière entre invasion et lotissement clandestin n'est donc pas toujours si nette que le laisse entendre la littérature latino-américaine qui oppose systématiquement ces deux formes d'occupation illégale.

habitable. En 1993, à León XIII, plus du tiers des ménages (37%) sont locataires de leur logement.

Les caractéristiques physiques du secteur des Altos de Cazuca, la faiblesse des investissements de la part d'une population à très bas revenus et n'ayant que peu d'espoirs de légalisation rapide de son terrain, rendent la consolidation de ce secteur difficile, voir quasi impossible dans les parties les plus accidentées. De ce fait, la règle générale caractérisant les quartiers illégaux de Bogota dans les années 1980 qui voulait que l'habitat en matériaux précaires cède progressivement la place à des constructions en dur, toujours en vigueur dans les quartiers récents de León XIII, se trouve par contre largement remise en cause aux Altos de Cazuca : les Altos de Cazuca comptent une proportion de maisons en matériaux précaires encore élevée (60% en 1992), même plusieurs années après l'occupation du terrain (Photo 6). Les maisons sont de petite taille, la moitié d'entre elles n'étant composées que d'une pièce unique. La quasi-totalité des ménages du secteur sont propriétaires. La majorité des familles qui habitent des maisons construites sur des terrains envahis 5 ou 6 ans auparavant ont participé activement au processus d'invasion et ont payé de très faibles sommes, ou seulement l'inscription à la centrale *Provienda*⁸. D'autres terrains en sont maintenant à leur deuxième ou troisième propriétaire et les prix ont sensiblement augmenté au fil du temps. Le rythme de densification et de consolidation de l'habitat est particulièrement lent; le seul changement notable se résume à l'apparition depuis 1995 de quelques maisons en préfabriqué. Ce différentiel dans les rythmes de production et de transformation de l'espace bâti de ces quartiers a un impact direct sur leur système de peuplement et leur composition démographique.

• *Du nomadisme dans le secteur locatif à l'occupation illégale de terres : une trajectoire partagée par les natifs de Bogota et les migrants*

En dehors d'une composante, très minoritaire, de chefs de ménage nés à Bogota, la grande majorité des familles vivant dans ces quartiers populaires ont à leur tête des migrants nés en dehors de Bogota et de la périphérie métropolitaine. Ces migrants ne se sont pas installés directement dans ces quartiers : ils sont d'abord passés par une phase dans le secteur locatif au sein du District le plus souvent, parfois aussi dans d'autres secteurs de Soacha. Ainsi, alors que le quartier le plus ancien du secteur León XIII a été créé en 1979 et que la majorité des autres ont moins de 10 ans d'existence, la moitié des migrants sont arrivés dans l'aire métropolitaine de Bogota avant 1979 et avaient déjà une longue expérience de la capitale lorsqu'ils se sont installés à Soacha. En effet, les occupations illégales de terres ne sont généralement pas le fait de migrants récents. Les modalités de réalisation de ces occupations de terres supposent l'existence d'un réseau de relations permettant d'avoir accès à l'information, condition difficilement accessible au migrant récemment arrivé.

Dans la trajectoire résidentielle allant de la location à l'occupation illégale, le processus de consolidation des quartiers constitue la « clef » du système : il se traduit, nous l'avons vu, par une offre importante de logements en location. C'est pourquoi, suivant le processus d'expansion de la capitale, la proportion des migrants s'installant en premier lieu dans les quartiers centraux de la capitale devient minoritaire, au regard de ceux s'installant directement dans les arrondissements périphériques du District de Bogota, ou dans les communes de la périphérie. La moitié des migrants résidant à León XIII ou aux Altos de Cazuca en 1993, arrivés dans la capitale au cours des cinq années précédentes, se sont installés directement dans la commune de Soacha. La caractérisation géographique des trajectoires résidentielles des migrants au sein de Bogota et son aire métropolitaine montre que l'itinéraire du migrant locataire ne se limite pas aux pièces louées dans les grandes maisons du centre historique abandonnées par les classes aisées. A l'heure actuelle, le cas le plus fréquent est la location dans les quartiers populaires périphériques, et la mobilité est plus intense dans le secteur locatif de la périphérie que dans celui du centre de Bogota.

⁸ Organisation de sans-logis créée en 1959 à l'initiative du Parti communiste.

Dans le secteur León XIII, la population des locataires connaît une mobilité extrême : 12% des adultes ont occupé au moins 3 logements différents au cours de l'année précédent notre enquête.

Ainsi, après une phase initiale de peuplement par des familles de Bogota, nées dans la capitale ou migrantes de longue date, qui solutionnèrent leur besoin de logement par des occupations illégales à Soacha, ces quartiers se trouvent maintenant au début d'une phase de maturation démographique. Les quartiers les plus consolidés, tous situés dans le secteur de León XIII, commencent à accueillir dans les logements en location des migrants arrivant directement depuis l'extérieur de l'aire métropolitaine; de jeunes couples pauvres de Bogota peuvent aussi y satisfaire leur besoin de logement. L'épuisement des possibilités de logement en location au sein du District, conjuguée à l'apparition d'une offre dans les parties consolidées des municipalités périphériques, aboutit à des trajectoires résidentielles plus concentrées en termes spatial comme temporel : passage plus rapide de la location à l'auto-construction, au sein d'un même espace périphérique. La proximité des zones de location et d'invasion contribue à raccourcir l'itinéraire locatif, autrefois souvent articulé autour de deux moments : un moment dans le centre de Bogota, suivi d'un autre en périphérie, le temps de construire sa propre maison sur un terrain acquis dans une urbanisation clandestine voisine. Le processus de consolidation des quartiers illégaux constitue la donnée centrale de cette évolution, déjà mise en évidence à Mexico (Coulomb, 1988)⁹ : il aboutit à une concentration sensible des trajectoires résidentielles, la location et l'auto-construction se réalisant au sein d'un même espace périphérique.

• *Des trajectoires marquées par le manque de ressources financières, les tensions sociales liées à la promiscuité dans les locations et l'instabilité des unités familiales*

Le changement fréquent de pièce en location constitue une pratique très répandue chez les personnes ne pouvant faire face au paiement du loyer, qu'il s'agisse d'une solution de fuite adoptée volontairement pour échapper à l'échéance du loyer, ou de l'expulsion du logement par le propriétaire en cas de non paiement de celui-ci. Un second facteur de mobilité, réside dans les problèmes de relations entre voisins, que les habitants des Altos de Cazuca mentionnent fréquemment dans les entretiens approfondis. Dans les conditions de promiscuité des *inquilinos*, les problèmes de tensions entre voisins sont le lot quotidien : ils constituent une raison fréquente de déménagement pour une autre location, et fonde largement le désir d'accéder à son propre logement. Enfin, les changements dans la composition des unités familiales contribuent également fortement à la mobilité résidentielle. Parmi la population pauvre de Bogota, l'union libre s'est largement substituée au mariage; la vie conjugale de ces populations, dont l'entrée en union est très précoce, est marquée par une très forte instabilité familiale. En cas de séparation, phénomène plus fréquent dans ce segment pauvre de la population, c'est toujours l'homme qui quitte le domicile, la femme gardant les enfants à sa charge ; dans la mesure de ses possibilités, elle reste dans le logement alors occupé, sinon la séparation se traduit également par un déménagement, souvent pour un séjour temporaire dans la maison de ses parents. Outre les séparations fréquentes, la population la plus démunie de Bogota est soumise à une très forte surmortalité masculine aux âges adultes, liée aux homicides et aux morts accidentelles : là encore, ces événements sont souvent associés à des changements de domicile, d'autant plus fréquents si les personnes n'avaient pas encore accédé à la propriété. La grande instabilité des unités familiales des populations les plus pauvres de la capitale colombienne contribue très fortement à l'instabilité résidentielle de cette partie de la population, et à une différenciation assez nette de l'intensité de la mobilité intra-urbaine selon le sexe, variable selon l'âge : tandis qu'entre 30 et 39 ans les femmes sont légèrement plus mobiles que les hommes, à partir de 40 ans les hommes ont une mobilité résidentielle nettement plus forte que les femmes.

9 COULOMB R., 1988. Logement locatif et dynamique de l'habitat dans la ville de Mexico. *Revue de Géographie de Lyon*, 1988, n°1.

• *Les réseaux de relation, facteur déterminant des espaces de mobilité résidentielle*

La concentration des lieux de résidence antérieurs des habitants de León XIII dans la partie sud-ouest des quartiers de Bogota ayant une offre de locations bon marché met en évidence l'existence d'espaces de mobilité résidentielle. Pour les migrants (non natifs de Bogota et sa périphérie métropolitaine), le premier logement dans la capitale est fortement déterminé par la condition sociale et les réseaux d'entraide sur lequel s'appuie le migrant : il se révèle décisif pour la suite de sa trajectoire résidentielle. De façon quasi-systématique, les migrants reçoivent une aide importante de la part de parents ou amis lors de leur arrivée à la capitale : réseaux familiaux et d'amitié permettent au migrant d'être hébergé (le plus souvent à titre payant et non pas à titre gracieux, comme cela peut exister dans d'autres régions du monde) durant une période très variable, de quelques jours à quelques mois. Tout comme le lieu de domicile des parents pour les natifs de Bogota, c'est à partir de ce premier logement que se définit, dans une large mesure, un espace de mobilité résidentielle du migrant à Bogota, au sein de l'espace qui lui est accessible sur le plan économique dans une ville où la ségrégation sociale est particulièrement marquée.

C'est dans ce cadre spatial largement défini par les réseaux de relation que s'effectuent les multiples changements de logement en location. C'est aussi dans ce cadre que se réalise l'objectif vers lequel tendent ces trajectoires résidentielles : la propriété d'un logement, représentant la sécurité, la stabilité, et la fin de tous les problèmes responsables des perpétuels déplacements entre pièces louées.

Pour des populations aux ressources limitées dont l'espace relationnel est centré sur le sud-ouest de la capitale, le territoire de Soacha constitue une alternative de plus en plus souvent choisie pour la réalisation de ce rêve. Ce sont les opportunités de logement dans ce secteur de la capitale, et non l'offre d'emploi local ou la proximité du lieu de travail qui constitue le fondement de leur installation dans cette commune. La capacité de choix résidentiel est bien évidemment extrêmement réduite pour des ménages aux revenus modestes et précaires; et il leur est impossible de faire dépendre le lieu de résidence d'un emploi à la localisation très changeante. Pour eux, "la ville comme marché du travail est accessible, indépendamment du lieu de résidence" (Cuervo, 1992). Correspondant à des logiques et perceptions de la ville bien distinctes, le caractère très circonscrit de l'espace résidentiel et social s'oppose à la dispersion de l'espace de travail des habitants de ce secteur de Soacha.

B-1.2. Le choix de logement des classes moyennes : une diversité sous contraintes

Après une période de forte croissance au cours des dernières décennies, les classes moyennes, que l'on peut assimiler aux strates 3 et 4 de la stratification en vigueur pour la tarification des services publics¹⁰, représentent actuellement près de la moitié de la population bogotaine. Si l'on considère leur statut d'occupation, on trouve dans ces catégories sociales une situation similaire à la moyenne observée pour l'ensemble de la population du District : au moment du recensement de 1993 un peu plus de la moitié (52%) d'entre eux sont propriétaires, et 44% sont locataires. Présentes dans la couronne péricentrique avec une tendance à l'extension vers la périphérie occidentale (Carte B-3), les classes moyennes occupent des logements aux caractéristiques très diversifiées, que l'on considère le type même du bâti (maison individuelle, appartement dans un petit bâtiment, dans un grand bâtiment), la taille, l'âge, le type d'environnement immédiat (maison ou bâtiment dans une rue hétérogène, homogène mais non produit d'une même opération

10 Chacun des îlots de Bogota depuis 1985, et maintenant de toutes les villes colombiennes, est classé dans une « strate socio-économique », qui comporte six niveaux dans les plus grandes villes. La classification repose sur l'application de critères de qualité des matériaux de construction des logements et d'accès aux services publics. Les tarifs des services publics varient en fonction de cette stratification.

En définissant les classes sociales à partir de ce système de stratification socioéconomique (ce qui ne constitue qu'une possibilité parmi d'autres, avec ses avantages mais aussi ses limites), on peut considérer qu'aux strates 1 et 2 correspondent les classes populaires, aux 3 et 4 les classes moyennes et aux 5 et 6 les classes aisées.

immobilière, dans un ensemble résidentiel petit, moyen ou grand), ou le mode de production (privée, autoconstruction légale, publique, *caja de compensación*). En effet, longtemps produits sous forme individuelle (« *por encargo* », selon la terminologie employée par Jaramillo, cf. section A-5), les logements destinés aux classes moyennes changent sensiblement de formes à partir des années 1970, avec l'apparition des promoteurs-constructeurs qui contrôlent tout le processus de production du logement depuis le financement jusqu'à sa réalisation. La construction de maisons individuelles cède alors la place à la production d'ensembles résidentiels collectifs clos (les « *conjuntos cerrados* »). Les lotissements de maisons et les immeubles d'appartements (avec des ensembles pouvant atteindre plusieurs centaines d'appartements) se multiplient, tout particulièrement dans la partie occidentale et nord-occidentale de Bogota, puis dans l'extrême nord; dans le même temps, dans les zones déjà construites, des îlots sécuritaires voient le jour, les habitants s'appropriant l'espace public pour se protéger de la délinquance (Photo 7).

Après plusieurs décennies suivant ce modèle, le schéma de localisation des classes moyennes dans Bogota connaît depuis quelques années une inflexion sensible : une nouvelle option résidentielle leur est offerte dans la banlieue sud, sur le territoire de la commune de Soacha. Avant d'analyser précisément les comportements des populations ayant opté récemment pour les résidences de Soacha, nous nous arrêterons un moment sur la situation des familles de classes moyennes localisées dans des positions classiques, dans le centre et le péricentre.

• *Les familles de classes moyennes résidant dans le centre et le péricentre*

Certes, il existe une certaine relation entre le type de logement et le statut d'occupation de celui-ci : tandis que les occupants d'appartement dans un petit bâtiment indépendant sont plus souvent locataires, les propriétaires sont relativement plus nombreux dans les maisons. Mais, de manière générale, l'aspiration à devenir propriétaire est forte dans les familles de classes moyennes. Les rares personnes déclarant préférer la location investissent alors leurs ressources dans d'autres stratégies de mobilité sociale : l'éducation des enfants, ou l'activité professionnelle exercée à leur propre compte. Les autres statuts d'occupation du logement (usufruit, sous-location, logement de fonction) sont peu courants; seule la cohabitation apparaît comme une pratique répandue chez certains segments de population spécifiques tels que les étudiants, les personnes récemment séparées hébergées par des proches, des enfants logeant chez les parents ou l'inverse.

Même si une évaluation précise reste délicate à établir, on peut néanmoins considérer qu'environ le quart des revenus du ménage sont consacrés au logement. L'accès à la propriété est facilité par la multiplication et la diversification des activités au sein des ménages, avec éventuellement le cas où homme et femme ont chacun deux activités : emplois dans les secteurs public et privé, ou bien, la seconde activité étant la même, une activité commerciale commune. Les cas de rentabilisation du logement par la mise en location d'une partie de celui-ci sont plutôt rares, à l'inverse de la situation observée dans les quartiers populaires consolidés; et les exemples de familles développant une véritable stratégie immobilière demeurent peu fréquents.

Outre les ressources mêmes dont le niveau est bien évidemment directement déterminant, certaines caractéristiques socio-démographiques sont associées au statut d'occupation: la propriété est plus fréquente chez les adultes de plus de 40 ans, parmi les salariés du secteur public et les travailleurs indépendants, et chez les personnes dont les parents étaient eux-mêmes propriétaires. A l'inverse, le niveau d'éducation ne semble pas jouer directement un rôle déterminant sur le statut d'occupation. De fait, la trajectoire est le produit d'une interaction entre les domaines familial, professionnel, social, et résidentiel: les ménages stables et "stabilisés", c'est-à-dire ceux qui ont peu bougé ou bougent moins aussi bien professionnellement que géographiquement, sont le plus souvent propriétaires.

La reconstruction du processus d'arrivée dans le logement occupé au moment de l'enquête permet de mettre en évidence certaines pratiques et stratégies. La recherche du logement dans les classes

moyennes repose plus souvent sur des contacts personnels que dans les classes aisées. Quant au choix du logement, on observe que les familles ont tendance à acheter un logement dès que cette acquisition est possible. La situation la plus courante est en effet d'acheter une fois constitué le capital nécessaire, puis en parallèle ou en complément en recourant à un emprunt (plus fréquent chez les employés du secteur public). La famille apporte souvent un soutien financier direct ou indirect : le jeune ménage est hébergé chez les parents le temps de pouvoir obtenir un capital minimum pour l'achat de son propre logement. Le choix du quartier intervient avant la prise en considération des caractéristiques propres au logement (taille et distribution spatiale). Le choix du quartier peut signifier aussi bien la proximité des parents que du lieu de travail, que les caractéristiques proprement dites du quartier (environnement, services publics, sécurité, image).

• *L'installation de familles de classes moyennes dans la banlieue sud*

Tandis que la sortie sud de Bogota n'était bordée "traditionnellement" que d'industries et de quartiers populaires autoconstruits, un phénomène nouveau fait son apparition au cours des dernières années à proximité immédiate des quartiers populaires de Soacha décrits en B-1.1. Surgissent des ensembles d'immeubles ou de maisons, avec tous les attributs extérieurs des résidences pour classes moyennes : parkings, espaces verts et parcs de jeux privés, antennes paraboliques, clôtures métalliques et systèmes de surveillance (Photo 8). Dans le cadre du projet d'urbanisme *Ciudad de los Heroes*, différentes entreprises se sont partagé les terres d'une ancienne hacienda pour construire des programmes de logements. Même si les entrepreneurs ont bénéficié du système de soutien à la production de logements sociaux, ces quartiers sont classés dans la catégorie "moyenne" pour la tarification des services publics, et rassemblent la population la plus aisée de la commune de Soacha ; de plus, on observe au cours des deux dernières années une nette tendance à l'élévation du standing de ces résidences. Les caractéristiques de la population résidant dans ces logements montrent que les promoteurs ont atteint leur objectif : une occupation très rapide par une population d'environ 50.000 personnes, appartenant aux classes moyennes, avec une forte proportion d'employés, de techniciens et de cadres moyens.

Ces résidences sont peuplées quasi-exclusivement de ménages qui vivaient auparavant à Bogota, les deux tiers d'entre eux ayant un chef de ménage né hors de l'aire métropolitaine. Les immigrants vers Bogota et sa périphérie métropolitaine ne s'y installent pas directement : ces logements attirent surtout une population ayant déjà une durée de séjour importante dans la capitale, et des trajectoires résidentielles marquées par plusieurs déménagements entre logements en location. Immédiatement avant de déménager vers Soacha, les deux tiers d'entre eux vivaient dans le péricentre de Bogota, et le quart dans la périphérie occidentale : leur itinéraire intraurbain s'inscrit dans les arrondissements comptant une offre de location pour les classes moyennes, avec un abandon progressif du centre de Bogota vers les arrondissements plus périphériques (Carte B-3). La migration vers Soacha correspond clairement à un processus d'accession à la propriété : la grande majorité (83%) des logements sont occupés par des propriétaires, qui le plus souvent bénéficient d'un prêt pour l'acquisition du logement. Le caractère relativement économique de ces logements présentant les attributs tant valorisés du "*conjunto cerrado*" et bénéficiant d'une bonne desserte routière avec la proximité de l'autoroute rend ces résidences attractives, comme en témoigne la très rapide occupation des logements sitôt terminés. Ces résidences localisées sur le territoire communal de Soacha constituent indéniablement une des nouvelles options résidentielles des classes moyennes de la capitale, venant s'ajouter aux localisations situées à l'intérieur du District : celles, traditionnelles, du péricentre et de la périphérie occidentale, ou les plus récentes à l'extrême nord de la capitale.

• *Une forte dilatation de l'espace quotidien de ces ménages vivant dans une enclave*

Les classes moyennes qui transfèrent leur logement à Soacha continuent cependant à développer l'essentiel de leurs activités dans le District de Bogota. 93% des hommes et 100% des femmes travaillant hors du domicile exercent leur activité à Bogota. Plus de 90% des élèves du primaire et tous les élèves du secondaire étudient dans des écoles de Bogota, la moitié d'entre eux dans des

collèges du péricentre sud, et le reste dans des collèges du péricentre nord et de la périphérie occidentale. Du fait du décalage existant entre les attentes des parents en matière d'éducation et les caractéristiques de l'offre locale, à proximité de leur logement, les temps de transport des élèves des résidences de Soacha sont sensiblement supérieurs à ceux des élèves de même niveau social habitant au sein du District. Ils sont aussi nettement plus élevés que ceux de leurs voisins les plus défavorisés des Altos de Cazuca qui, eux, sont scolarisés à Soacha.

Pour les hommes, résider à Soacha ne se traduit pas par une détérioration sensible des conditions de transport jusqu'au lieu de travail, au contraire : une proportion importante exercent leur activité professionnelle dans le centre et le sud de la capitale et un quart d'entre eux utilisent leur propre véhicule pour rejoindre leur lieu de travail. Ce sont les femmes qui "payent" le fait de résider à Soacha : outre une faible insertion professionnelle, on observe que les femmes qui travaillent le font au prix d'un coût énorme en termes de temps de transport (49 minutes en moyenne), systématiquement effectué en transport en commun. Plus de la moitié d'entre elles perdent plus d'une heure pour se rendre sur leur lieu de travail, alors que seulement un quart des hommes actifs résidant dans les mêmes quartiers de Soacha sont dans cette situation.

La mobilité journalière globale des ménages de ces résidences se distingue sensiblement du schéma le plus courant à Bogota. Certes, l'on retrouve un trait classique, la plus grande durée de transport pour les femmes que pour les hommes, mais cette différence est nettement plus marquée chez les classes moyennes de Soacha. Et, contrairement au schéma le plus fréquent, les enfants de ces ménages ont des temps de transport peu inférieurs à ceux de leurs parents, avec un écart bien moindre à celui généralement observé dans les classes moyennes de Bogota. Si l'on considère le total des temps de transport au sein du ménage, les classes moyennes résidant à Soacha sont dans une situation comparable à celle des populations les plus pauvres des Altos de Cazuca. Le fait de résider dans une enclave au sein des quartiers populaires de Soacha se traduit par une forte dilatation des espaces quotidiens des ménages de classes moyennes.

B-1.3. Les choix d'habitat très contrastés des populations aisées : desserrement résidentiel et retour au centre

Si l'automobile joue un rôle déterminant dans la "périphérisation" des classes moyennes, c'est aussi l'automobile qui est à l'origine d'un changement notable dans les stratégies de localisation des certaines familles de Bogota ayant de très hauts revenus, provoquant leur retour vers des quartiers plus centraux, proches de leurs zones d'emploi. L'allongement des temps de transport durant les vingt dernières années touche particulièrement la partie nord de la capitale, où le parc automobile est le plus dense. La dégradation des conditions de transport, liée à une augmentation brutale du parc automobile, et l'augmentation de l'activité féminine entraînent une revalorisation sensible des localisations plus centrales pour des couples où les deux parents travaillent : l'attraction traditionnelle vers un Nord supposé plus agréable à vivre et plus sûr se trouve largement remise en question.

C'est pourquoi, depuis le milieu des années 1980, la dynamique résidentielle des familles aisées de Bogota, seulement caractérisée traditionnellement par un déplacement continu vers le nord, connaît une inflexion sensible. Alors que certaines familles aisées s'installent dans les communes périphériques du Nord telles que Chia, Cota ou Tabio, où elles vont chercher une certaine qualité de vie et d'environnement, un nombre croissant de familles aisées décident de retourner vivre dans le péricentre nord, où les parents peuvent diminuer sensiblement leurs temps de transport. Pour ces couches sociales bénéficiant de ressources stratégiques, le choix de localisation résidentielle traduit, de fait, un *choix d'habitat* : c'est bien en termes de "rapports des acteurs sociaux à leur espace de vie" et de "l'ensemble des éléments matériels et humains qui qualifient le mode de

résidence" (Segaud et al, 1998)¹¹ que l'arbitrage est opéré entre une banlieue verte et des localisations plus centrales.

• *La déconcentration de familles de classes aisées à Chia, commune verte au nord de Bogota*

Le cas de Chia, commune limitrophe avec l'arrondissement de Usaquen au nord de Bogota, est particulièrement illustratif des pratiques résidentielles des familles aisées de Bogota en quête d'une meilleure qualité de vie en banlieue, au prix d'une forte augmentation des distances quotidiennes. La croissance démographique de cette commune encore profondément rurale au début des années 1970 s'accélère alors brutalement et son taux de croissance annuel se maintient depuis à un rythme supérieur à 8%. Depuis deux décennies en effet, Chia voit affluer des populations abandonnant Bogota. Parmi les personnes habitant dans la commune en 1993, près du tiers y résidait depuis moins de cinq ans. Selon l'enquête réalisée en 1993 auprès de ménages de l'ensemble de la commune, le peuplement actuel de Chia s'explique pour moitié par l'arrivée d'habitants ayant quitté leur logement dans la capitale. Les quartiers de Bogota que ces familles abandonnent pour venir vivre à Chia font tous partie de la partie nord de la capitale : avant de résider dans leur logement actuel à Chia, 41% vivaient auparavant dans l'arrondissement d'Usaquen, la même proportion résidait dans le péricentre nord (Chapinero) et 13% dans l'arrondissement de Suba.

Une mention spéciale doit d'abord être faite à un premier groupe de population ayant abandonné Bogota pour venir vivre à Chia, les "écolos", selon la dénomination employée par Hoyos qui les décrit comme des personnes qui "*se caractérisent par un grand attachement à la nature, à la vie saine mais avec certaines commodités, un peu "d'art et de fête" combiné avec la vie de village sans toutefois s'éloigner de trop de la ville - lieu de loisir et de travail -, grâce à une localisation proche des centres culturels expérimentaux qui existent à Chia*" (1996 : 140). Leur installation se fait généralement dans une maison en location, qu'ils quittent ensuite, une fois construit leur propre maison. Leurs enfants fréquentent les collèges de la commune, et non pas les collèges secondaires prestigieux récemment installés à Chia. Tout à fait minoritaire en termes d'effectifs, son rôle est loin d'être négligeable : ce sont les pionniers du mouvement de desserrement résidentiel des habitants de Bogota. Pour eux, le "retour à la campagne" a démarré dans les années 1970, bien avant la vague de peuplement actuel des nouveaux habitants des résidences construites autour du noyau villageois. L'ancienneté de leur présence à Chia, leur mode de vie ont activement contribué à "emmêler les frontières entre villes et campagnes"¹² dans les faits comme dans l'imaginaire de la population de Bogota.

Un second segment de la population immigrée à Chia, et qui devient majoritaire au niveau de la commune, correspond à la population des *conjuntos cerrados* construits en série autour du centre urbain de Chia (Photo 9). Les entretiens approfondis réalisés auprès de cadres travaillant hors de la commune permettent d'approfondir la compréhension des comportements de ces ménages ayant adopté une stratégie résidentielle similaire à celle de certains de leurs "homologues" de métropoles des pays du Nord. Outre le fait qu'il s'agit le plus souvent de familles avec de jeunes enfants, une caractéristique commune parmi eux est qu'ils exercent des professions qui leur permettent de jouir d'une certaine souplesse au niveau des horaires, ou de travailler éventuellement chez eux. Motorisés et n'étant pas contraints de circuler aux heures de pointe, les conséquences de leur localisation en banlieue ne se traduit pas par des temps de transport démesurés : en moyenne, ils consacrent trois quarts d'heure pour se rendre à leur travail. Les temps de transport des habitants de Chia sont sensiblement équivalents à ceux des mêmes catégories sociales résidant dans la zone d'enquête San Cristobal Norte, dans l'arrondissement d'Usaquen (Carte B-1). La raison en est simple : d'une part, ces cadres exercent généralement leur activité dans le même secteur de Bogota, le péricentre nord et, d'autre part, effectuer ces navettes depuis Chia plutôt que depuis San

11 SEGAUD M., BONVALET C., BRUN J. (coord.), 1998. *Logement et habitat : l'état des savoirs*. Paris, ed. La Découverte, Coll. textes à l'appui, 411 p.

12 Le GLEAU J.P., PUMAIN D., SAINT-JULIEN T., 1996. Villes d'Europe : à chacun sa définition. *Economie et Statistique*, N°294-295, 1996 - 4/5, pp. 9-23.

Cristobal Norte n'implique pas un allongement considérable des temps de transport quotidiens, car les problèmes d'encombrement ont principalement lieu dans la partie nord de Bogota, sur les axes traversant l'arrondissement d'Usaquen (Ardila, 1995).

Au-delà des faits, la perception qu'ont les habitants des *conjuntos cerrados* de Chia des questions de temps de transport est très significative : même ceux dont les revenus leur permettraient de vivre dans les nouveaux appartements de standing du péricentre nord ne font jamais cette comparaison. Que cette comparaison ne soit jamais faite est justement le reflet d'un choix fondamental de ces familles, en faveur d'un certain mode d'habitat, la maison individuelle et son jardin : les seules zones de Bogota où existe une offre de ce type d'habitat pour classes aisées sont nécessairement dans des situations septentrionales qui impliquent déjà de longs temps de transport pour rejoindre les zones d'emploi. Pour des familles aisées avec de jeunes enfants ayant décidé de vivre dans une maison d'un *conjunto cerrado*, l'option résidentielle qu'offre Chia présente donc une bonne alternative. L'argument financier est parfois avancé pour expliquer le choix résidentiel de Chia, mais semble relativement secondaire par rapport aux considérations ayant trait à la qualité de vie. Les arguments énoncés par les personnes ayant quitté un logement dans Bogota pour venir vivre à Chia montrent clairement que c'est la qualité de l'environnement qui sans aucun doute motive le transfert résidentiel de ces populations pour qui la ville est affublée de tous les qualificatifs négatifs. Il est d'ailleurs intéressant de constater que le péage autoroutier représente pour ces rurbains la limite entre deux mondes : à défaut d'une franche rupture entre Bogota et la campagne, l'urbanisation étant justement très diffuse le long de l'autoroute du nord qu'ils empruntent quotidiennement, les habitants font du péage autoroutier la borne entre l'enfer urbain et la campagne idyllique.

• *Le retour de familles à hauts revenus vers des localisations plus centrales*¹³

Confrontées à des temps de transport devenus prohibitifs, nombre de familles à hauts revenus où généralement les deux conjoints travaillent font elles le choix de vivre dans une zone plus centrale, près du centre d'affaires de l'Avenida Chile, dans la partie nord de l'arrondissement de Chapinero (Photo 10). Les ménages qui s'installent maintenant à Chapinero, et plus particulièrement dans le quartier Rosales, sont des ménages qui d'une part ont un emploi et lieu de travail stables, et, d'autre part, ont les moyens financiers de choisir leur lieu de résidence. En 1993, plus de la moitié des actifs résidant à Rosales travaillent dans l'arrondissement de Chapinero et le tiers dans les arrondissements limitrophes. La proximité entre lieu de résidence et lieu de travail est encore plus marquée pour les chefs de ménage récemment installés dans le logement. A Rosales, 88% des chefs de ménage ayant emménagé en 1993 dans leur logement travaillent dans l'arrondissement de Chapinero, alors que cette proportion n'est que de 47% pour ceux ayant entre 1 an et 10 ans de résidence dans le logement, et de 24% pour ceux ayant plus de 10 ans dans le logement. Dans les familles résidant à Rosales, fin 1993, la durée moyenne de transport est de l'ordre de 25 minutes entre le logement et le lieu de travail, et d'une demi-heure entre le logement et le lieu d'étude. A la même date, les adultes vivant dans les résidences d'Usaquen aux alentours de la Calle 160 passent en moyenne entre 45 et 50 minutes pour se rendre de leur domicile au lieu de travail, et leurs enfants consacrent aussi une demi-heure en moyenne pour se rendre au collège. Il est clair que le rapprochement du lieu de travail devient un paramètre déterminant dans le processus de choix du lieu de résidence. Ce recentrage résidentiel s'effectue le plus souvent à travers l'acquisition du logement : en 1994, à Rosales, les trois quart des logements neufs, achevés au cours de l'année précédente, sont occupés par des propriétaires.

Certes, il y avait déjà eu un premier mouvement de retour au centre il y a une vingtaine d'années, de la part de certaines familles aisées qui se sont installées au début des années 1970 à la Macarena ou dans les Torres del Parque¹⁴, mais ce mouvement n'avait pas l'ampleur de celui qui se joue

13 Cette section correspond à une recherche menée par F. Dureau, T. Lulle et A. Parias. Celle-ci a donné lieu à une communication et deux articles (voir B-5. Bibliographie), qui ont servi à la rédaction de cette section.

14 Quartiers situés à l'extrémité Nord de l'arrondissement de Santa Fe (Carte B-1).

actuellement à Chapinero, et correspondait à des mécanismes bien distincts. Il s'agissait alors d'intellectuels et d'artistes qui désiraient rompre avec le mode de vie en vigueur dans la bourgeoisie traditionnelle de Bogota : ils trouvaient dans la Macarena et ses environs un lieu adéquat pour mettre en oeuvre cette rupture, en tirant parti de la proximité du centre historique, où se concentrent la plupart des lieux culturels de la capitale, et de la possibilité de vivre "autrement", à côté d'autres couches sociales (Ospina, 1981)¹⁵. Le retour à Chapinero de la fin des années 1980 est nettement moins idéologique : Rosales et les quartiers voisins sont devenus une nouvelle option résidentielle, parmi d'autres plus septentrionales, des classes aisées de Bogota, liée à une évaluation des temps de transport de familles où souvent les deux parents travaillent. Enfin, si le retour à Chapinero concerne un plus grand nombre de personnes que le cas de la Macarena, cette nouvelle logique de localisation de la population aisée ne peut pas pour autant être généralisée à l'ensemble de cette population : nous l'avons vu plus haut, d'autres familles aisées continuent de préférer des localisations plus lointaines, y compris dans d'autres communes (Chia, Cota), offrant des avantages en termes de qualité de vie et d'environnement par rapport à Bogota.

B-1.4. Les facteurs déterminants dans les choix résidentiels des différents groupes sociaux à Bogota

La dynamique de la capitale colombienne est marquée depuis une quinzaine d'années par de nouveaux mouvements, liés à des changements sensibles dans les logiques de localisation résidentielle des différentes couches de la population de Bogota. Les distances créées par l'expansion continue des décennies précédentes, et accentuées par les problèmes de mobilité, modèlent le développement actuel de la capitale. La compétition pour l'accès au sol, de plus en plus forte, joue également un rôle majeur dans les formes de la dynamique métropolitaine : l'expansion spatiale doit maintenant affronter les reliefs qui bordent la *Sabana*¹⁶ au sud et à l'est, mais aussi la valorisation des terres agricoles occidentales consacrées à la culture intensive de fleurs. Face aux contraintes imposées par l'offre de logement et les structures urbaines, ou plutôt à la perception qu'en ont les ménages, les différents groupes sociaux adoptent des stratégies résidentielles très diverses, traduisant de grandes inégalités des ménages en matière de maîtrise d'un espace métropolitain fortement ségrégué. La population la plus pauvre, vis à vis de qui l'action de l'Etat est toujours notoirement insuffisante, se trouve condamnée à s'entasser dans des logements en location ou à occuper des terres sur des reliefs accidentés du sud de la ville et dans les communes périphériques comme Soacha. Dans la même banlieue sud, les *conjuntos cerrados* de Soacha offrent aux classes moyennes l'opportunité de satisfaire dans des conditions relativement économiques leur idéal de logement. Au prix d'une forte dilatation de leur espace quotidien, ces ménages adoptent massivement cette nouvelle option résidentielle dans un territoire classiquement dédié aux occupations illégales des populations les plus pauvres. Et, tandis que certaines familles aisées s'installent dans les communes périphériques du Nord comme Chia et Cota, où elles recherchent une qualité de vie qu'elles ne peuvent plus trouver dans une capitale affectée par le manque d'espaces verts, les encombrements et la pollution, d'autres familles à hauts revenus aspirent à un rapprochement de leurs lieux de travail et de résidence trouvent satisfaction dans une offre importante de logements de haut standing localisés dans le péricentre nord, à proximité d'un des principaux centres d'affaires de la capitale.

Dans un cadre réglementaire très permissif, et avec une politique publique du logement favorisant les classes moyennes et aisées, les aspirations résidentielles des différents groupes sociaux et leurs inflexions récentes se combinent avec les stratégies des constructeurs pour produire de profonds changements dans les caractéristiques de l'espace résidentiel et la structure du peuplement métropolitain : ce sont ces changements que nous analyserons en détail dans les sections B-2 et

15 OSPINA, 1981. M., 1981. *El proceso de recuperación del centro de Bogotá. La Macarena y las residencias El Parque*. Bogotá, Universidad de los Andes, Facultad de Economía, Tesis de Grado, 126 p.+ ann.

16 La Sabana désigne la plaine de la Cordillère orientale, situé à environ 2600 m d'altitude sur laquelle s'est développé Bogota. Outre le District de Bogota, environ 25 communes du département de Cundinamarca sont situées sur cette plaine, bordée par des reliefs plus élevés.

B 3. Mais auparavant, arrêtons-nous un instant sur les différents facteurs apparaissant comme déterminant à Bogota dans les choix résidentiels et sur leur importance respective pour les différents groupes sociaux ; il s'agira donc d'une tentative de généralisation à partir d'une lecture transversale des exemples analysés dans cette première section.

• *Le rapprochement du lieu de travail*

La distribution spatiale de l'emploi à Bogota, marquée par une très forte concentration, implique de fait pour la majorité de la population une mobilité quotidienne importante. Traditionnellement, à Bogota comme dans d'autres métropoles latino-américaines, le lieu de travail ne jouait pas un rôle important dans les décisions résidentielles, pour aucune des classes sociales. Ce n'est que récemment que la réduction des temps de transport devient un facteur important pour le segment de population économiquement le plus favorisé. Il s'agit d'une véritable rupture avec la situation qui prévalait jusqu'au milieu des années 1980. Pour les secteurs populaires de la capitale, les contraintes pesant sur l'implantation des quartiers populaires, où ces derniers sont relégués dans les périphéries, impliquent toujours pour leurs habitants une forte mobilité quotidienne vers les lieux de travail qui doit se plier aux choix - ou plutôt au manque de choix - résidentiels.

• *L'accession à la propriété, moteur d'une mobilité résidentielle centrifuge*

Les quartiers périphériques illégaux apparaissent davantage comme des lieux de relocalisation au sein du territoire de la capitale, que comme des quartiers de réception pour les nouveaux migrants. Certes, la recherche de location à bon marché rend compte des choix de localisation résidentielle excentrée d'une certaine section des habitants des lotissements clandestins, en particulier les nouveaux migrants, dans un contexte de périphérisation de l'offre de logement en location, et cette tendance semble s'accroître, comme observé également dans d'autres métropoles latino-américaines¹⁷. Toutefois, ce que révèlent les trajectoires des habitants de ces quartiers, c'est en premier lieu le désir d'accéder à une propriété abordable comme moteur principal des mobilités intra-urbaines à destination des quartiers périphériques illégaux.

Le désir d'accession à la propriété n'est pas pour autant partagé par l'ensemble des familles pauvres de Bogota. Dans un contexte où la propriété du logement peut être considérée comme une norme sociale vers laquelle doit tendre la trajectoire sociale et résidentielle, certains font le choix de résider dans un logement en location dans le centre ville : la location n'est pas forcément subie, ni pathologique.

L'accession à la propriété se retrouve dans les motivations de déconcentration résidentielle des classes moyennes dans les arrondissements périphériques, ou au-delà même de la limite du District (à Soacha), ainsi que dans celle des classes aisées dans les communes du nord de la périphérie. Mais il s'agit cette fois d'une propriété dans un cadre de vie privilégié, où les considérations ayant trait à la qualité de l'environnement prennent une place importante, voire primordiale.

• *L'importance des réseaux, principalement familiaux, pour toutes les strates sociales*

Les logiques résidentielles des Bogotans sont généralement très marquées par les relations sociales et familiales, qui déterminent, au sein de l'espace bâti financièrement accessible à chaque groupe social, un espace de mobilité résidentielle relativement précis. Cette affirmation se vérifie pour toutes les catégories sociales. Dans le cadre de ces contraintes économiques qui limitent fortement pour les couches populaires les options envisageables en termes de type de quartier, et ne permettent pas en conséquence de tenir compte du lieu de travail - souvent très variable - dans les

17 COULOMB R., 1995. *Habitat locatif populaire et dynamiques urbaines dans la zone métropolitaine de Mexico*. Thèse de doctorat d'urbanisme, Université Paris XII, 630 p.

TOMAS F., 1994. L'habitat populaire irrégulier dans les périphéries urbaines. Paris, La Documentation Française, *Problèmes d'Amérique Latine N°14, La ville et l'Amérique Latine*, pp. 249-267.

choix de localisation résidentielle, les réseaux de relations et en particulier d'apparentés deviennent décisifs.

Dans les choix résidentiels, les *réseaux familiaux* sont déterminants. En fait, il n'y a pas de rupture des liens et de la solidarité intergénérationnelle, ou avec les collatéraux. Une analyse de la localisation des différents membres de la famille met clairement en évidence l'existence de *systèmes résidentiels familiaux* (au sens d'ensembles articulés des lieux de résidence d'une même famille), où la proximité des logements a remplacé la traditionnelle cohabitation de la famille élargie au sein d'un même logement. Dans un pays où la famille nucléaire est érigée en modèle (même si elle n'est pas forcément généralisée, comme le discours dominant et les statistiques par ménage le laissent penser), la référence est toujours la famille étendue pour certaines familles de Bogota, comme nos observations l'ont mis en évidence dans des couches sociales très diverses. Cette référence peut se traduire par la coresidence au sein d'un même logement ou d'une même parcelle (le quartier populaire de Santa Cecilia au nord-est de Bogota est typique de cette pratique) comme par un système résidentiel articulant plusieurs logements géographiquement proches.

Il faut aussi souligner l'importance du logement des parents comme *ressource* mobilisée en cas de rupture d'union, et ce quelque soit la classe sociale, même si cette utilisation est encore plus fréquente dans les classes populaires où l'instabilité conjugale est plus forte. Cette pratique conduit dans certains quartiers à la combinaison de très fortes mobilités individuelles et d'une très faible mobilité des familles et des logements, ceux-ci restant occupés par leur propriétaires âgés et un nombre variable de descendants.

• *La mobilité résidentielle, composante des stratégies familiales*

Les changements de résidence au sein de l'espace métropolitain des différents groupes sociaux soulignent la nécessité d'appréhender la mobilité résidentielle intra-urbaine et les formes d'arrangements résidentiels comme une composante des stratégies familiales. La pratique généralisée à Bogota de décohabitation des couples qui, dès leur formation, quittent le domicile parental, entraîne une mobilité résidentielle. Parmi la population pauvre de Bogota, l'union libre s'est largement substituée au mariage et la vie conjugale de ces populations, dont l'entrée en union est très précoce, est marquée par une très forte instabilité familiale, facteur important de l'instabilité résidentielle de ces populations. En matière de fécondité et de mortalité, les écarts entre les différents segments de la population de Bogota sont aussi considérables : alors que Bogota présente globalement les plus faibles niveaux de fécondité et de mortalité du pays, la fécondité des femmes pauvres de Bogota est toujours en 1990 presque aussi élevée que celle des femmes rurales, et les plus démunies d'entre elles, en situation de misère, ont même plus d'enfants que dans les campagnes. Les grandes inégalités économiques qui traversent la population de Bogota se traduisent par des comportements démographiques très différenciés, générant une grande diversité des comportements résidentiels selon les classes sociales.

A travers le logement et un mode d'habiter, c'est en fait un modèle de famille qui s'exprime. Pour avancer sur cette question, peu travaillée à Bogota des *relations entre modèles familiaux et arrangements résidentiels*, la recherche devrait chercher à répondre à quelques questions centrales : Quelles sont les stratégies de reproduction familiale ? Quels rapports à l'espace et au logement impliquent-elles ? Il est probable qu'une relecture de l'histoire de Bogota dans un cadre conceptuel basé sur la famille et non pas seulement sur le ménage mettrait au jour des processus que les analyses menées jusqu'ici n'ont pas permis de mettre pleinement en évidence.

B-2 : Expansion spatiale et redistribution des densités

La dynamique de la capitale colombienne est marquée depuis une quinzaine d'années par de nouveaux mouvements, liés aux changements dans les logiques de localisation résidentielle des différentes couches de la population de Bogota analysés dans la section B-1. Sans que cela soit le

résultat d'une action de planification au sens propre du terme (mais plutôt l'obtention d'un résultat espéré de la politique de dérégulation), s'opèrent une densification démographique intense de certains quartiers déjà construits. En fait, l'étalement des banlieues populaires et la déconcentration urbaine de populations plus favorisées sur les communes de la périphérie métropolitaine s'exercent simultanément avec de profondes recompositions internes au District. Dans une capitale neuve, en croissance et accédant au statut de métropole, avec un cadre réglementaire très permissif et une politique publique du logement favorisant les classes moyennes et aisées, la flexibilité des comportements résidentiels de la population, mais aussi celle des constructeurs, se conjuguent et font que toutes ces transformations se réalisent dans le même temps, avec une ampleur et une rapidité particulières. Les exemples choisis pour cette section illustreront cette double dynamique, d'expansion spatiale et de transformations internes. Trois témoignages des transformations qui se jouent dans les espaces périphériques illustreront la diversité des formes de développement métropolitain. Un quatrième exemple traitera de la densification, lié au processus de *gentrification*, du péricentre nord.

B-2.1. L'étalement de Bogota au-delà des limites du District : Soacha, un quartier de Bogota

• L'étalement des quartiers périphériques populaires

Sur le plan démographique, les quartiers de lotissements clandestins localisés sur le territoire de Soacha se comportent exactement comme les quartiers de même type situés dans l'arrondissement limitrophe, Bosa, au sein du territoire du District de Bogota. Leurs seules spécificités sont celles liées à leur localisation au sud de la capitale : Soacha est une composante de l'espace de mobilité résidentielle de la population pauvre de Bogota. Les quartiers consolidés de León XIII reçoivent directement une part de la migration vers la capitale et font partie des solutions résidentielles des groupes défavorisés de la population résidant déjà à Bogota. La croissance accélérée de cette commune n'est que la manifestation de l'étalement des banlieues pauvres d'une capitale recevant encore un flux important de migrants.

• L'invasion de zones insalubres et/ou à fort risque naturel, difficilement urbanisables

L'urbanisation illégale se développe, tout à fait logiquement, de façon préférentielle sur des zones aux conditions physiques difficiles rendant leur urbanisation problématique, ou moins rentable. C'est ainsi que le terrain de prédilection des lotissements clandestins à Bogota a été pendant longtemps l'Ouest et le Sud-ouest du District : formés de zones planes, donc lotissables à faible coût, ces terrains situés au dessous du niveau du Rio Bogota sont inondés à chaque saison des pluies. Cette logique d'implantation se prolonge maintenant au-delà des limites du District, sur le territoire de la commune de Soacha. Localisés sur des terrains mal drainés, les quartiers de León XIII connaissent un risque permanent d'inondation et subissent une forte pollution organique liée au débordement des égouts. Face au tarissement de cette ressource, l'urbanisation illégale s'est portée sur les reliefs du sud de la capitale, dont ceux situés sur le territoire municipal de Soacha. C'est dans cette zone de versants abrupts, soumis à une érosion très active et à de forts risques d'éboulements, tout particulièrement dans les parties proches des carrières en activité, que se sont développés les quartiers illégaux des Altos de Cazuca. De plus, dans les quartiers situés au pied des versants, recevant des torrents de terre et d'ordures lors de chaque pluie importante, le risque d'inondation est permanent.

Les quartiers du secteur León XIII se consolident et se densifient très rapidement. La densité nette des quartiers en cours d'urbanisation au début des années 1980 est passée de 200 hab/Ha à 485 en seulement trois années¹⁸; et, en une seule année, le nombre de logements a augmenté de 21% dans les îlots de León XIII recensés en Octobre 1993 et 1994. Aux Altos de Cazuca, le rythme de densification et de consolidation de l'habitat dans ces quartiers est bien plus lent : en une année, le

¹⁸ Municipio de Soacha, 1992. *Plan de desarrollo municipal Soacha Siglo XXI. Vol III : aspectos urbanísticos*. Bogota, 87 p.

nombre de logements n'a augmenté que de 2% dans les flots recensés en 1993 et 1994, soit dix fois moins que dans le secteur León XIII. La différence de rythme de transformation de l'habitat se retrouve au niveau de l'équipement des quartiers : le coût de viabilisation et d'équipement de ces terrains accidentés, situés au dessus de la cote d'altitude maximum des services, est bien supérieur à celui de n'importe quelle autre partie du territoire municipal. Si l'autoconstruction associée aux occupations illégales de terres constitue une solution de logement à "moindre coût" pour les familles les plus pauvres, c'est bien au prix d'un coût social considérable, la logique du système voulant que cet habitat se développe dans les zones les plus coûteuses à équiper, et présentant un risque majeur permanent pour les populations résidentes.

B-2.2. La rurbanisation à l'oeuvre au nord de Bogota : Chia, commune dortoir

Dans les franges rurales du nord de Bogota, le processus d'expansion urbaine éloignée et discontinue, liée à la diffusion de l'usage de l'automobile et au développement de l'habitat individuel, pose des problèmes importants aux communes où se multiplient les quartiers résidentiels de moyen et haut standing.

L'ensemble du territoire de Chia est marqué par l'imbrication des usages des différents espaces, symptôme par excellence du processus de rurbanisation. Mosaïque de la rurbanisation, Chia héberge une population profondément duale : l'une vivant dans la commune, l'autre ne faisant qu'y dormir. D'un côté, les habitants "traditionnels" de la commune, natifs ou anciennement installés, qui vivent dans la commune et travaillent le plus souvent sur place : certains poursuivent leurs activités agricoles traditionnelles, tournées vers l'horticulture et la production laitière, tandis que d'autres, de plus en plus nombreux, s'emploient dans les exploitations de floriculture. De l'autre, le segment de population de Chia (évoqué dans la section B-1.3), qui devient majoritaire : les navetteurs, résidant le plus souvent dans les *conjuntos cerrados*. Le décalage entre l'effectif de population résidente et l'offre d'emploi dans la commune a pour corollaire une pratique intense des navettes. En 1993, 52% de la population résidant dans la commune de Chia et exerçant une activité hors de son domicile travaille en dehors de la commune de Chia : la moitié des navetteurs exerce leur activité à Bogota, l'autre moitié dans le reste de l'aire métropolitaine.

Décidée parfois brutalement, l'installation à Chia est souvent envisagée comme non définitive : certaines familles pourtant fraîchement installées à Chia envisagent déjà un retour sur Bogota quand leurs enfants seront adolescents, et que sera achevé le remboursement des prêts généralement contractés pour acheter leur maison. En "transit résidentiel" dans cette commune et continuant à exercer toutes leurs activités (professionnelles, sociales, commerciales, éducatives, etc.) à Bogota, pour de nombreux habitants, l'usage de Chia se résume sans conteste à celui d'une ville dortoir : *"Nous n'avons pas de relation très directe avec la commune, rien, zéro. (...) Nous allons à Chia pour dormir et pour rien d'autre, nous vivons à Bogota et nous dormons à Chia. Pour nous, Chia est vraiment une ville dortoir, le marché nous le faisons à Carulla à Bogota, sur l'autoroute, pour le médecin, on va aussi à Bogota"*.

Espaces mélangés, partagés entre des populations aux modes de vie contrastés, les espaces périurbains sont aussi des espaces sévèrement disputés. La construction non contrôlée de lotissements détruit rapidement la "ceinture verte" complètement indispensable à la population de Bogota. Cette situation renvoie au problème de la maîtrise des espaces fonctionnellement intégrés au sein du système métropolitain : en l'absence de reconnaissance de l'aire métropolitaine, la fonction de loisirs assurée jusqu'ici par la commune de Chia est mise en péril sans qu'aucun contrôle ne puisse être exercé par l'administration du District. Et, si le District de Bogota voit un intérêt majeur à annexer dans un futur proche la commune de Chia, la population de la commune comme les autorités municipales s'opposent farouchement à ce projet.

B-2.3. Madrid : une dynamique démographique directement liée à l'offre d'emplois dans la floriculture

La concentration des fonctions métropolitaines dans la capitale imprime à certaines communes plus éloignées de Bogota que celles considérées dans les deux exemples précédents une dynamique bien distincte. C'est notamment le cas de communes situées à l'ouest de Bogota, où des conditions naturelles favorables conjuguées à la proximité de services financiers et de communications internationales ont favorisé le développement de la culture intensive de fleurs (la Colombie en est le deuxième producteur mondial). La floriculture débute avec la culture des oeillets au milieu des années 1960, mais c'est pendant les deux décennies suivantes qu'elle prend réellement son essor. Au début des années 1980, la floriculture devient le premier secteur d'emploi dans la partie occidentale de la Sabana, suivi par l'industrie.

Sur le territoire municipal de Madrid, commune située à 29 kilomètres à l'ouest de Bogota, les pâturages ont progressivement cédé la place aux cultures de fleurs sous serre. Madrid est à l'heure actuelle la commune de Colombie qui compte la plus grande superficie cultivée en fleurs. Le nombre d'emplois généré par les entreprises de floriculture sur le territoire municipal de Madrid est particulièrement important : environ 12.000 personnes, soit le quart des travailleurs de ce secteur pour l'ensemble de la Sabana. La dynamique d'origine industrielle déclenchée à Madrid dans les années 1950, a ainsi été relayée, en s'accroissant sensiblement au cours des décennies suivantes, par la floriculture : "*la industria de las flores*", selon le terme sous lequel cette activité est désignée en Colombie, emploie à l'heure actuelle sept fois plus de travailleurs que le secteur industriel proprement dit de Madrid, orienté vers la production de verre, de céramique et la transformation alimentaire.

Tandis que les exploitations de floriculture limitent l'expansion du chef-lieu, cette activité attire d'importants flux migratoires de paysans, générant une croissance particulièrement rapide de la population : 6% entre 1985 et 1993. Madrid est à l'évidence une ville de la migration : plus du quart de la population résidant dans la commune en 1993 n'y résidait pas cinq années auparavant. Selon notre enquête de 1993, parmi les chefs de ménage, 21% sont nés dans la commune, 29% dans le reste de l'aire métropolitaine, et 50% en dehors de celle-ci. L'analyse des trajectoires migratoires des migrants de Madrid, comparées à celles des migrants - de même rang social - s'installant à Soacha met bien en évidence la spécificité des rôles joués par ces deux communes dans le système métropolitain. Première caractéristique importante de la migration vers Madrid : le caractère direct des trajectoires migratoires précédant l'arrivée dans l'aire métropolitaine. Les trois quarts des personnes résidant à Madrid en 1993 et nées hors de l'aire métropolitaine de Bogota n'ont connu aucune étape migratoire intermédiaire entre leur lieu de naissance et leur arrivée dans l'aire métropolitaine; et pour les migrants arrivés après 1989, tous sans exception sont arrivés directement depuis leur lieu de naissance. Soacha compte seulement la moitié de migrants directs vers l'aire métropolitaine. Le nombre moyen d'étapes migratoires avant l'arrivée dans l'aire métropolitaine n'est que de 1,1 à Madrid, pour 1,8 étapes à Soacha. De plus, quelque soit le lieu de naissance, la migration directe vers l'aire métropolitaine est toujours plus fréquente à Madrid qu'à Soacha. Enfin, les deux tiers des adultes nés hors de l'aire métropolitaine se sont installés directement à Madrid, sans étape intermédiaire dans un autre lieu de l'aire métropolitaine. L'ensemble de ces observations souligne clairement la spécificité de la dynamique démographique de Madrid : la migration vers Madrid est le produit d'une attraction propre de la commune, et non pas le résultat d'une migration vers Bogota et son aire métropolitaine qui ferait s'établir les migrants vers une commune périphérique quelconque.

Alors que la population augmentait à un rythme soutenu sous l'arrivée de migrants généralement accompagnés de leur famille, l'administration municipale n'a pas agrandi le périmètre urbain pendant de longues années. Dans ce périmètre urbain conservé à l'identique jusqu'en 1995, la population s'est entassée dans un cadre bâti souvent ancien, les seules extensions récentes de la ville correspondant à quelques rares quartiers illégaux tels que le Sosiego. Créé il y a une quinzaine

d'années sur les terres d'une ancienne hacienda, ce quartier rassemble actuellement environ le quart de la population de la ville sur un espace très réduit. Les parcelles y sont de très petite taille; et les habitants, dont la majorité travaillent dans la culture des fleurs, y occupent des logements exigus, qu'ils partagent avec des locataires. La location est en effet la solution adoptée par la moitié de la population de Madrid pour se loger (47% des ménages en 1993); cette pratique est donc encore plus fréquente que dans le centre historique Bogota. Le plus souvent, il ne s'agit que d'une pièce, louée dans une maison ancienne du centre-ville, ou dans les lotissements plus récents comme le Sosiego où les propriétaires peu fortunés améliorent ainsi leurs revenus. On retrouve ici la pratique décrite plus haut, à propos du secteur León XIII, dans la section B-1.1. Pour se loger, les migrants louent des pièces qu'ils partagent avec d'autres ouvriers avant de louer leur propre pièce pour s'établir avec leur famille qu'ils font venir après un ou deux mois, après avoir trouvé un travail. Diminution de la taille des parcelles dans les rares nouveaux lotissements, subdivision des logements existants, sont les réponses adoptées pour héberger une population toujours plus nombreuse dans un espace urbain encerclé dans des terres agricoles dont l'usage intensif limite leur urbanisation. Les conditions d'habitat, mauvaises, sont aggravées par de sérieux problèmes dans la distribution de l'eau potable et dans la distribution des autres services publics.

Sans que cela soit le résultat d'une volonté planificatrice sinon plutôt le résultat d'une politique gouvernementale favorisant par des avantages fiscaux le développement de la floriculture dans la *Sabana* occidentale, Madrid est encerclé par les exploitations agricoles qui génèrent une croissance démographique accélérée de la ville. Madrid et les autres communes voisines de la périphérie métropolitaine (Funza, Mosquera entre autres) doivent affronter simultanément des taux de croissance très élevés, des limites spatiales figées par la présence des serres, et des moyens insuffisants : la floriculture n'est pas imposée et l'absence de reconnaissance formelle de l'aire métropolitaine empêche une redistribution des ressources entre les communes, dont la dynamique particulière est directement liée à la proximité de Bogota et de ses fonctions métropolitaines.

B-2.4. La densification accélérée du péricentre nord

Si, comme on l'a vu dans la section B-1.3, des familles aisées de Bogota sont attirées par la banlieue nord, d'autres au contraire cherchent actuellement à résider dans des zones plus centrales. L'allongement des temps de transport et l'augmentation sensible de l'activité féminine expliquent ce retour, qui se concrétise notamment dans le péricentre nord, à proximité de la plus importante zone d'emploi tertiaire de la capitale. En un temps record, s'y développe un nouveau quartier résidentiel de familles aisées. En effet, cette nouvelle demande de logements de la part de strates à hauts revenus trouve un écho immédiat auprès des promoteurs immobiliers et des entrepreneurs du bâtiment. Ces derniers réorientent rapidement leurs investissements sur la construction de logements de luxe dans la partie nord de Chapinero. La politique de financement du logement et les normes urbanistiques très permissives font que cette réorientation s'exprime avec une intensité particulière. A partir de 1986, dans cette zone de Bogota, le volume de la construction, resté stable au début de la décennie, augmente sensiblement, et se concentre sur les bâtiments à usage résidentiel. Entre 1987 et 1990, la densification physique connaît un rythme exceptionnel : la production annuelle d'appartements dans des immeubles de 5 étages ou plus (dont un quart dans des immeubles de plus de 9 étages) est alors 2 à 3 fois plus importante qu'au début de la décennie.

L'importance des transformations qui affectent l'espace bâti au cours des années 1980 entraîne bien sûr dans des changements radicaux dans l'*effectif*, mais aussi dans la *composition* de la population qui réside dans le secteur. Pendant les années 1970, le mouvement d'expansion vers le nord se traduisait par une stagnation de la population de Chapinero, liée au déclin de la fonction résidentielle dans ces quartiers au profit des activités tertiaires. Au milieu des années 1980, s'opère un changement sensible de la dynamique démographique du nord de Bogota. Un flux de population en provenance du nord de la capitale se substitue au peuplement centrifuge traditionnel du nord de Chapinero, en provenance de quartiers plus centraux.

Environ 90% de l'accroissement démographique de Chapinero entre 1985 et 1991 peut être attribué à la *densification physique* de la zone, et à l'extension de l'urbanisation sur les flancs des *cerros orientales*. La destruction des maisons, patrimoine architectural de ces anciens quartiers bourgeois, et leur remplacement par des immeubles d'appartements explique l'intensité du processus de densification. Mais une autre composante ne saurait être négligée : l'augmentation de la taille moyenne des ménages. A une vague de peuplement du quartier par des ménages unipersonnels, succède une vague plus familiale se traduisant par un net changement dans la composition démographique de la population du nord de Chapinero. La proportion d'enfants augmente sensiblement et, malgré le départ de nombreuses familles étendues habitant les anciennes maisons de Chapinero, la taille moyenne des ménages passe de 3,3 à 3,5 personnes. La baisse de la proportion de ménages unipersonnels est particulièrement spectaculaire : à Rosales, elle passe de 17% en 1985, à 7% en 1991 et 5% en 1993.

Dans un contexte de dysfonctionnement des transports, une "anti-planification", tendant à la dérégulation, a engendré brutalement une densification d'un secteur de la ville, dans la mesure où elle s'est associée conjoncturellement à de nouvelles aspirations et possibilités des habitants de classes aisées comme des constructeurs. Ce processus de densification s'est aussi accompagné d'un changement notable de la composition démographique de ces quartiers et une évolution fonctionnelle liée à la satisfaction de cette nouvelle demande locale en équipements, commerces et services personnels de proximité. Sans entrer dans un débat sur les avantages et désavantages de certains niveaux de densité résidentielle, certains coûts d'une densification non planifiée se manifestent déjà : outre la perte culturelle liée à la destruction du patrimoine architectural et l'irrationalité économique que représente la destruction de bâtiments encore en bon état, la saturation du réseau de voirie et des services publics en général sont le prix d'une planification « par le marché ».

B-2.5. Quelques réflexions générales

• La désarticulation d'un système urbain ?

Pendant plusieurs décennies, l'adéquation entre les formes de production du logement populaire et les caractéristiques du système de transport avait abouti à un système urbain qui trouvait les terres nécessaires à sa reproduction dans une expansion sans frein sur les terres de la *Sabana*. Le système traditionnel de production du logement populaire, principal responsable de l'expansion spatiale de Bogota, semble rencontrer des limites et un certain blocage, comme l'ont montré les exemples de Soacha : le lotissement clandestin tend à céder la place à l'invasion et on observe un net ralentissement du processus de transformation des quartiers illégaux périphériques. Ce blocage mérite d'être mis en parallèle avec les graves dysfonctionnements que connaît actuellement le système de transport.

N'est-on pas face à une situation de rupture d'un système urbain, qui serait justement à mettre au compte d'une non-transformation des formes d'organisation du transport alors que les formes de production et les modes de transformation de l'espace urbain se sont, elles, largement modifiées ces dernières années ? Ne se transformant pas en profondeur, le système de transport n'a-t-il pas tout simplement perdu progressivement sa cohérence par rapport aux formes d'urbanisation ?

N'est-ce pas à la désarticulation d'un système urbain à laquelle on assiste ? à l'éclatement d'une ville ?

• A propos de densités : que mesure-t-on ?

La littérature sur la ville fourmille de jugements de valeur (la densité de Bogota serait « trop faible » du fait de son expansion "excessive" durant des décennies), ou de comparaisons de densités entre villes : or, la comparaison entre des mesures de densités brutes globales peut masquer des réalités distinctes à bien des égards, qu'un calcul au niveau des secteurs de recensement, de tailles très variables selon les villes et entre les différents quartiers d'une ville, n'arrive pas à traduire non plus de manière entièrement satisfaisante.

Les conclusions sur le niveau et la distribution des densités au sein d'un espace métropolitain imposent une analyse à différentes échelles. Et la compréhension des relations entre densités et mobilité résidentielle nécessite de considérer le vécu et la perception des densités urbaines.

L'échelle de mesure des densités résidentielles

L'échelle de mesure des densités intervient directement sur l'appréciation et l'interprétation qui peuvent être faites de la distribution ou de l'évolution des densités.

Prenons l'exemple de la situation de Bogota au début des années 1970, qui correspond à la densité minimum de l'histoire de Bogota. Considérée au niveau de l'ensemble de la partie urbaine du District de Bogota, la densité de population passe en dessous du seuil des 100 hab/Ha au début des années 1970. Mais cette situation globale occulte complètement une dimension importante de la dynamique de Bogota : l'hétérogénéité des densités démographiques au sein de l'agglomération, très fortement liée aux caractéristiques de la production du logement en vigueur à l'époque. Forte consommatrice d'espace, la production illégale de logements, toujours localisée en périphérie, y génère de faibles densités : en 1973, les secteurs de la périphérie populaire de Bogota ont des densités inférieures à 50 hab/Ha. Mais l'entassement dans les logements en location, partagés entre plusieurs ménages est aussi une réponse fréquemment adoptée par les classes pauvres de Bogota pour résoudre leur problème d'accès au logement. Cette pratique de partage des logements dans les secteurs d'*inquilinos* aboutit à de très fortes densités : en 1973, plusieurs secteurs du centre historique comptent plus de 500 hab/Ha. Comme le montre cet exemple, l'amplitude des contrastes de densité démographique ne se révèlent vraiment qu'en analysant le phénomène à une échelle très fine.

Changer d'échelle de mesure de la densité revient, de fait, à déduire progressivement les usages non résidentiels de l'espace urbain : la voirie, puis les îlots consacrés à un usage non résidentiel, puis les portions d'îlots occupés par des activités non résidentielles, pour ne retenir enfin que les logements occupés et mesurer une "densité domiciliaire" à travers un indicateur du type "nombre de personnes par pièce".

La proportion de l'espace métropolitain consacrée à la voirie et la distribution de cet espace diffèrent sensiblement selon les villes. Alors que la voirie de longue distance, "d'interconnexion" entre les quartiers occupe un espace important dans les villes faisant l'objet d'une forte planification, les grandes artères sont peu nombreuses à Bogota. A l'opposé, la proportion d'espace consacré à la voirie "locale" au sein de chaque quartier paraît proportionnellement plus importante à Bogota que dans de nombreux quartiers populaires des villes asiatiques où, comme à Delhi, ne subsistent que d'étroites ruelles labyrinthiques. La proportion d'espace consacrée aux usages non résidentiels et non viaires ainsi que la distribution de cet espace varie aussi largement selon les villes : spécialisation fonctionnelle et mixité des usages peuvent s'exercer à des échelles très diverses.

La Carte B-2, combinant densité domiciliaire et densité brute montre bien la diversité des situations des quartiers de Bogota en 1985. Le démarrage de la construction en hauteur, liée au développement de la production capitaliste du logement, se traduit par l'apparition de secteurs ayant des densités très élevées : c'est le cas notamment au nord-ouest, dans l'arrondissement d'Engativa, où se multiplient dans les années 1970 les immeubles d'appartements pour classes moyennes. Quant au centre historique, même s'il connaît une perte de population par rapport au recensement précédent, il conserve néanmoins une caractéristique unique : une forte densité démographique s'y conjugue avec un très fort entassement dans les logements. Ce faisant, le centre se singularise complètement par rapport aux quartiers de l'extrême sud de la capitale plus récemment densifiés, où la promiscuité dans les logements est moins accusée. Travailler à la fois en *densité brute* et en *densité domiciliaire* permet de mieux appréhender les dynamiques.

Densités vécues, densités perçues

Ne considérer les densités qu'à travers les lieux de résidence, revient à nier l'espace parcouru quotidiennement par les citoyens hors des murs de leur logement. Les citoyens développent pourtant au long de la journée, au fil des jours de la semaine, des activités qui les conduisent dans différents lieux de la ville. L'image de la « charge de population » basée sur le seul logement des individus est très réductrice et interdit la compréhension de tous les phénomènes reposant sur une donnée pourtant évidente : la ville n'est pas qu'un ensemble de lieux, elle est aussi un ensemble de flux. Lorsqu'elles s'accompagnent d'une mobilité quotidienne très réduite des habitants, de fortes densités domiciliaires tendent à générer localement des situations de densité démographique encore plus aiguës. L'insertion professionnelle des femmes, la proportion d'activités exercées à domicile et, de manière générale, l'ensemble des facteurs déterminant l'accès à la mobilité quotidienne pour certaines catégories de population, influent ainsi directement sur l'intensité de l'occupation des lieux de la ville et sa temporalité : de ce fait, ils déterminent largement la *densité vécue* par les habitants, bien distincte de la simple mesure de densité calculée sur la base des lieux où dorment les citoyens.

La notion d'*espace résidentiel* ouvre de nouveaux champs d'exploration des densités urbaines. Cette notion, qui se fait de plus en plus présente dans la recherche française sur les villes françaises (bien après celle sur les villes africaines) revient à considérer l'espace accessible (déterminé par le système de transport) à partir d'une localisation résidentielle, et l'espace mobilisé, pratiqué à un moment donné, par les individus et les ménages dans leurs différentes activités. Cette notion revient à reconnaître le caractère plurilocal des pratiques spatiales de la population, au-delà du simple logement; elle revient aussi à ne plus considérer le logement uniquement à travers ses caractéristiques physiques (taille, confort, etc.), mais aussi à travers sa position en termes d'accessibilité aux lieux d'emploi, aux équipements, etc. (en d'autres termes : la position relative du logement au sein de la structure urbaine du moment). Assiste-t-on à une évolution des pratiques spatiales de la population, et dans quel sens : dilatation ? resserrement ? réticularisation des espaces résidentiels ? Quels sont les facteurs pouvant expliquer ces évolutions : facteurs locaux, mais aussi les transformations majeures de la société, comme l'activité féminine ou le changement du rôle de la famille ? Comment le système de transport intervient dans la modification des accessibilités des différents quartiers ?

Au-delà des pratiques de l'espace que nous venons d'évoquer, ce sont l'ensemble des rythmes et des modes de vie qu'il faudrait s'efforcer de considérer pour appréhender la dimension du *vécu* des densités urbaines. L'ambiance relativement tranquille des immeubles hyper-denses de Delhi ou des *dong* de Pékin, comparativement à ce que cette situation d'entassement pourrait engendrer ailleurs invite en outre à une réflexion sur la *perception* de la densité par les habitants dans différentes régions du monde et, sur l'impact différentiel de la densité sur la mobilité résidentielle intra-urbaine. A Bogota, des conditions d'entassement moins accusées génèrent de fortes tensions entre les habitants des *inquilinos* du centre de Bogota ou de celui de Madrid : les conflits entre locataires, souvent provoqués par l'usage partagé de la cuisine ou des toilettes ou à propos des enfants, sont monnaie courante dans ces bâtiments où l'espace privé se réduit à une pièce de taille réduite. Ces tensions, forme quotidienne de la violence citadine, constituent une raison fréquente de déménagement pour une autre pièce en location : ce facteur, rarement souligné dans les études sur les locataires dans les villes latino-américaines, contribue très fortement à l'instabilité résidentielle des populations les plus pauvres de la capitale colombienne, déjà favorisée par l'irrégularité des revenus empêchant souvent de faire face au paiement du loyer et par la grande instabilité des unités familiales. Les tensions dans les relations entre voisins attisent le désir d'accéder à son propre logement, quitte à perdre tant sur le plan des caractéristiques physiques du logement (superficie et nature des matériaux), que sur celui de l'accès aux services publics et du transport jusqu'au lieu de travail. La promiscuité est bien une des composantes majeures de la précarité du logement des pauvres à Bogota, qui pousse nombre d'entre eux à préférer s'installer

dans leur propre maison dans des quartiers périphériques sous-équipés tels que celui des Altos de Cazuca.

B-3 : Ségrégation résidentielle et spécialisation fonctionnelle

A partir des années 1940, l'étalement continu de Bogota sur les terres de la *Sabana* s'accompagne de la mise en place de nouvelles formes d'organisations fonctionnelle et sociale. Le centre de la capitale, dont la fonction commerciale et financière s'affirme à cette époque, est progressivement abandonné par les classes aisées pour des localisations plus septentrionales, le long des *cerros orientales* (Carte A-2). Simultanément, s'accroît le caractère populaire du sud, tandis que l'industrie se concentre à l'ouest, aux environs de la gare de chemin de fer. A un schéma centre / périphérie de la distribution des classes sociales dans l'espace de la capitale, se substitue une organisation nord / sud de la ségrégation (Carte B-3). Dès les années 1950, se trouvent ainsi mises en place les structures majeures de Bogota, qui ne feront que s'accroître durant les décennies suivantes. Les classes aisées poursuivent leur déplacement progressif vers le nord, tandis que le front d'expansion sud de la ville est le fait des populations pauvres. Quant aux classes moyennes, dont le nombre croît rapidement durant cette période, soit elles occupent les quartiers abandonnés par les familles les plus aisées, soit elles se concentrent dans la partie occidentale de la capitale. Cette division sociale des espaces résidentiels s'accompagne de la consolidation de la structuration fonctionnelle articulée autour des principaux axes de voirie, avec deux directions principales : un axe tertiaire centre-nord, et un axe industriel centre-ouest. Cette forte spécialisation fonctionnelle le long des axes de voirie se traduit par une grande concentration des zones d'emplois (Carte B-4).

Avec le processus de métropolisation, le schéma de ségrégation socio-spatiale opposant un nord riche à un sud pauvre et la structuration fonctionnelle le long des axes de circulation se poursuivent maintenant au-delà des limites du District. La limite du District n'arrête aucunement la dynamique d'expansion spatiale de la capitale et ne remet pas en cause les règles traditionnelles de la distribution spatiale des classes sociales : par contre, le franchissement de cette limite administrative se traduit pas une exacerbation des effets de la ségrégation. Dans une ville relativement continue, avec des gradients certes parfois très prononcés, mais n'atteignant jamais la brutalité des contrastes observés dans d'autres villes du monde telles que Delhi, la limite du District introduit une segmentation dans la réglementation régissant l'espace métropolitain, jusque là uniquement divisé par le périmètre urbain déterminant la limite de l'urbanisation légale.

Et, dans un contexte de raréfaction des terres urbanisables, le schéma global de ségrégation socio-spatiale hérité d'une dynamique continue pendant plusieurs décennies se complexifie, avec l'apparition de situations nouvelles de proximité physique, de cohabitation entre groupes sociaux : une nouvelle échelle de la ségrégation voit le jour, à un niveau plus micro. D'un côté, des quartiers de classes moyennes se construisent dans les territoires traditionnels des quartiers populaires à l'extrême nord du District et dans la banlieue sud; de l'autre, les occupations illégales de terrain, traditionnellement de grande taille, sont de plus en plus fragmentées et commencent à occuper des positions moins périphériques à l'échelle métropolitaine, éventuellement à proximité de quartiers aisés; enfin, certains quartiers péricentraux changent brutalement de statut.

Si l'on reprend la définition que donne Castells de la ségrégation urbaine : "tendance à l'organisation de l'espace en zones à forte homogénéité sociale interne et à forte disparité sociale entre elles, cette disparité étant comprise non seulement en termes de différence, mais en termes de hiérarchie"¹⁹, le processus ségrégatif ne devrait pas être considéré uniquement dans sa dimension socio-économique : en dépit de l'écho qu'a du avoir cette définition en Amérique latine, c'est néanmoins la dimension socio-économique qui est seule considérée dans la littérature portant sur la ségrégation à Bogota. Pour notre part, revendiquant le caractère éminemment divers de la

¹⁹ Castells M., 1972. La question urbaine.

ségrégation, il nous semble important de considérer d'autres dimensions du processus ségrégatif qui amène la traduction dans l'espace urbain de différences sociales au sens large du terme (démographiques, ethniques, culturelles, etc.) et la formation dans ces espaces de cultures et modes de vie particuliers. Cette position nous a amené à considérer la dimension régionale de la ségrégation, en analysant la localisation résidentielle des différents groupes d'immigrants s'installant à Bogota, et la dimension démographique de la ségrégation : c'est cette dernière dimension que nous évoquerons dans cette communication.

Dans une ville comme Bogota, le temps de la ville et le temps biographique (de l'individu) sont à la même échelle : cette simultanéité des temporalités urbaines donne un contexte très particulier aux relations entre transformations physiques et transformations sociales des quartiers, qu'il faut avoir présent à l'esprit pour comprendre les processus ségrégatifs à l'oeuvre dans la capitale colombienne.

B-3.1. La ségrégation à l'échelle métropolitaine : le prolongement des divisions internes au District, avec des effets multipliés par le découpage administratif

La dynamique centrifuge du peuplement de la Capitale colombienne aboutit au développement d'une aire métropolitaine, sans aucune reconnaissance légale, intégrant un nombre croissant de municipalités jouant des rôles bien spécifiques. Des municipalités périphériques au nord de Bogota, accueillant actuellement une population aisée à la recherche d'une certaine qualité de vie, consomment l'ensemble des services à travers les réseaux de distribution de Bogota et la fréquentation d'équipements situés sur le territoire de la capitale, sans les financer aucunement. Dans le même temps, "Soacha est devenue une zone de réception importante de la "sous-normalité" (de la capitale), qui maintenant ne se localise plus à l'intérieur du District, suppléant d'une certaine façon l'épuisement de terrains urbanisables dans la ville et tirant parti de la proximité avec celle-ci" (Cortes, 1993 : 20)²⁰.

Une commune périphérique comme Soacha doit affronter le développement de quartiers d'expansion de la capitale, avec des coûts d'infrastructure élevés du fait d'une topographie particulièrement difficile. De plus, l'accord 06 de 1990 régissant le développement de Bogota institue que désormais, pour obtenir des entreprises de Bogota le raccordement aux réseaux d'eau potable et d'égout, les municipalités doivent, entre autres, autofinancer les coûts de l'infrastructure nécessaire pour étendre le réseau : à une situation antérieure de tolérance à l'extension progressive des périmètres de desserte des entreprises de Bogota, hors des limites du District, la nouvelle législation, qui par ailleurs ne prévoit aucun mécanisme de redistribution des ressources financières entre les communes, aboutit à une exclusion de fait des municipalités les plus pauvres telles que Soacha de certains services publics. Condamnée à recevoir les populations les plus pauvres de la capitale ne pouvant satisfaire leur besoin de logement que dans ces conditions, une commune périphérique comme Soacha est exclue de l'accès à certains services publics de la capitale, tout en bénéficiant d'autres services de Bogota, tels que la santé et l'éducation, sans participer à leur financement. Pour palier aux déficiences des services publics, la population est contrainte de développer des solutions de substitution coûteuses.

L'absence de reconnaissance légale des réalités actuelles du peuplement métropolitain interdit toute réponse cohérente aux besoins des populations de la conurbation bogotane : cette situation s'exerce au détriment du segment le plus pauvre de la population. En franchissant les limites administratives du District, la logique de ségrégation résidentielle se révèle encore plus lourde de conséquences pour les populations.

20 CORTES R., 1993. Evaluación y criterios de manejo de los inventarios de zonas subnormales. Manejo cualitativo de los datos sobre una muestra de 10 ciudades. Bogota, INURBE, 40 p.

B-3.2. Des cohabitations nouvelles entre strates sociales : une échelle micro de la ségrégation sociospatiale

A Bogota, une tradition ségrégative ancienne, les mécanismes spéculatifs et les comportements engendrés face à une insécurité grandissante ont donné lieu à une ségrégation socio-spatiale très marquée, opposant un nord riche à un sud pauvre. Toutefois, dans un contexte marqué à la fois par une raréfaction des terrains urbanisables et par une réticularisation de l'occupation de l'espace avec la multiplication des *conjuntos cerrados*, commencent à apparaître des situations nouvelles de cohabitation entre groupes sociaux, générant des situations de ségrégation au niveau micro-local. Si l'intensité du processus ségrégatif n'est pas forcément remise en cause, les signes d'une diversification des échelles de la ségrégation à Bogota se multiplient.

• *L'apparition d'enclaves de classes moyennes dans les quartiers populaires de la banlieue sud*
L'apparition de quartiers de classes moyennes dans le sud de la capitale est un phénomène totalement nouveau, directement lié à la raréfaction des terres urbanisables dans les territoires classiques d'installation de ces populations. Attirées par le prix des logements et la qualité de la desserte routière, des familles de classes moyennes transfèrent leur résidence à Soacha. Si ce comportement traduit une certaine évolution dans leur perception du Sud de la capitale, il ne signifie pas pour autant un changement fondamental : pour ces populations, le Sud est devenu "habitable" (grâce à une forme particulière d'habitat : le *conjunto cerrado*, clos et surveillé par des vigiles), il n'est pas pour autant devenu "vivable", au sens plein du terme.

La construction de résidences sur le territoire communal de Soacha produit certes une diversification sociale de la population de cette zone traditionnellement occupée par des quartiers populaires. Il s'agit d'un changement notable dans l'échelle de la ségrégation, mais qui ne remet aucunement en question la nature des relations entre les différents segments de la population. Dans certaines zones de la capitale, les secteurs populaires développent des relations économiques avec les populations voisines plus aisées. En revanche, les caractéristiques mêmes des Altos de Cazuca, où l'absence d'activités commerciales et artisanales est manifeste, font que la cohabitation entre groupes sociaux se traduit plutôt en un affrontement quotidien exacerbé par la proximité. La partie orientale de la commune de Soacha constitue l'archétype d'une ségrégation à l'échelle micro : la dynamique de peuplement centrifuge des classes moyennes aboutit à la proximité physique de deux segments bien différents de la population, mais sans aucune articulation entre eux.

• *La population duale de Chia, une autre forme de cohabitation entre populations*

A Chia, le processus de rurbanisation se traduit par la cohabitation entre des segments de population bien distincts. Le groupe des habitants "traditionnels" de la commune, natifs ou immigrés anciennement installés, présente, certes une certaine variété, que traduit bien leurs conditions d'habitat. Quelques uns d'entre eux ont reçu en héritage une vieille maison du centre historique de Chia, près de la place centrale; le plus souvent, ils ont toujours vécu dans cette maison et n'envisagent pas de la quitter. D'autres anciens habitants de Chia, de condition plus modeste et qui résident dans les hameaux ou dans des fermes isolées sont confrontés à des conditions d'habitat mauvaises, aggravées par la taille souvent importante de leur famille. Le retour à la campagne des "écolos" à partir des années 1970 a amené une population bien intégrée à la commune, s'investissant dans la vie locale, contrairement aux habitants des *conjuntos cerrados* pour qui l'absence d'investissement dans la vie locale perdure même après plusieurs années vécues à Chia. La cohabitation des cadres des résidences avec les habitants traditionnels se traduit néanmoins par la consommation d'un certain nombre de services personnels localement. Contrairement aux enclaves de classes moyennes du sud, l'articulation économique entre les deux segments de la population est effective à Chia : dans les communes périphériques du nord comme dans les arrondissements de Usaquen et Suba dans la partie nord du District, les nouvelles cohabitations entre classes sociales se traduit bien par une articulation économique entre elles.

- *Le fractionnement géographique et la diversification des quartiers populaires illégaux*

Les années 70 avaient été marquées par le développement de quartiers d'autoconstruction occupant de vastes superficies, telles que Ciudad Bolivar qui rassemble plus de 700.000 habitants : identifié comme LE quartier marginal de Bogota, il concentre à la fois une bonne partie des actions en faveur des quartiers d'habitat des pauvres (une large part du programme social de la Mairie de Bogota est dirigée sur Ciudad Bolivar, et l'essentiel de l'aide internationale suit la même voie), et les craintes d'une grande partie de la population de la capitale.

En rupture avec la situation antérieure, les années 80 se caractérisent par l'extrême fractionnement des nouveaux quartiers d'autoconstruction, d'une extension souvent inférieure à 10 hectares (Cortes, 1993). Au sein du District, cette tendance, trop souvent oubliée, se traduit donc là aussi par des cohabitations entre classes sociales à un niveau micro-local.

B-3.3. Le changement de statut de certains quartiers péricentraux

Les quartiers péricentraux connaissent actuellement des transformations importantes dans la composition de leur population : si certaines, comme le processus de *gentrification* du péricentre Nord décrit ci-après, sont évidentes et bien connues du fait de la transformation physique de ces quartiers, d'autres ne se lisent pas directement dans le paysage urbain. Les enquêtes menées dans les quartiers du péricentre sud ont mis en évidence dans la zone d'enquête Restrepo un processus très rapide de subdivision des grandes maisons, en appartements occupés par des familles aux revenus moins importants que les habitants traditionnels de ce quartier : densification démographique et tendance à la baisse du niveau socio-économique de la population s'y réalisent sans que le bâti ne fasse l'objet de transformation visible extérieurement.

- *Le mouvement de gentrification du péricentre nord*

Le nouvel attrait de localisations centrales pour les classes aisées s'est traduit, nous l'avons vu, par des changements très rapides dans l'effectif et la composition démographique de la population de la partie nord de Chapinero. L'évolution ascendante du quartier se lit directement dans la composition socio-professionnelle des ménages en fonction des durées de séjour dans le logement : les ménages les plus récemment installés sont plus aisés que ceux installés durant les années 1970, à une époque de déclin du quartier où les classes les plus aisées l'abandonnaient pour des localisations plus septentrionales.

Avant leur évolution ascendante actuelle, ces quartiers ont connu une histoire de vie marquée par différentes phases. Cette histoire a rendu possible un changement si brutal et si intense de ce secteur de Bogota; cette même histoire a laissé en scène certains de ses acteurs, et non des moindres : les familles venues y habiter. Un grand nombre des habitants qui se sont installés à Chapinero dans une époque de relative "décadence" du quartier qui le rendait accessible à des familles de classes moyennes, doivent maintenant affronter simultanément : une forte augmentation de prix des commerces et des services de proximité, une pression fiscale accrue, et une forte augmentation des tarifs des services publics. Les caractéristiques urbanistiques du quartier construit dans les années 1950 ont offert aux entrepreneurs un terrain favorisant une transformation rapide du bâti : les maisons occupant des parcelles, relativement grandes et aux mains de propriétaires indépendants, ont pu être démolies et remplacées par des immeubles. Non régulée, la transformation brutale de ce secteur se traduit par un coût social et humain pour les anciens habitants : pour eux, l'évolution ascendante du quartier se traduit par une dégradation de leur conditions de vie.

B-3.4. La dimension démographique du phénomène ségréatif

Au-delà des clivages socio-économiques, il importe d'insister sur l'importance du processus de segmentation démographique, résultat des pratiques résidentielles et des caractéristiques du parc de logement. Pour une même catégorie sociale, les quartiers de la capitale connaissent des différences considérables quant à leurs caractéristiques démographiques : structure par âge, taille et composition des ménages (Carte B-5). En dépit de sa très forte intensité à Bogota, la dimension

démographique du phénomène ségrégatif ne fait pas l'objet de beaucoup d'attention dans la recherche urbaine, ni dans le monde opérationnel. Pourtant, au-delà même de l'adaptation de la gestion aux caractéristiques démographiques contrastées des populations des différents secteurs de la ville, tirer les enseignements des interrelations entre pratiques de mobilité des individus et des ménages et transformations urbaines, devrait être une préoccupation centrale pour la définition de toute politique urbaine : seulement ainsi pourrait-on prétendre agir sur la dynamique urbaine, et non plus uniquement subir les conséquences des pratiques résidentielles des citadins.

• *La différenciation démographique des zones d'habitat populaire*

Pour les populations les plus démunies de la capitale, cette différenciation démographique des zones d'habitat populaire est une traduction directe des caractéristiques de la formation du quartier : de son mode de production, et de l'étape dans laquelle le quartier se trouve en terme de processus de consolidation.

Dans les zones d'auto-construction de création récente, les irrégularités des structures par âge sont majeures : ainsi, aux Altos de Cazuca, outre la très faible proportion de population âgée qui caractérise l'ensemble de la périphérie populaire, observe-t-on une nette sur-représentation des classes d'âge 5-19 ans et 40-49 ans en comparaison des autres quartiers populaires de la périphérie sud. On note également dans ce secteur une plus faible taille moyenne du ménage, due à une proportion nettement plus importante de ménages composés d'une ou deux personnes. Le mode et le stade de formation du quartier, autoconstruction sur des terrains occupés illégalement où le processus de consolidation n'est encore qu'à un stade très peu avancé se retrouve ainsi directement dans la structure démographique de la population, dominée par des adultes de plus de 40 ans, seuls ou accompagnés d'adolescents. Dans les quartiers illégaux de Soacha ou du District de Bogota situés au bord du Rio Bogota ayant connu un processus de consolidation déjà bien avancé, les structures démographiques sont nettement plus régulières, et la proportion d'unités familiales de grande taille plus importante. Quant aux quartiers d'habitat populaire du centre de la capitale, ce sont eux qui concentrent l'essentiel de la population âgée de bas revenus. La pratique généralisée à Bogota de décohabitation des couples qui, dès qu'ils se forment, quittent le domicile parental, et le processus de stabilisation résidentielle liée à l'acquisition du logement, expliquent cette forte liaison entre l'âge du quartier et la structure par âge de sa population, dans le cas de l'habitat populaire.

• *L'homogénéité de la population des conjuntos cerrados*

Pour les classes aisées, on lit dans cette différenciation démographique des quartiers l'effet de la variation des modèles de comportement résidentiel en fonction des étapes du cycle de vie : se dessinent très nettement des trajectoires résidentielles internes à la métropole directement liées à la composition des ménages. Le caractère très homogène des logements construits dans les ensembles résidentiels conduit à des populations elles aussi très uniformes.

L'homogénéité de la population résidant dans les résidences construites récemment à Chia est particulièrement accusée. Seules quelques familles habitant dans un *conjunto cerrado* se singularisent : il s'agit de couples âgés venus chercher un lieu tranquille pour passer leur retraite. En dehors de ces quelques rares exceptions, la quasi totalité des habitants de *conjunto cerrado* s'alignent sur un même modèle. Ce sont le plus souvent des familles nucléaires composées des deux parents et de jeunes enfants (un ou deux, la baisse de la fécondité étant un fait acquis dans cette population), ayant une situation professionnelle stable et des revenus confortables, et ils sont propriétaires de leur maison. A Soacha, dans les ensembles résidentiels pour classes moyennes, le processus est le même. A l'homogénéité du parc de logements (les deux tiers des logements ont deux chambres), répond l'uniformité démographique de la population qui y réside : il s'agit essentiellement de ménages nucléaires de deux à quatre personnes, avec à leur tête des hommes jeunes, de moins de 40 ans.

B-3.5. La ségrégation à Bogota : de nombreuses questions encore ouvertes pour analyser les changements en cours

Si le caractère très marqué de la ségrégation à Bogota est unanimement reconnu, le diagnostic du phénomène et l'analyse du processus demeurent somme toute très précaires. Il continue de se répéter beaucoup d'idées reçues sur le sujet, dont les exemples cités dans cette section montrent pourtant le décalage par rapport aux réalités actuelles.

La question des indicateurs mérite bien sûr une attention particulière, avant toute tentative de caractérisation des formes de la ségrégation et de leur évolution. Comment mesurer, décrire la ségrégation, en prenant en compte les différentes échelles auxquelles elle se manifeste ?

Quant à l'étude du processus ségrégatif proprement-dit, les analyses menées au niveau de certains quartiers de Bogota montre l'intérêt qu'il y aurait à sortir de l'approche classique qui ne considère la ségrégation qu'à travers la seule résidence des citadins, et à privilégier, au contraire, une approche prenant en compte les diverses pratiques spatiales et usages de la ville par les différentes catégories de population. En d'autres termes, cela revient à envisager le processus ségrégatif comme un manque d'accessibilité de certains lieux à certaines catégories de population, cette accessibilité étant considérée dans ses différentes dimensions temporelles. Et cette approche conduit à s'interroger sur des questions du type : comment s'est modifiée l'accessibilité des différents lieux de la ville, et quel a été le rôle du système de transport dans cette évolution ? L'accessibilité différentielle (selon les groupes sociaux) a-t-elle évolué, et comment : vers une homogénéisation, ou au contraire les différences se sont-elles accrues ? Comment évolue le rôle de l'accessibilité quotidienne dans les choix résidentiels des différentes catégories de population ? Comment les modèles familiaux (et les arrangements résidentiels qu'ils impliquent), et leurs évolutions différentielles selon les strates sociales, agissent sur le processus ségrégatif ?

Autant de questions qui sont au cœur de la compréhension des transformations en cours à Bogota et nécessitent que l'on s'y arrête pour avancer vraiment dans l'étude de la ségrégation à Bogota sur laquelle jusqu'ici les affirmations ont été plus nombreuses que les analyses approfondies.

B-4 : Politiques urbaines et acteurs non-institutionnels

Comment apprécier les effets de la nature des politiques urbaines et de logement adoptées à Bogota durant la seconde moitié de ce siècle sur la structuration de la ville, ses formes d'urbanisation, les pratiques résidentielles déployées par ses habitants ? Avant de confronter directement ces politiques et les pratiques, nous allons revenir sur la caractérisation des politiques faite dans la Fiche A en prenant en compte cette fois l'impact de déterminants plus externes, certains d'entre eux ayant pu se manifester surtout au cours des dernières années.

• Les facteurs influençant l'urbanisme

Les orientations des organismes internationaux sont présentes. Si la situation spécifique colombienne justifiait la mise en oeuvre des processus de décentralisation et de planification et gestion urbaines à tous les niveaux du territoire, il n'en reste pas moins que le rôle des organismes internationaux (Banque Mondiale, Nations Unies) fut également décisif dans ce pays comme dans la majorité de ceux du continent latino-américain.

De même les processus économiques mondiaux, globalisation et propagation du néo-libéralisme, ont directement agi sur la privatisation des entreprises de services publics et, bien que de manière moins tangible, sur l'intégration de pratiques spécifiques de la gestion entrepreneuriale du secteur privé dans l'administration publique.

On ne peut comprendre la faiblesse de l'Etat colombien face à l'urbanisation sans la relier à une même faiblesse générale, voire traditionnelle, face à d'autres situations, favorisant le pouvoir

économique et des pratiques clientélistes et corruptrices. C'est probablement une forte réaction contre cette même tradition qui explique l'émergence de nouveaux discours et pratiques autour de la participation du citoyen dans le processus de prise de décisions en matière d'investissements publics.

Probablement le fait que l'approche théorique du phénomène urbain soit assez développée (en partie marquée par l'école de sociologie urbaine française) a pu marquer la présence très courante, voire la sophistication, de certains diagnostics élaborés dans les essais de planification urbaine (avec l'établissement de concepts très largement passés dans le langage non seulement des techniciens et politiciens mais aussi des habitants), mais aussi la difficulté à mettre en oeuvre, à appliquer, à gérer les politiques urbaines.

• *Urbanisme et urbanisation*

Après avoir vu quelle a été la nature de l'urbanisme, nous allons rappeler quelle fut l'urbanisation qui s'est de fait développée et souligner en quoi elle fut déterminée par l'urbanisme. Nous pourrions la caractériser de deux manières principales :

- l'expansion, laquelle s'est manifestée dans toutes les directions plus ou moins rapidement et formellement selon l'orientation;
- la densification, entendue comme changement du bâti et parfois des usages, dans des zones qui avaient déjà été occupées.

La première a surtout suivi l'équipement: la voirie et les services publics sans qu'un plan directeur ait été la référence commune et suivie.

Après une urbanisation très forte au cours de la période antérieure (1938-1946), la période 1946-1960 se caractérise par la multiplication de zones résidentielles structurée par l'apparition de nouveaux grands axes de type transversal et la diversification du réseau de voirie dans le nord. On assiste donc à un processus de densification, de "compactage", à l'intérieur d'un réseau en cours d'élaboration; s'affirme la forme tentaculaire de la ville. Cet urbanisme pourrait être qualifié de "voirie". Mais il faut souligner qu'en 1954 le périmètre urbain change avec l'annexion du nord et de l'ouest actuels (d'Usaquén à Fontibón), secteurs alors peu construits en dehors des noyaux villageois; c'est donc plutôt à l'intérieur du périmètre initial qu'est observé le remplissage.

Puis au cours de la période 1960- 1966, la construction va s'accélérer, et être encore plus forte qu'antérieurement, notamment dans les zones qui ont été annexées, sauf dans l'extrême frange ouest. Le réseau se renforce et se diversifie, et structure donc le développement des nouvelles aires résidentielles de toutes parts (nord, sud, ouest, est). Les interventions étatiques en matière de logement sont notoires dans le sud et sud-ouest (ICT - *Instituto de Crédito Territorial*), visant les classes populaires, et dans le nord-ouest (BCH - *Banco Central Hipotecario*) dirigés aux classes moyennes et aisées. Mais pendant cette même période l'urbanisation clandestine se propage en périphérie (elle n'est pas nouvelle mais commence à prendre des proportions conséquentes).

C'est aussi à ce moment que dans ces mêmes quartiers commencent à émerger des organisations populaires, lesquelles se formaliseront peu à peu avec les JAC (*Juntas de Acción Comunal*) qui exerceront, surtout au cours de la décennie suivante, un certain contre-pouvoir. Ce qui contribuera dans certains cas à une reconnaissance des quartiers et, en conséquence, à leur équipement en infrastructure, services publics et équipements sociaux.

Durant la période 1966-1972, se multiplient de courtes voies de connexion entre axes principaux, tandis que se consolident les secteurs existants. Les nouvelles aires sont de nature clandestine en particulier à Bosa, Suba et Usme. L'intervention publique de l'ICT se concentre à Ciudad Kennedy.

Entre 1972 et 1977, le processus de consolidation observé antérieurement se poursuit tant dans le "normal" que dans le "clandestin" et se traduit donc par une densification de ces mêmes zones; c'est le phénomène de "ville en double". De même le réseau routier continue de se compléter avec d'autres voies de connexion.

Quand en 1977 est à nouveau élargi le périmètre, la frange occidentale se remplit. Mais c'est surtout après 1980 qu'elle est complètement occupée et que cette urbanisation se propage dans les municipalités voisines (Soacha, Chía, etc.).

Entre 1977 et 1980, on se trouve face à une situation très particulière, limite: l'Etat intervient de moins en moins dans le domaine du logement social et face à l'ampleur de la clandestinité se voit contraint à "reconnaître l'informel".

On pourrait dire que c'est au cours des années 80 que le périmètre urbain est "dépassé", sans que pour autant soient prises des mesures pour organiser, structurer ce qui est aujourd'hui, de fait mais non officiellement, l'aire métropolitaine. Mais c'est justement au cours de cette même période que les entreprises de services publics commencent à avoir de sérieux problèmes financiers dus non seulement à une conjoncture internationale défavorable, mais aussi à des problèmes internes propres à la mauvaise organisation de ces entités, avec notamment le problème des pertes techniques et des connexions "pirates".

Généralement les services publics (domiciliaires non sociaux) ont donc accompagné l'urbanisation qui pendant longtemps a pu être formelle ou tout du moins contrôlable, avant qu'elle ne devienne illégale et très ample engendrant à partir de ce moment des problèmes sérieux (construction dans des secteurs à risques naturels: glissements de terrains, inondations, etc.) ou bien l'impossibilité de la part de l'administration de pouvoir prendre en charge l'équipement de ces zones.

Probablement ce qui aura "sauvé" et "perdu" Bogota fut son réseau de voirie et la couverture des services publics qui auront orienté et permis le développement de la construction de quartiers nouveaux de toutes sortes.

La croissance de cette ville qui, en outre, ne rencontrait pratiquement aucune limite topographique (sauf certains abords de rivières facilement inondables ou la cordillère orientale) fut donc constante, même si certains moments furent plus intenses que d'autres.

L'autre aspect qu'il vaut la peine de souligner est que l'architecture résidentielle (la "normale" et plus encore la clandestine) va jusqu'aux années 80 être plutôt peu dense: il s'agit de petits immeubles collectifs de plus ou moins de R+3 et de maisons individuelles, aussi bien dans des ensembles fermés que dans des groupements moins homogènes, somme d'initiatives individuelles. Néanmoins il faut noter quelques exceptions d'ensembles massifs comme, par exemple, à Ciudad Kennedy ou Bachue. La situation est différente dans les "centres" traditionnels et plus récents avec une densification en hauteur très marquée. Par contre, à partir des années 80 on observe dans certains secteurs du péricentre ou de la périphérie une densification en hauteur assez marquée, outrepassant parfois des normes facilement contournables.

Cette description permet de souligner que l'urbanisme a plus accompagné (il serait faux de dire qu'il ait été absent) l'urbanisation qu'il ne l'a précédée, anticipée, orientée, contrôlée.

Mais, si jusqu'alors cette attitude n'a pas semblé être trop traumatisante, c'est à partir des années 90 que la situation devient globalement critique sur de nombreux fronts :

- accentuation de la dégradation du centre;
- dégradation ou, à l'inverse, rénovation avec une forte densification dans le péricentre;
- consolidation de la périphérie;

- extension au-delà du périmètre urbain dans les communes voisines avec la raréfaction de terrains disponibles et l'occupation de zones à risques de désastres naturels;
- dégradation générale de la voirie et de l'infrastructure en général et des services publics en particulier;
- saturation du système de transport.

Le deuxième et troisième aspects ont été facilités par des normes (les accords 7 de 1979 et ses dérogations successives).

Par ailleurs, il faut souligner l'appauvrissement des ressources de la ville et des difficultés croissantes dans la gestion urbaine (bureaucratisation, ressources humaines et techniques insuffisantes, etc.).

L'ensemble de ces difficultés conduit à prendre conscience de la nécessité de planification et gestion; ce qui marque assez profondément la présente décennie.

En effet, actuellement l'administration du District cherche à reprendre les choses en main en rationalisant davantage le processus de légalisation des zones clandestines et en donnant aux services publics une vocation sociale plus technique et cohérente (un meilleur contrôle de la consommation qui devrait permettre un assainissement économique de l'entreprise et, à plus long terme, une tarification plus juste) et non plus politique. Egalement en cherchant à instituer la planification et la gestion, à définir un projet de ville spécifique et à recourir à des savoirs constitués dans diverses disciplines et à des processus de concertation (alors que dans le même temps les organisations populaires ont eu tendance à être moins revendicatives mais que de nouveaux canaux de participation populaire sont officiellement favorisés et établis). Mais tout cela constitue un ensemble de mesures au coup par coup dans un contexte urbanistique qui, malgré diverses tentatives, reste peu affirmé, étant probablement encore sous le poids de son histoire fragile et inconstante.

• *Les modes d'intervention des pouvoirs publics*

Les politiques urbaines sont passées par diverses phases. Sans reprendre les différents modèles sous-jacents qui se sont succédés, il y eut en général peu de tentatives de réel contrôle de la situation (absente en matière foncière, par exemple, jusqu'à ces dernières années): elles se sont manifestées au début de cette longue période, quand tout était à faire, et à la fin donc, quand tout était devenu trop chaotique. Entre-temps, beaucoup de laisser-faire engendrant (in)directement le déficit en logements, et donc une réponse par la voie de l'informalité.

On peut analyser de manière complémentaire et convergente le rôle de l'Etat dans le développement urbain en d'autres termes. D'abord, en tant que supposé régulateur du jeu entre offre et demande; ensuite, du point de vue de la position de ses propres agents.

Dans une logique égalitaire, le rôle des pouvoirs publics, du gouvernement local, devrait être idéalement celui d'équilibrer, de réguler l'offre et la demande. Il faut donc considérer les acteurs et dynamiques de chacune d'elles et leurs possibles interactions. L'offre relève aussi bien du même secteur public que du secteur privé avec d'importants intérêts économiques. La demande dépend des caractéristiques socio-démographiques, économiques et culturelles de l'ensemble de la population, des habitants, des usagers, des consommateurs, avec, surtout dans les pays en développement, une présence numérique des classes populaires dominantes. Comment intervenir ?

Au niveau de la demande, il s'agit de:

- contrôler la population et ses comportements, la limiter, la réduire, la planifier;
- et pour ce faire, la mesurer aussi bien quantitativement que qualitativement.

Et l'offre peut être produite directement ou appuyée, stimulée, par les pouvoirs publics, mais avec l'objectif de l'orienter selon les caractéristiques de la demande (par exemple, quand le marché de luxe sature, orienter le secteur vers le marché du logement social).

Dans le cas de Bogota, c'est très tardivement que s'est manifestée une intervention au niveau de la demande (en cherchant à mieux l'identifier), même si à certains moments des discours allaient dans le sens d'un jeu sur les migrations. Et au niveau de l'offre des actions concrètes ou des intentions, mais globalement une certaine permissivité non tant dans la définition de mesures sinon dans leur application.

Mais il est vrai que cette logique idéale peut être perturbée, contaminée, dans sa mise en oeuvre par d'autres logiques plus liées à des jeux de pouvoirs ou de représentations collectives. Apparaissent dès lors les effets du clientélisme politique, les influences des *gremios*²¹, l'entrisme du politique dans la sphère du technique, des perceptions des problèmes et de leur engendrement, inconsciemment biaisées mais considérées comme fondatrices et qui peuvent servir à couvrir des enjeux institutionnels d'une autre rationalité.

Ces diverses lectures de l'urbanisme nous permettent donc de mieux comprendre les pratiques résidentielles des diverses classes sociales bogotaines et, de ce fait, une structuration de la ville en termes de ségrégation sociospatiale. Les classes aisées, au gré de leurs changements internes (démographiques, sociaux, culturels), ont favorisé l'apparition de nouveaux centres d'affaires et de zones résidentielles dans de nouveaux secteurs de la ville. Les classes intermédiaires, quant à elles, bien que plus nombreuses et occupant la plus grande surface de la capitale, ont "rempli" les vides entre ces deux extrêmes. Le même laisser-faire, voire dérégulation, qui a engendré le phénomène de l'informalité a également permis aux intérêts économiques de trouver dans l'immobilier un champ d'investissements flexible. L'intervention des secteurs publics en matière de logement social s'est toutefois manifestée soit par des opérations directes (parfois massives), soit par la mise en place de système d'appui à l'accès à la propriété (crédit UPAC), mais avec en général, comme dans beaucoup d'autres pays en développement, un "déplacement" des bénéficiaires, ceux-ci appartenant aux classes moyennes au sens large mais non aux catégories les plus défavorisées, les mêmes qui en partie se sont livrées à l'informalité.

B-5 : Quelques pistes de réflexion

Les travaux de recherche urbaine les plus pertinents sur Bogota ont trait au logement. Et, la lecture de la ville - de sa constitution progressive et des transformations qui s'y jouent - repose largement sur les analyses des formes de production du logement et de l'espace urbain. L'étape historique dans laquelle se trouvait Bogota dans les années 1960 - 70 justifiaient complètement cette approche centrée sur les acteurs de la production de l'espace urbain : la population de la ville augmentait alors à un rythme de plus de 6% annuel et l'expansion spatiale se réalisait à un rythme encore plus soutenu. Mais, plusieurs décennies de croissance rapide ont conduit à une ville de 40.000 hectares, où vivent plus de 6 millions d'habitants. La recherche ne peut plus se concentrer uniquement sur la composante "production" de l'espace urbain : le "stock" est devenu une donnée majeure de la dynamique urbaine actuelle. Comme le soulignait Fernando Carrion dans un quotidien équatorien : il est nécessaire de passer d'un "urbanisme de la périphérie" à un urbanisme dirigé vers la ville existante. Le défi majeur que doit affronter les gestionnaires de Bogota à l'heure actuelle est bien là : gérer une métropole de plusieurs millions d'habitants, qui continue de croître à un rythme certes ralenti par rapport aux décennies précédentes, mais encore rapide. L'heure est venue pour la recherche comme pour l'action de s'intéresser aux transformations qui affectent l'espace urbain consolidé.

21 Représentations de groupes d'intérêts économiques.

Dans cette perspective, l'analyse des relations entre les transformations territoriales et le comportement de la population, à travers les différentes échelles spatio-temporelles de la mobilité, en interaction avec les pratiques d'autres catégories d'acteurs, s'est révélée tout à fait pertinente pour mettre au jour certaines des dynamiques actuellement à l'oeuvre à Bogota. A partir du corpus d'informations réunies dans le cadre de cette recherche, les conditions sont réunies pour aller plus avant dans cette direction, en approfondissant la formalisation :

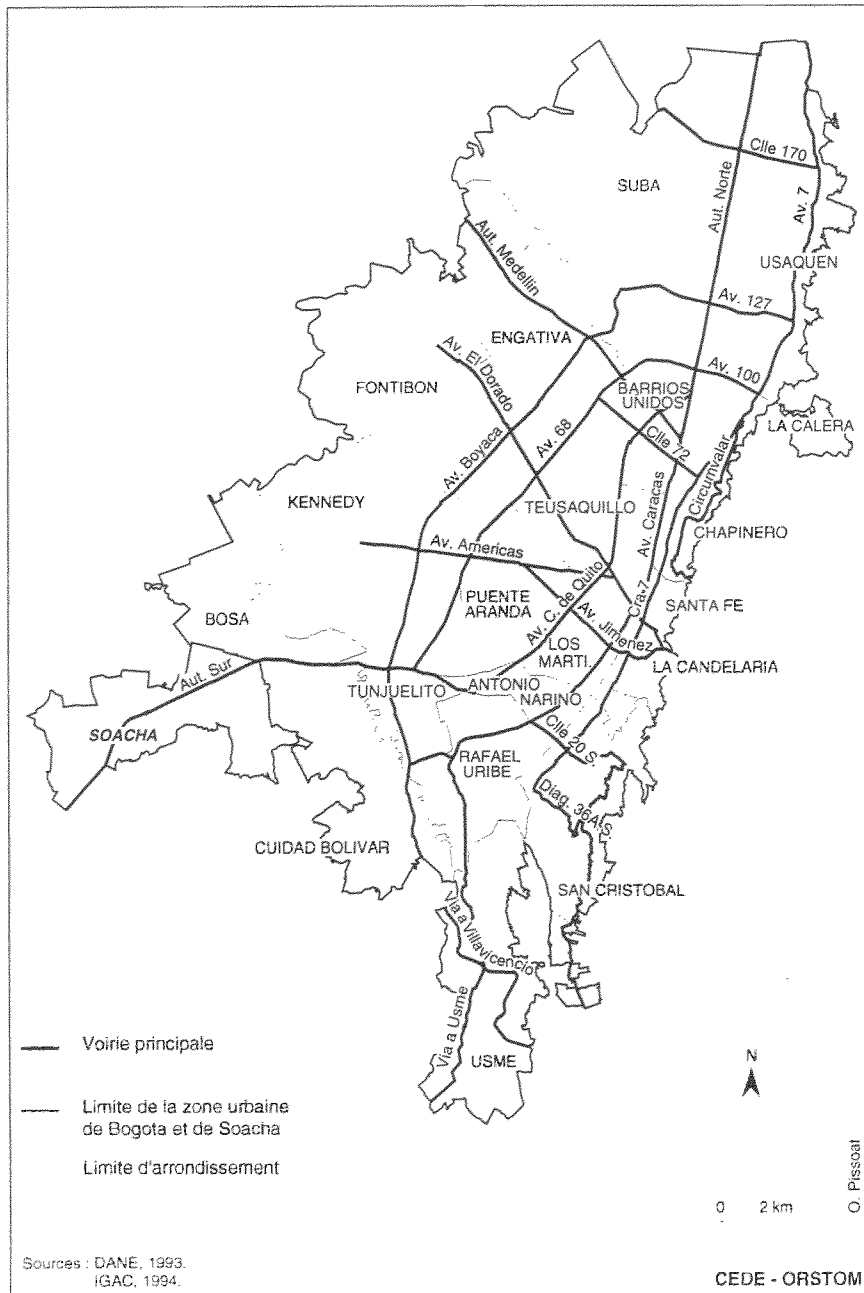
- des tensions existant entre l'approche de la ville comme un ensemble organisé de lieux (analyse de la distribution spatiale de la population, des logements, des activités, etc.) et l'approche de la ville comme un ensemble de mouvements (analyse de la mobilité);
- des relations entre comportements de mobilité et transformations territoriales, à travers des modèles multi-agents bâtis sur les règles de comportements mis en évidence par l'analyse approfondie au niveau des quartiers de Bogota;
- des interactions entre d'une part, les trajectoires socio-économiques des individus et des familles et, d'autre part, les trajectoires résidentielles et l'évolution des pratiques spatiales et des arrangements résidentiels;
- des relations entre modèles familiaux et arrangements résidentiels : le basculement des catégories résidentielles implicitement reconnues (ménage et logement) pour les notions de famille et de système résidentiel est tout à fait essentiel pour avancer plus avant dans la compréhension de la dynamique du marché du logement et les transformations territoriales métropolitaines.

B-6 : Références bibliographiques

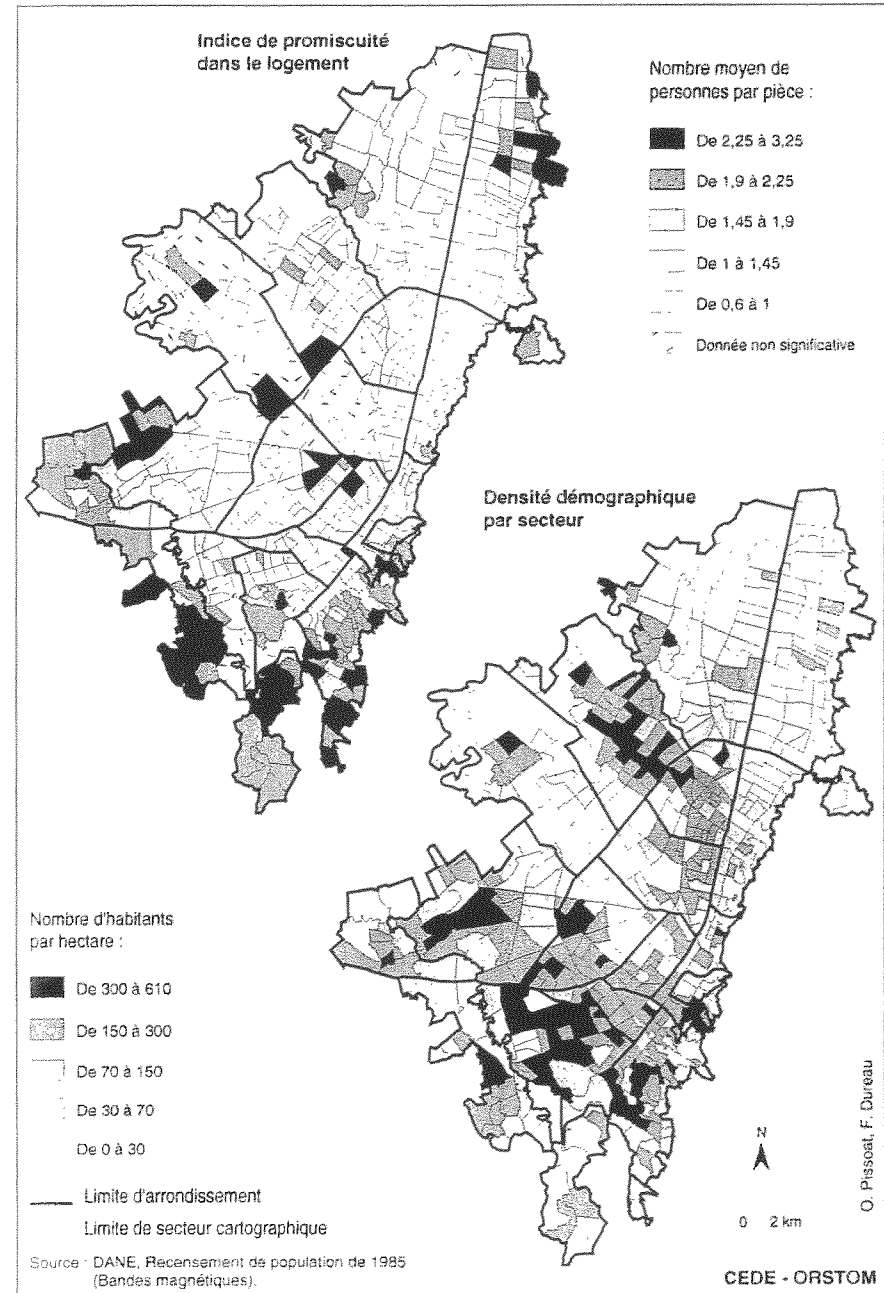
- 1 ARDILA GOMEZ A., 1995. Control de la gestión vehicular en Bogotá con herramientas microeconómicas. Bogotá, Universidad de los Andes, Programa de Economía para graduados, 75 p.
- 1 BARBARY O., 1996. La movilidad residencial en Bogotá : análisis tipológico de los datos biográficos de la encuesta CEDE/ORSTOM - 1993. Bogota, Universidad Nacional de Colombia, Departamento de Matemáticas y Estadística, Documento N° 24, 254 p.
- 4 CORTES R., del CASTILLO J.C., 1994. La planeación urbana frente a las nuevas formas de crecimiento urbano de la ciudad. in: *Desarrollo urbano futuro*, Bogota, Ministerio de Desarrollo Económico, DNP, Programa de gestión urbana de Naciones Unidas, pp. 199-226.
- 2,3 CUERVO L. M., 1995. Génesis histórica y constitución de Bogotá como ciudad moderna, Bogota, rapport multigr. 134 p.
- A,2 DAPD, 1997. Estadísticas, Santa Fe de Bogotá, D.C. Bogota, Departamento Administrativo de Planeación Distrital, Sudirección de Planeación económica y social, 154 p.
- 1 DUREAU F., 1994. La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo No. 3. Resultados preliminares de la encuesta cuantitativa. CEDE-ORSTOM, 310 p.
- 1,2,3 DUREAU F., 1997. Trajectoires résidentielles et recompositions urbaines à Bogota, Colombie. in *Cahiers des Amériques Latine n° 22*, pp. 181-200.
- A DUREAU F., FLOREZ C.E., 1996. Dynamiques démographiques colombiennes : du national au local. in: *La Colombie à l'aube du 3ème millénaire*, GROS C. & BLANQUER J.M. (éds.), Paris, IHEAL, pp. 139-166.
- 1,2,3 DUREAU F., HOYOS M.C., 1995. Repenser la ville à travers une analyse des pratiques résidentielles des citoyens les plus pauvres ? Réflexions à partir d'observations réalisées dans un quartier d'invasion de la périphérie de Bogota (Colombie). Communication présentée au Colloque préparatoire au Sommet Mondial pour le Développement Social, ORSTOM - UNRISD, Royaumont, 9-11 janvier 1995, 12 p. (versions française et espagnole)
- 1,2,3 DUREAU F., HOYOS M.C., FLOREZ C.E., 1994. Soacha : un barrio de Bogotá. Movilidad y acceso a la vivienda de la población de los sectores orientales del municipio. Bogota, Universidad de Los Andes, CEDE, *Revista Desarrollo y Sociedad*, N° 34, pp. 95-147.

- 1,3 DUREAU F., LULLE T., PARIAS A., 1998. Las transformaciones de los barrios de clase alta en Bogotá : nuevas lógicas y estrategias de producción de vivienda en un marco reglamentario altamente permisivo. in: *La investigación regional y urbana en Colombia. Desarrollo y territorio 1993-1997*. Bogota, Ediciones Carlos Valencia, DNP - FIDETER - ACIUR, pp. 372-406.
- A,2,3 DUREAU F., PISSOAT O., 1996. En mapas : las evoluciones socio-espaciales de Bogotá y su contexto (1973 - 1993). Bogota, Universidad de Los Andes, Centro de Estudios sobre Desarrollo Económico, Documento CEDE N° 96-05, 105 p.
- 1,3 HOYOS M.C., 1996. La movilidad de las poblaciones y su impacto sobre la dinámica del área metropolitana de Bogotá. Documento de trabajo n° 5. Metodología y análisis de la encuesta cualitativa. Bogota, ORSTOM - CEDE, 159 p.
- 1 JARAMILLO S., 1990. La estructura urbana y la vivienda en Bogotá. in : *Vivir en Bogotá*. Bogota, Ediciones Foro nacional para Colombia, pp. 51 - 85.
- 4 JIMENEZ L.C., 1981. Crecimiento de Bogotá Distrito Especial. Bogota, Universidad de Colombia, 56 p.
- 4 LULLE T., 1997. Planification et gestion du développement urbain de Bogota et de son aire métropolitaine : évolution et tendances actuelles, Convention CNRS - ORSTOM: CONV940034VILL, Pratiques résidentielles et impact sur les dynamiques et la segmentation de grandes métropoles. Etude des formes de mobilité spatiale des populations de Bogota et de Delhi. Bogota, 166 p. + annexes.
- 1 LULLE T., 1998. Prácticas y representaciones en torno a la vivienda y a la ciudad : el caso de los sectores medios en Bogotá. in: *La ciudad observada : violencia, cultura y política*. Bogota, Observatorio de la Cultura Urbana - Tercer Mundo Editores, pp. 463 - 490.
- 4 MONTEZUMA R., 1997. Les transports urbains : l'organisation, la gestion et le processus d'urbanisation à Bogota. Thèse en Urbanisme et Aménagement, Paris, ENPC, 537 p.

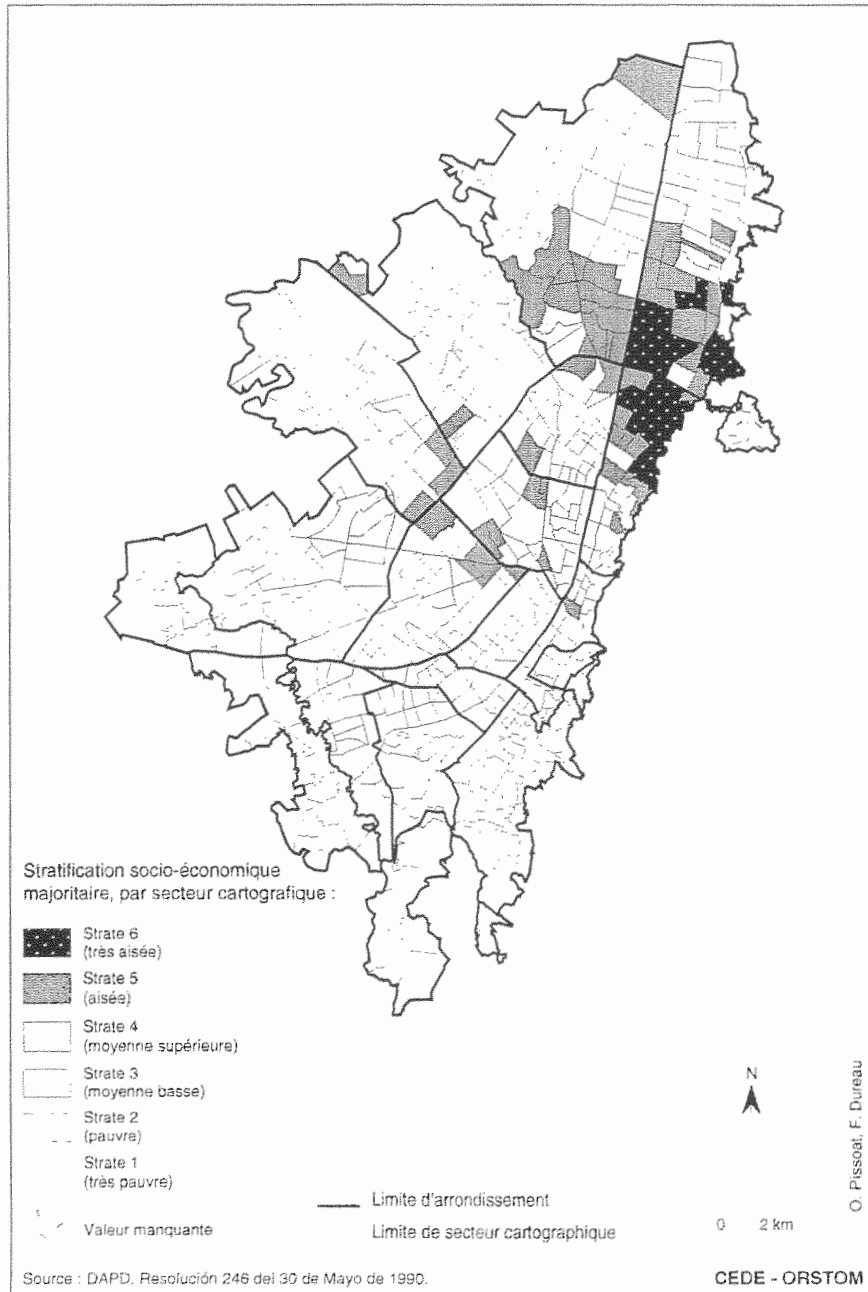
Carte B-1. Les arrondissements de Bogota (1993)



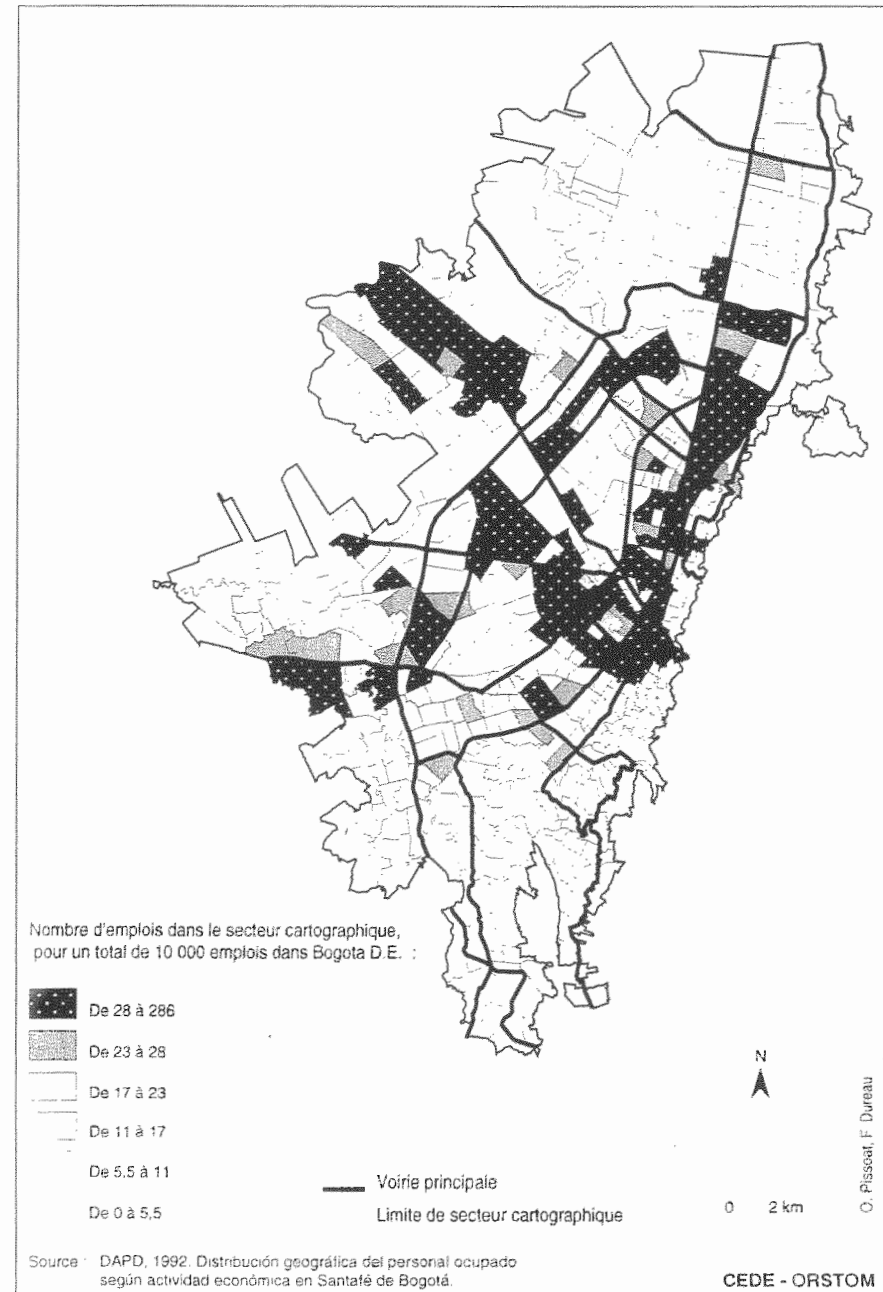
Carte B-2. La densité de population à Bogota (1985)



Carte B-3. La stratification socio-économique de Bogota (1990)

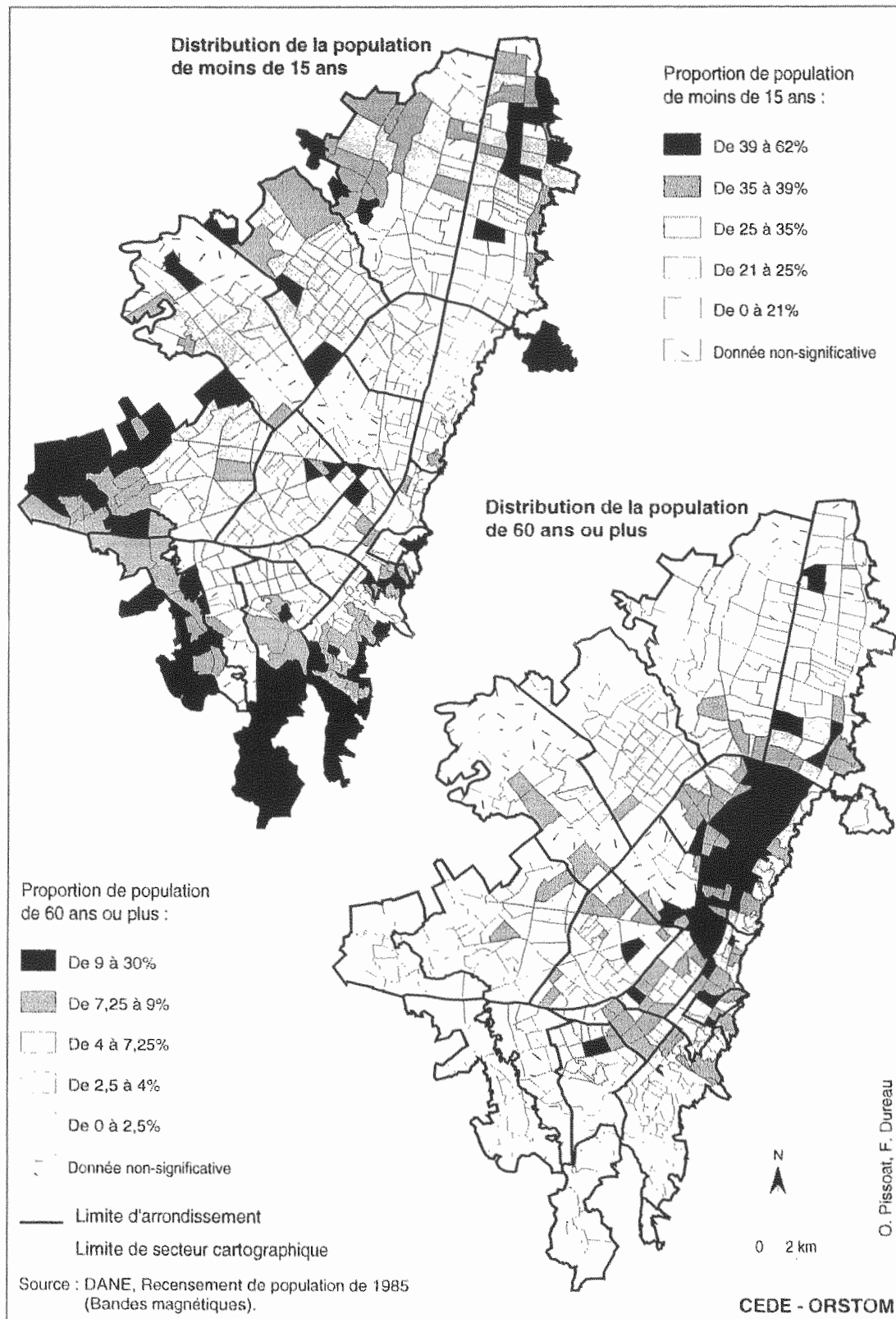


Carte B-4. L'emploi à Bogota (1990)



Carte B-5.

La population de moins de 15 ans et de 60 ans ou plus, résidant à Bogota en 1985





©Maria Cristina Hoyos

1. Zone d'*inquilinos* dans des maisons de style colonial. Quartier San Martin, dans le péricentre nord de Bogota.



©Maria Cristina Hoyos

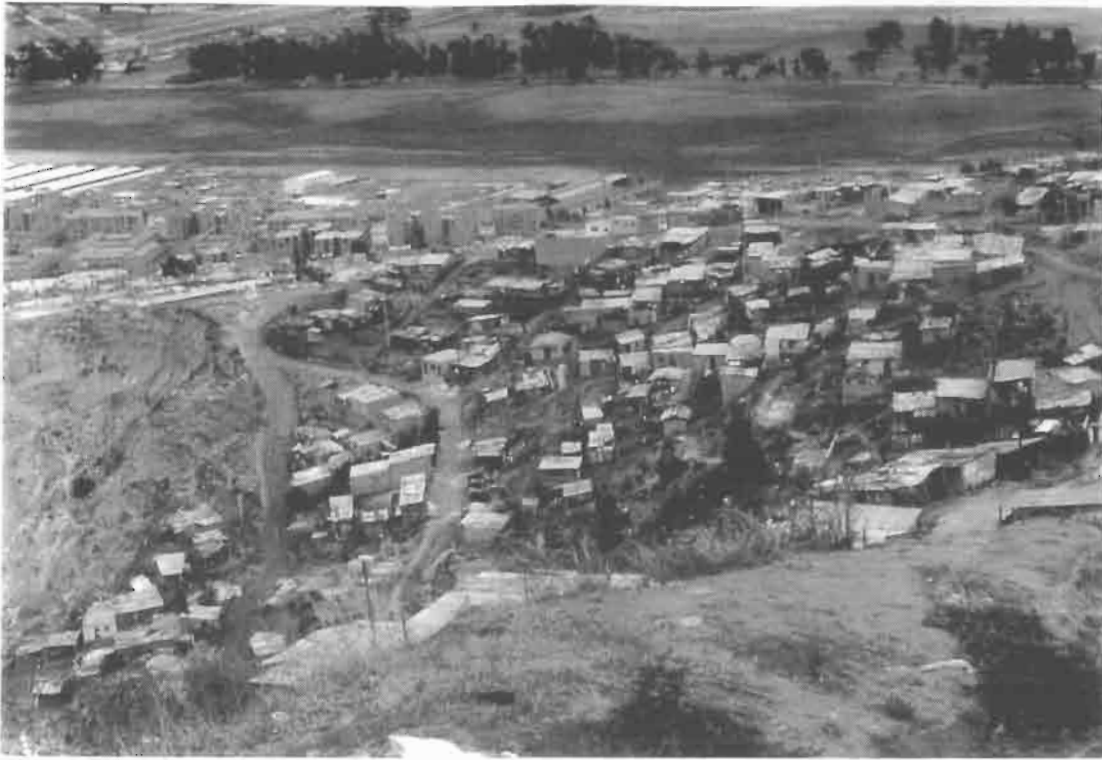
2. Dans l'ensemble du territoire urbain de Madrid, le taux d'occupation des maisons augmente fortement, sans donner forcément lieu à une transformation du cadre bâti visible depuis la rue.



©Maria Cristina Hoyos
3. Quartier Los Olivos III (secteur León XIII, commune de Soacha). Les lotissements clandestins occupent des zones inondables au bord de la Lagune du Potrero Grande.



©Maria Cristina Hoyos
4. Après une dizaine d'années de consolidation de l'habitat et de pression sur les autorités pour la légalisation du quartier et le raccordement aux services publics, rien ne trahit l'origine illégale de ce lotissement clandestin de Bosa (sud-ouest de Bogota).



© Maria Cristina Hoyos

5. De nombreuses maisons sont situées des zones à haut risque, à proximité de carrières en activité. En arrière plan : le quartier résidentiel pour classes moyennes de San Mateo qui se développe au pied des Altos de Cazuca (commune de Soacha).



© Maria Cristina Hoyos

6. Quartier Villa Mercedes III (secteur Altos de Cazuca, commune de Soacha). Même après cinq années d'existence, le quartier compte toujours de nombreuses maisons en matériaux précaires.



©Maria Cristina Hoyos

7. Une image classique à Bogota : l'appropriation de voies publiques par les habitants d'un quartier de classes moyennes pensant se protéger ainsi de la délinquance (Quartier Modelia, à l'ouest de Bogota).



©Maria Cristina Hoyos

8. Les résidences pour classes moyennes de San Mateo, dans la commune de Soacha.



© Maria Cristina Hoyos
9. *Conjunto cerrado* pour cadres dans la Vereda Samaria (commune de Chia).



10. Quelques maisons, le plus souvent utilisées pour des commerces ou des bureaux, résistent à l'invasion des immeubles (Rosales, dans le péricentre nord de Bogota).

©Maria Cristina Hoyos

LES TRAITS CENTRAUX DE L'ORGANISATION SPATIALE A BOGOTA*

*CUERVO Luis Mauricio
JARAMILLO Samuel*

I. INTRODUCTION

Nous nous proposons de présenter dans ce texte les traits centraux, à notre point de vue, de l'organisation spatiale interne de Bogota. Nous allons adopter un schéma délibérément simplifié et abstrait pour deux raisons convergentes que nous allons préalablement expliquer.

D'un côté, nous souhaitons nous centrer sur des éléments permettant de formuler des hypothèses explicatives, bien que tentatives. Davantage que des conclusions, nous aspirons à susciter un débat selon un certain ordre qui permette l'accumulation. Dans ce cadre, il est plus utile, croyons-nous, de mettre l'accent sur des éléments moteurs dans un schéma rationnellement abordable que de chercher à reproduire les résultats concrets dans tout leur détail et leur complexité. Cette différenciation, il convient de le préciser, est en fait une démarche analytique et les deux dimensions doivent finalement converger.

La seconde raison a trait à une intuition d'ordre théorique : dans le milieu latino-américain il existe au moins un secteur de la recherche, dans lequel nous nous inscrivons, qui estime et soutient qu'il existe dans la région une certaine spécificité dans la logique socio-spatiale : il est ainsi légitime et utile de réfléchir à un niveau intermédiaire d'abstraction. On pourrait parler d'une "urbanisation latino-américaine", ce qui implique un plan à la fois plus spécifique que l'urbanisation capitaliste en général et plus abstrait que les manifestations concrètes dans chaque pays. Ici encore, il faut souligner que ce type d'examen ne prétend pas se substituer à l'analyse concrète de chaque réalité nationale, mais qu'il vise à se constituer en un support pour celle-ci.

On observe que la plupart des travaux de réflexion sur cette "urbanisation latino-américaine" ont été menés fondamentalement au niveau macro-spatial : on étudie les modalités des migrations campagne-ville, les caractéristiques des réseaux urbains, la formation des régions, les mécanismes d'avancée de la frontière agricole, etc. On tente moins de comprendre, par exemple, les phénomènes intra-urbains, notamment l'organisation socio-spatiale des villes. Notre propos est précisément d'approfondir cette voie de recherche.

Nous allons examiner l'évolution socio-spatiale de Bogota en prenant comme référence cette dimension plus vaste. Il est entendu dès lors que nous mettrons l'accent sur les aspects qui présentent une plus grande généralité ; nous introduirons les spécificités à mesure que leur présence sera indispensable pour saisir certains processus.

II. LES MODELES SUCCESSIFS D'ORGANISATION SOCIO-SPATIALE

Nous partons de l'idée que pour bien saisir les phénomènes étudiés ici, une vision de leur développement dans le temps est indispensable, notamment parce que les réalités socio-spatiales ont un caractère d'inertie particulièrement marqué : les nouvelles logiques sont ainsi fortement déterminées par les précédentes. Nous allons donc présenter une série de modèles d'organisation socio-spatiale qui se sont succédé sur le long terme. Il semble qu'on puisse distinguer trois grandes phases : la première logique, que nous appelons "la ville concentrique compacte", prédomine à

* (traduction de l'espagnol : Guy LISOIRE)

Bogota jusqu'aux années 30 environ ; la seconde, "la-ville polaire allongée", s'impose jusqu'aux années 70 ; la troisième, qui se développe à partir de 1990, semble constituer une transition vers un nouveau modèle organisationnel qui n'est pas encore pleinement défini. Cette périodisation est bien entendu d'ordre indicatif, la durée des processus de changement est telle en effet qu'elle couvre des laps de temps importants, en tout cas plus étendus qu'une année.

1. LA VILLE CONCENTRIQUE COMPACTE (avant 1945)

Jusqu'aux années 30, Bogota conserve une structure en bonne partie héritée de l'époque coloniale, avec certaines variations compréhensibles dans une ville qui vers 1940 a atteint une taille assez importante (selon le recensement de 1938, la ville compte 330 000 habitants) et une certaine complexité.

C'est en premier lieu une ville relativement compacte qui tend à la densification. Le rythme d'accroissement de la population s'accélère à partir de la fin du XIX^{ème} siècle : 40 000 habitants en 1870, 145 000 en 1918, soit un taux annuel de 2,66 % ; 330 000 en 1938, soit un taux annuel de 4,24 %. Mais comme la surface urbanisée croît à un rythme sensiblement moindre, l'accroissement de la densité est appréciable : en 1886, la densité brute par hectare est de 106 habitants, en 1938 elle est montée à 131.

L'organisation spatiale est alors relativement simple. Structurée fondamentalement en termes du réseau orthogonal des *manzanas* (îlots) espagnols, elle présente un noyau environnant d'un espace central (la Plaza de Bolivar), autour duquel s'effectuent les activités politiques et administratives supérieures et les activités tertiaires de prestige, essentiellement commerciales (qu'on pourrait appeler le commerce de luxe).

La résidence des secteurs aisés de population coïncide pratiquement avec ce noyau central (en débordant un peu tout autour) ; au départ, il s'agit de maisons d'habitation de grande taille, d'un ou deux niveaux.

Les secteurs populaires se situent alors dans le rayon extra, dans des logements plus précaires, équipés de façon plus élémentaire ; la régularité du tracé orthogonal s'estompe fréquemment. Ces quartiers pauvres entourent la ville de tous les côtés, formant ainsi une véritable ceinture de pauvreté. La précarité est particulièrement marquée sur le bord est de la ville. Bogota se situe en effet sur une grande plaine qui oppose peu d'obstacles naturels aux premières expansions dans les autres directions ; mais la ville s'est développée en s'adossant sur la chaîne montagneuse à l'est, dont les contreforts rendent difficiles les établissements humains. C'est là que se concentre un front d'expansion très pauvre, qui suscite notamment des difficultés fonctionnelles assez graves : on reproche à ces secteurs populaires, dépourvus d'eau courante et de tout-à-l'égout, de contaminer les sources, situées sur ces contreforts, qui approvisionnent la ville. Les tentatives de déplacement (le "nettoyage") de ces établissements dans la zone du *Paseo Bolivar* est un projet latent au long des premières décennies du XX^{ème} siècle.

Cependant, tous les groupes populaires n'habitent pas hors de l'extra-rayon. Un nombre important partage l'occupation de la zone nucléaire avec les groupes plus riches. On a en premier lieu le contingent considérable de servantes et d'employés de maison qui occupent les mêmes bâtiments que les patrons. On a ensuite le groupe nombreux des artisans qui exercent leurs activités de production et de services dans des locaux exigus, généralement au rez-de-chaussée de grands immeubles, où ils combinent travail et logement.

Les activités industrielles, en nombre réduit, se situent également dans l'extra-rayon, mêlées aux zones d'habitation populaire. Il s'agit notamment, aux confins ruraux de la ville, d'exploitation de carrières et de fabrication de produits de terre argileuse (briques, tuyaux, etc.) et de tanneries sur les

cours d'eau aux environs de la ville. Quelques fabriques de plus grande taille, brasseries, fabriques de verre, de textiles, de chapeaux, s'installent près des quartiers populaires ; certaines tentent, assez timidement, de créer des ensembles d'habitation pour leurs ouvriers. Ainsi la ville se voit-elle entourée d'une ceinture de résidences pauvres et d'activités de production.

La ville comprend une autre zone d'activités professionnelles essentielles. Lors de l'extension du centre civico-administratif vers l'ouest, le long d'une des voies importantes qui unit Bogota à l'ouest du pays, se développe une zone d'activités utilitaires ; sur cet axe se trouvent les halles, l'abattoir et, plus tard, la gare de chemin de fer. S'entremêle à ces fonctions un florissant commerce au détail pour les classes populaires, avec des caractéristiques spatiales très différentes de celles du commerce de luxe.

L'existence d'un petit noyau secondaire, Chapinero, à cinq km au nord de la ville, le long de l'autre grande voie de communication avec l'est du pays, constitue une anomalie dans cette répartition spatiale quasi-paradigmatique. A l'origine, c'est une petite agglomération de résidences secondaires champêtres (des *quintas* dans le langage de l'époque) ; avec le temps viennent s'y installer des habitants des classes aisées (revenus élevés et moyens). A la fin du XIX^{ème} siècle, une ligne de tramways à traction animale, électrifiée au début du XX^{ème} siècle, unit Chapinero au centre de la ville.

L'aspect le plus énigmatique de ce modèle est sans doute la tendance à la densification. L'explication tient peut-être à une combinaison de facteurs. En premier lieu, l'extrême faiblesse d'une industrie de la construction proprement dite ou de la promotion immobilière. L'essentiel de la construction se fait alors au travers de l'autoconstruction dans les secteurs populaires et de la construction sur commande : ces deux modalités offrent un caractère d'atomisation qui rend difficile l'intégration d'autres conceptions spatiales. L'expansion graduelle, terrain par terrain, de ce type de production oppose, dans le cas des secteurs de population aisée, une barrière difficile à franchir dans cet anneau d'habitation populaire et d'activités industrielles qui l'entoure. Il est probable également qu'aient joué un rôle important, d'une part, une concentration de la propriété de la terre périphérique par des grands propriétaires traditionnels, peu intéressés par de grands projets immobiliers, et, d'autre part, les difficultés de l'appareil local de l'Etat à fournir une infrastructure à des zones d'expansion. Il en résulte dès lors un accroissement de la densité, particulièrement par la subdivision des terrains anciens pour y bâtir de nouveaux logements sur la surface déjà occupée. La production relativement abondante de construction en hauteur, de bâtiments de 5 ou 6 niveaux, est plus tardive et peu significative : quelques petits immeubles de ce type sont construits dans les années 30, en vue d'y installer des bureaux ou des logements pour des secteurs à revenus moyens, dont le poids démographique est faible. Les secteurs de population aisée sont réticents à vivre en appartement, et ce jusqu'à une époque récente.

2. LA VILLE POLAIRE ALLONGEE (1945-1970)

Bien qu'il existe certains antécédents dans ce sens, c'est à partir des années 30 qu'on voit s'affirmer des développements importants et des logiques qui bouleversent le schéma de distribution spatiale présenté ci-dessus. A cet égard, le fait le plus important est l'apparition d'une nouvelle forme d'expansion de l'espace urbain. A côté de l'agrandissement de la ville décrit plus haut, graduel, continu, à travers le réticule orthogonal, et parfois difficile, à cette époque se présente une autre forme d'accroissement : hors du noyau consolidé et en discontinuité physique avec celui-ci apparaissent des établissements périphériques. Il s'agit de *conjuntos* (ensembles), *barrios* (quartiers) et *urbanizaciones* (lotissements), dont le développement est impulsé par des "parcelliseurs" de terrains : ceux-ci vendent les lots individuels qui seront bâtis par les acheteurs individuellement, selon la modalité d'autoconstruction dans le cas des secteurs populaires, de "construction sur commande" pour les groupes plus aisés. Ce mouvement se produit

simultanément à une accélération du rythme d'accroissement démographique (5,5 % par an entre 1938 et 1951).

Il en résulte un changement de plus en plus accentué dans la physionomie générale de la ville. Au départ s'ébauche une dichotomie entre la ville centrale, qui conserve la plupart des traits mentionnés (et que dans un certain langage de l'époque on appelle "Bogota"), et cette nouvelle périphérie d'expansion. A leur tour, les nouveaux quartiers se dichotomisent nettement : la terminologie de l'époque parle de "quartiers résidentiels", destinés aux revenus supérieurs", et de "quartiers ouvriers" occupés par les groupes populaires.

Cette véritable explosion physique de la ville suscite la préoccupation des autorités locales du moment, dont la capacité de régulation est dépassée par la taille et la forme des développements en cours. Aux *urbanizadores*, nom donné aux promoteurs en cause, on reproche de violer les réglementations urbaines en vigueur, en particulier dans le cas des quartiers ouvriers, lesquels sont généralement livrés sans pratiquement aucune infrastructure, avec un minimum d'accès routiers et dépourvus des services publics qui, à cette époque déjà, sont perçus comme un besoin essentiel. Les transgressions affectent également les nouveaux quartiers résidentiels : on souligne notamment le fait que leur configuration physique ne répond à aucune vision d'ensemble de la ville, qu'elle désarticule la cohérence de celle-ci, que leur dispersion renchérit considérablement les coûts d'infrastructure à la charge de l'administration municipale.

Peu à peu ces établissements périphériques acquièrent un ordre défini de distribution sociale et spatiale, qui devient un trait central dans le développement de la ville au cours des décennies suivantes. Dans un premier temps apparaissent des quartiers ouvriers dans toutes les directions d'expansion de la ville et des ébauches de développement de quartiers résidentiels périphériques en diverses zones ; bientôt s'affirme une nette bipolarité. Les "quartiers résidentiels" des classes aisées se concentrent sur le front nord, le long de la voie interrégionale (et des nouvelles avenues qui sont construites par la suite) et autour de Chapinero. Les quartiers périphériques populaires ont une localisation résiduelle (d'importants établissements sont créés au nord-ouest), mais l'emplacement dominant est au sud. Dès lors se cristallise une sorte de macro-ségrégation très définie : le nord est riche, le sud est pauvre. Ce processus est souligné par le fait que la ville accentue dans les premières décennies de cette phase une configuration linéaire qui existait déjà à l'état embryonnaire dans la phase précédente.

Si, au commencement, ces développements ne sont pas incompatibles avec le fait que la ville centrale reste le siège privilégié des groupes dominants, graduellement cependant se produit une érosion due à l'exode croissant des secteurs de population aisée vers les quartiers du nord. Ce processus est accéléré par les graves troubles sociaux qui affectent Bogota en 1948, causant de grandes destructions physiques dans le centre de la ville et suscitant la panique au sein des secteurs aisés.

Cependant, au cours de cette première époque, le centre traditionnel conserve et élargit ses fonctions centrales ; les ravages causés par l'émeute sont même à l'origine d'une vague de rénovations, de constructions, de redressement et élargissement des rues, et d'une expansion de l'espace physique consacré à ces activités.

Un aspect nouveau datant de cette époque et qui aura un effet à long terme concerne la localisation industrielle. Dans la périphérie occidentale, prolongeant le long de la voie interrégionale le caractère de zone de travail, commencent à apparaître dans les années 30 des opérations immobilières similaires aux opérations résidentielles, mais visant cette fois les activités industrielles. Dans ce secteur se consolide une zone industrielle qui se maintiendra et marquera pendant plusieurs décennies le développement localisationnel de cette activité à Bogota.

A partir des années 50, alors que l'accroissement de la population de la ville continue à un rythme vertigineux (7,4 % par an entre 1951 et 1964; 5,8 % entre 1964 et 1973), se produisent diverses transformations chez les agents de production de l'espace construit et dans la structure sociale de la ville, lesquelles vont accentuer le modèle de répartition socio-spatiale décrit ci-dessus, en y ajoutant quelques traits supplémentaires.

Un élément important est l'élargissement des secteurs moyens, dont le poids relatif au cours des époques précédentes était assez restreint. Ces groupes de population commencent à définir leurs propres modèles d'emplacement. En général, ces modèles suivent la logique des groupes plus aisés : on cherche à bien se démarquer de la localisation des groupes populaires et à se rapprocher de celle des secteurs supérieurs, on s'installe près de ceux-ci ou, comme on le verra plus loin, on occupe des zones abandonnées par les élites.

Ce mouvement s'enchaîne en effet sur un trait dynamique dans la localisation des groupes les plus aisés : leur expansion vers le nord a un caractère itératif de sous-urbanisation de plus en plus accentuée. Les groupes les plus aisés se déplacent de plus en plus vers le nord, déplaçant dans cette direction les noyaux de connotation sociale supérieure : du secteur de Chapinero et de la Calle 72 (Avenida Chile), on passe à la zone du quartier El Chicó, puis plus au nord, Carrera 15-Avenida 19/Calles 116- 127. Au cours de ce processus, les groupes aisés abandonnent plusieurs quartiers, où des secteurs moyens de population vont s'installer.

De ces tendances, il résulte que la structure économique-spatiale de la ville adopte un modèle fonctionnel satellitaire : le centre traditionnel continue à concentrer une part élevée de l'activité économique et de la production d'emploi ; il maintient sa structure très diversifiée, tout en donnant lieu à la formation de différents sous-centres spécialisés en différentes fonctions, travaillant en rapport avec lui, unis à lui par différentes artères, mais séparés spatialement. Vers le nord s'affirment plusieurs sous-centres commerciaux : Chapinero, Avenida Chile, Chicó. Vers l'ouest se consolident plusieurs sous-centres spécialisés dans les activités tertiaires et administratives : Centro Internacional (Calle 26/Carrera 13), Centro Administrativo Nacional (Calle 26/Carrera 50), les parcs et centres de sports de El Salitre (Calle 63/Avenida 63). Vers le sud-ouest les centres industriels de Puente Aranda, Cazucá et Soacha-Sibaté se sont déjà pleinement consolidés.

Au cours de cette étape, en raison de l'expansion des couches moyennes et de l'introduction de diverses innovations dans la structure financière (la création d'un système financier spécialisé dans le secteur immobilier, dont l'axe est une banque officielle, la Banque Centrale Hypothécaire, BCH), les principaux "parcelliseurs" mentionnés plus haut deviennent des promoteurs de logement : leur action ne se limite plus à la vente des lots, elle s'étend à la construction. Ils se centrent sur les secteurs moyens (pour diverses raisons, les élites ne font pas appel aux promoteurs capitalistes, mais à la construction sur commande) : il s'agit généralement de logements en série, de hauteur limitée, dans des zones périphériques. D'une certaine façon, ils renforcent la localisation des développements pour les secteurs moyens selon des modèles liés/subordonnés à la localisation des groupes les plus aisés, surtout à l'extrême nord et au nord-ouest.

A cette époque également apparaît une abondante production immobilière de la part des promoteurs de l'Etat. Le plus important de ceux-ci, l'Institut de Crédit Territorial (ICT), s'adapte pour répondre à la demande des groupes à faibles revenus, dont les conditions de logement se sont fortement dégradées, ce qui a donné lieu à une expansion alarmante de quartiers irréguliers clandestins. En général, l'action de ces promoteurs n'atteint pas les niveaux les plus bas de l'échelle de revenus, ceux qui ont justement le plus besoin de logements ; par contre, leur impact sur les secteurs moyens-bas d'ouvriers formels et employés est appréciable. Le même jugement peut être porté sur leur action sur les secteurs moyens, l'ICT et d'autres promoteurs officiels, notamment la BCH, produisant également pour ces groupes selon les orientations signalées plus haut.

Son développement interne et diverses actions sur le plan de l'infrastructure entraînent d'autres modifications des traits de ce modèle : du fait de la tendance linéaire de la ville, des zones importantes de la ville situées à l'ouest se retrouvent avec une occupation faible et avec une localisation qui avait acquis, en termes relatifs, une proximité potentielle avec le centre.

Au cours de cette expansion, la ville absorbe plusieurs localités proches dont l'origine était indépendante. Elles sont absorbées et intégrées suivant la logique de la polarisation dans la division sociale de l'espace : au sud, Bosa et Usme s'intègrent au secteur populaire ; à l'ouest, Fontibón et Engativa s'articulent aux zones résidentielles des groupes moyens ; au nord, Usaquén et, de façon plus mêlée, Suba deviennent des établissements de secteurs plus riches. Ce processus est sans doute facilité par l'intégration administrative, en 1951, de ces territoires à une municipalité spéciale de Bogota, avant même leur intégration physique.

Enfin, l'accroissement en taille de la ville et la prolifération d'établissements périphériques de logements font apparaître quelques noyaux sous-centraux qui à cette époque semblent accomplir des fonctions d'approvisionnement pour la population qui réside dans les zones environnantes. Dans le mouvement de déplacement des groupes les plus riches vers le nord, Chapinero s'affirme d'abord comme un second centre spécialisé dans le commerce au détail pour les secteurs moyens et hauts. Par la suite apparaissent plus au nord des noyaux offrant des caractéristiques similaires. Dans les secteurs moyens et moyens-bas apparaissent également des centres de ce type. Dans les sous-centres des secteurs populaires, outre la fonction d'approvisionnement pour la population environnante, émergent des zones de services spécialisées dans certaines activités de portée plus large, généralement formées d'agents de petite taille : le quartier Restrepo, au sud, dans le domaine des articles de cuir et la chaussure, le quartier Siete de Agosto au nord-ouest, dans les pièces de rechange et les garages pour automobiles.

3. LA VILLE POLARISEE COMPACTE (1970-1990)

Au cours de la troisième phase se consolide un modèle d'organisation spatiale clairement décrit par Jean-Paul DELER. Il s'agit d'une structure marquée par la conjugaison de trois éléments fondamentaux : les cercles concentriques, les bandes et la segmentation. En termes physiques, Bogota rompt la tendance à l'allongement, se fait plus compacte, se rapprochant du demi-cercle. Le diamètre, parallèle à la crête montagneuse nord-sud, s'appuie à l'est de la ville ; le bord va de l'extrême nord à l'extrême sud et se déploie vers l'ouest. Cette transformation résulte en partie de la construction d'une série d'anneaux routiers qui favorise l'occupation de ces zones, tout au sud par des groupes populaires, tout au nord par des groupes moyens. La ville se ramasse et prend la forme d'une moitié d'orange autour du centre. Ce qui d'ailleurs ne contredit la polarisation nord-sud, mais la rend plus complexe ; la ville conserve un axe linéaire vers le nord occupé par les secteurs aisés, avec le déplacement signalé plus haut vers la périphérie des noyaux à connotation sociale positive.

Les *cercles concentriques* sont l'une des traces les plus fidèles du mode d'évolution de la ville : les demi-cercles centraux sont les plus anciens, les plus denses, là où la taille des familles est la plus réduite. Vers la périphérie, les cercles, moins denses, accueillent des constructions moins anciennes et des familles plus nombreuses.

Les *bandes* sont le résultat de la forme d'expansion des centres d'activité de la phase précédente ; il y en a trois principales : vers le nord, les différents sous-centres commerciaux tendent à fusionner physiquement et à former un couloir plus ou moins continu à haute densité d'activités commerciales et tertiaires ; vers le sud-ouest, la prolongation de Puente Aranda prend la forme d'un couloir industriel, accompagné de sous-centres satellites (non intégrés physiquement) au nord-ouest : Cazucá, Soacha-Sibaté et Morato ; vers l'ouest s'affirme un autre axe tertiaire clairement orienté vers des fonctions politico-administratives et de loisir, regroupant des sous-

centres comme le CAD et le campus de l'Université Nationale (Calle 26/Carrera 30), le CAN, les parcs métropolitains et une infrastructure de loisirs plus vaste autour du Parc Simon Bolivar.

Enfin, Bogota voit se consolider un modèle de *ségrégation socio-spatiale* entre le nord, où habitent principalement les classes hautes et moyennes, et le sud où se concentrent les classes à faibles revenus.

Une série de facteurs se conjuguent pour consolider et accentuer les différentes composantes du modèle.

Le premier est, paradoxalement, un trait de continuité : la persistance d'un rythme d'accroissement relativement élevé de la ville. Cet aspect est nouveau dans la mesure où il ne répond pas aux attentes à ce sujet : vu la taille atteinte par la ville et l'avancement du pays dans le processus de transition démographique, on pensait que le taux d'accroissement démographique allait baisser fortement. Comme entre 1973 et 1985 le taux d'accroissement était passé de 5,25 % (période précédente) à 3,35 %, on estimait qu'en 1993 ce taux serait d'environ 1,8 %. Les résultats sont bien différents des prévisions : au cours de la dernière période inter-recensements, le taux n'a pratiquement pas baissé et se situe à 3,31 % par an, ce qui signifie des augmentations absolues considérables. Si on prend en compte la municipalité de Bogota et son aire d'influence la plus large, ce qui se justifie comme on le verra plus loin, ce taux augmente même légèrement, passant de 3,46 à 3,64 %.

Un second facteur concerne les importantes mutations du secteur des agents de production de l'espace construit. Au début des années 70 une importante réforme de la branche financière du secteur immobilier entraîne de profonds changements. La production capitaliste progresse de façon accélérée, aux dépens surtout de la construction sur commande. En 1973, les promoteurs capitalistes produisaient 15 % des logements légaux, en 1985 73 %. De son côté, la construction sur commande passe de 34 à 6 %. Par ailleurs, on observe une concentration accélérée dans ce secteur et, pour la première fois, ces promoteurs entrent vigoureusement dans la sphère supérieure de la demande. La taille de ces nouveaux agents et leurs logiques impliquent, comme on verra, de profondes transformations des stratégies spatiales. En outre, au cours de ces décennies, l'autoconstruction spontanée se maintient et connaît plusieurs changements internes : le plus significatif est la consolidation de grands promoteurs illégaux qui, dans un processus de concentration aussi rapide et dense que celui des promoteurs légaux, acquièrent des dimensions très appréciables et des possibilités spatiales d'action beaucoup plus larges.

Le troisième facteur a trait à la forte dégradation des conditions de transport urbain, ce qui affecte le fonctionnement socio-spatial de la ville. Longtemps la ville a fonctionné sur un modèle dual très fréquent dans les villes latino-américaines et concomitant avec une ségrégation socio-spatiale très marquée. On a, d'un côté, le système des classes aisées, fondé sur la voiture particulière, de l'autre un système de transports en commun (autobus) très précaire et faiblement organisé. En dépit des déficiences, un tel système peut fonctionner dans une ville de taille réduite, mais quand certains seuils de taille sont dépassés, les deux composantes entraînent des problèmes aigus de congestion, difficilement supportables. La situation est encore aggravée par deux facteurs : relativement modéré, le taux de motorisation de la ville augmente progressivement avec l'élévation des revenus, s'accroissant fortement ces dernières années comme résultat des politiques d'ouverture commerciale ; d'autre part, de graves difficultés fiscales empêchent une croissance proportionnelle du réseau routier : selon un calcul récent, alors que l'accroissement du parc automobile était de 11 % par an, celui du système routier atteignait à peine 1 %. Ces mêmes difficultés fiscales obligent à reporter la construction de moyens de transport massifs.

Un quatrième facteur permettant d'expliquer les changements socio-spatiaux de la ville est la profonde libéralisation des procédures de planification et de contrôle. Jusqu'en 1970 environ, on

suivait des orientations globales et rigides pour le développement de la ville, au travers de plans généraux ; depuis lors, on renonce à cette ambition, la normativité se relâche graduellement, on part de l'idée que le marché est un bon régulateur de ces processus. Les niveaux maximum de densité et d'usages permis sont assouplis et font place aux tendances spontanées du marché.

Un premier impact de ces changements touche la logique d'implantation des groupes les plus aisés. On l'a dit, pendant longtemps les familles les plus riches n'ont pas fait appel aux logements standardisés produits par les promoteurs capitalistes. Au cours de la troisième phase, ces agents lancent une forte offensive en vue de modifier ce comportement, avec un discours mettant l'accent sur l'insécurité de la ville. Ils proposent de nouveaux produits susceptibles de donner lieu à une micro-ségrégation que le seul mécanisme des prix du terrain ne semble pouvoir susciter : des *conjuntos cerrados* (ensembles protégés) de maisons et surtout d'appartements de grand luxe. Stratégie complétée par des lieux de socialisation d'accès restreint, centres commerciaux ("shopping centers") et hypermarchés, que la concentration de capital récemment acquise rend possible.

Ce dernier facteur et les difficultés croissantes de transport produisent un changement dans le modèle, alors en vigueur, de périphérisation continue de ces groupes sociaux. On observe une forte tendance au retour, sinon vers le centre de la ville, du moins vers d'anciennes localités qu'ils avaient abandonnées quelques décennies avant, donnant lieu à un processus de rénovation et de densification de ces quartiers où les maisons unifamiliales jadis produites sur commande sont démolies et remplacées massivement par des immeubles en hauteur.

Des phénomènes similaires touchent les secteurs moyens. En raison des difficultés de plus en plus aiguës de transport et la faible disponibilité de terrains libres pour les secteurs moyens, les grands promoteurs commencent à construire des projets pour ces groupes dans des zones de la ville jusque là occupées quasi exclusivement par des secteurs populaires. Le processus est rendu possible, d'un côté par la taille de ces opérations qui atteint la masse critique pour une réécriture sociale de portions importantes du territoire de la ville, de l'autre, par les modalités de micro-ségrégation (*conjuntos cerrados*). Le schéma de macro-ségrégation très accentuée du passé commence, au moins sur ce front, à se lézarder. Les résultats sont ambigus : d'une part, le processus ouvre des possibilités de diffusion des services collectifs dans des zones où les groupes populaires peuvent en bénéficier ; de l'autre, il suscite des tensions et des heurts entre des groupes qui ont conservé des conduites socio-spatiales très diverses, mises en évidence par leur contiguïté.

Un résultat global est la tendance à une densification accrue. Paradoxalement, les nouveaux développements, plus périphériques et construits en hauteur, tendent à être plus denses que certaines zones centrales produites dans le passé selon la modalité de construction sur commande. A cela s'ajoute la tendance signalée plus haut à la redensification de ces localités plus anciennes.

Un autre grand processus apparaît, ou du moins s'accroît nettement à cette époque : il concerne une série de changements importants dans le centre-ville. Il existe à ce sujet un discours bien ancré sur la dégradation sociale et physique du centre traditionnel, sur la perte de son rôle, sur son remplacement par de nouveaux sous-centres, sur l'insécurité et la congestion qui y règnent, discours que nous allons nuancer quelque peu.

A notre point de vue, les changements évidents que subit le centre traditionnel obéissent fondamentalement à deux phénomènes : le premier, qui est plus ou moins acceptable, a trait à la perte d'habitants des localités centrales due à la concurrence d'autres usages, ce qui s'étend aux zones d'expansion du centre et affecte aussi des quartiers autrefois résidentiels. Il en découle un affaiblissement du contrôle social exercé par les résidents, en particulier en raison des horaires d'activité très fragmentés : il y a là, pensons-nous, un élément d'explication à la concentration dans

ce secteur de conduites patho-sociales et à la dégradation physique de nombreux espaces de la zone.

Par ailleurs, il se produit un processus de spécialisation des usagers du centre de la part des groupes populaires. On a signalé l'existence, dans le passé, à côté du centre traditionnel, d'un "centre populaire", avec des modèles socio-spatiaux et symboliques très différents, occupé exclusivement par des groupes à faibles revenus. Ce deuxième centre était confiné à un espace restreint, en raison du mécanisme du marché du terrain et d'un contrôle spécifique. Mais récemment se sont mis en place une série de phénomènes qui font que ce "centre populaire" déborde sur le centre traditionnel, bouleversant l'opération sociale et symbolique de celui-ci. La prolifération d'activités informelles n'obéissant pas au marché du sol, en particulier les marchands ambulants, déborde les contrôles réglementaires et de police et pénètre les espaces du centre traditionnel. Le marché immobilier lui-même, en fonction de certaines contraintes, semble agir dans le même sens. Les capitalistes formels offrent une série d'activités commerciales et de services visant les groupes populaires et adoptant les modèles socio-spatiaux de ceux-ci : comme l'affluence de clients est énorme, le taux de roulement rapide des capitaux permet souvent d'atteindre des rentes plus élevées que celles des activités visant les groupes plus riches. S'ajoutant à la congestion des transports, qui se manifeste plus intensément pour les groupes se déplaçant en véhicule particulier, et aux problèmes d'insécurité, cela entraîne des ruptures dans la cohérence symbolique du centre traditionnel et aboutit à une expulsion des activités tertiaires supérieures.

Dans un premier temps, l'invasion du centre populaire sur le centre traditionnel se produit sur le bord sud et ouest. On observe un premier déplacement des activités tertiaires supérieures vers le bord nord du centre traditionnel (et son expansion). Par la suite, ces activités passent vers d'autres noyaux alternatifs, où il existe déjà une certaine activité sous-centrale : les activités financières et de gestion se déplacent à la Calle 72 (Avenida Chile) et à la Calle 100, l'activité hôtelière vers ces mêmes endroits ou plus au nord, etc. Le centre traditionnel, qui conserve une grande activité, semble se spécialiser sur des activités de base, populaires.

L'effet du processus est assez négatif : dans de nombreux cas, on a une forte dégradation d'immeubles utilisés pour des usages non prévus ; la ségrégation socio-spatiale s'accroît par un canal inattendu : la ville tend à perdre des espaces collectifs pour tous les groupes sociaux, avec ce que cela implique en termes de détérioration de la vie communautaire.

L'essor des sous-centres, en particulier ceux qui accueillent des activités tertiaires supérieures, qui s'est poursuivi sur l'axe nord d'occupation résidentielle des secteurs les plus aisés, connaît une évolution particulière : au départ ces sous-centres apparaissent de façon discontinue le long de l'axe, puis leur expansion les fusionne progressivement entre eux et avec le centre traditionnel. Il en résulte un continuum très étendu d'activités centrales sur un axe d'environ 10 kilomètres, qui absorbe la plupart des activités de ce type dans la ville. Toutefois, la fusion physique n'implique pas un fonctionnement comme une seule unité socio-spatiale : les différences entre les divers composants sont bien marquées en termes de type d'activités tertiaires proposées et de caractéristiques sociales des usagers.

Autre trait nouveau et de première importance dans l'organisation socio-spatiale de Bogota au cours des dernières années : en même temps que le périmètre central semble se densifier, une expansion discontinue s'effectue sur la périphérie immédiate de la ville, sur une série de communes et sur la zone rurale immédiate. Selon les données démographiques, un ensemble de 15 communes autour de Bogota présente une dynamique de peuplement nettement plus forte que d'autres communes de même taille, et même que Bogota, ce qui semble s'expliquer par le puissant influx de la capitale. Entre 1973 et 1985, le taux d'accroissement de ces communes était de 4,56 % contre 3,35 % à Bogota ; entre 1985 et 1993 il était de 6,49 % contre 3,31 % pour la capitale. Si on envisage Bogota et ces communes comme une unité spatiale, le poids des communes

périphériques passe de 8,5 % du total en 1973 à 12 % en 1993. La part dans les accroissements présente également des chiffres significatifs : entre 1964 et 1973, ce groupe de communes représente 5,7 % de l'accroissement de population de l'ensemble ; entre 1985 et 1993, il atteint déjà 19 %.

Cette métropolisation suit ses propres lignes de comportement. En premier lieu, il semble y avoir deux modalités. L'une est l'expansion continue du périmètre urbain qui dépasse les limites administratives. C'est le cas de l'expansion vers le sud, débordant sur la commune voisine de Soacha et absorbant environ la moitié des accroissements de population métropolisés. Il s'agit là, dirait-on, d'une simple expansion de la ville : en fait le débordement au-delà des limites administratives entraîne bien des problèmes et des dynamiques particulières. L'autre modalité se présente de façon discontinue, dans l'accroissement des noyaux urbains des environs, préalable à leur intégration physique, et dans l'augmentation de densité rurale, qui reflète la prolifération dispersée des activités liées à la ville (logement suburbain, activités de services et de loisirs, activités de production).

Une autre régularité dans les manifestations semble traduire l'influx de Bogota sur l'aire environnante : l'intensité varie d'un endroit à l'autre, en fonction de l'éloignement à Bogota, mais par ailleurs se précisent une série de tentacules coïncidant avec les principales voies interrégionales qui partent de la ville. Enfin, il semble y avoir une certaine continuité dans les contenus socio-spatiaux de ces zones voisines en ce qui concerne les fronts d'expansion : ainsi, pour ce qui est de l'activité résidentielle, l'axe vers le nord, ses centres et son aire rurale semblent coïncider avec des groupes de classes hautes et moyennes-hautes, vers le sud, avec des groupes populaires ; vers l'ouest, avec un secteur plus mêlé, où prédomine une population à faibles revenus.

4. VERS UN NOUVEAU MODELE D'ORGANISATION SOCIO-SPATIALE ? (de 1990 à nos jours)

Dans les années 90 Bogota connaît une série de transformations structurelles qui semblent être associées à certaines mutations dans l'organisation socio-spatiale. Celles-ci paraissent être dans une phase initiale de consolidation et s'orientent sans doute vers un nouveau modèle de structure urbaine. A ce stade du processus, nous allons préciser quelques phénomènes que nous jugeons pertinents, sans qu'on puisse encore distinguer les éléments définitoires d'un éventuel nouveau patron d'aménagement territorial.

La dynamique de changement et de développement de la phase précédente (1970-1990) donne lieu à l'apparition d'une série de modifications dont l'importance mène à penser qu'on se trouve devant l'émergence d'un nouveau modèle d'organisation. Les traits de celui-ci ne sont pas encore pleinement définis ; sa signification consisterait en la contradiction des composants essentiels du modèle précédent.

Le composant de cercles concentriques tend à disparaître pour ce qui est de l'âge du parc immobilier et de la densité. Le processus de retour décrit dans la section précédente implique l'apparition de vastes zones avec un parc immobilier très neuf, situées dans le péricentre de la ville (sur le couloir centre-nord). En outre, des centres populaires très traditionnels situés à la périphérie de la ville se densifient intensément et commencent à prendre la relève du centre de la ville en termes de capacité de logement de familles à faibles revenus dans des maisons partagées.

La faible disponibilité de terrains à bâtir jointe au renforcement des promoteurs immobiliers commerciaux contribuent à la densification de la ville et à la désintégration de la segmentation sociale nord-sud. De grandes opérations d'immeubles d'appartements pour les classes moyennes sont enclavées au milieu de vastes quartiers traditionnellement populaires, généralement

d'autoconstruction. Les groupes sociaux se rapprochent physiquement, mais les modes de vie et l'appropriation de l'espace continuent à se séparer et se différencier. Plutôt que la disparition de la ségrégation socio-spatiale dans la ville, ce changement suggère l'émergence de nouvelles formes et modalités de cette ségrégation.

Si les bandes ou couloirs d'activité économique conservent de leur sens, l'extension de l'activité économique au long de la ville est telle et le mélange d'usages si accentué que le modèle antérieur de bandes bien marquées, clairement spécialisées dans des fonctions déterminées, tend à s'estomper. Les nouveaux traits se résument donc en l'apparition de nouveaux centres, l'existence de nouveaux couloirs et un mélange intense de fonctions économiques dans les espaces centraux.

Au niveau commercial, la ville continue à s'étendre vers le nord ; la Autopista Norte (Autoroute Nord) s'affirme comme le principal axe d'expansion et le centre commercial Centro Chía comme le bord du développement commercial de la ville, 10 kilomètres plus au nord que le bord précédent (Unicentro). Un couloir de commerce à grande échelle se consolide le long de la Avenida 68, partant de la Calle 68 et se prolongeant par la Autopista Norte, où se concentrent la plupart des grands magasins et hypermarchés.

Au niveau industriel, on observe l'apparition de deux nouveaux couloirs, l'un vers le sud, le long de la Avenida Caracas, l'autre vers l'ouest, le long de la Calle 80, et d'un sous-centre dans le secteur Autopista Norte/Calle 170.

Au niveau tertiaire, le changement le plus notable est l'apparition d'un nouveau sous-centre éloigné du couloir traditionnel centre-nord, dans le secteur de Ciudad Salitre, à l'ouest de la ville, à proximité de l'aéroport international El Dorado.

Finalement, comme on l'a signalé dans la section précédente, la ville a dépassé amplement ses frontières juridiques et étend son aire d'influence vers une zone de plus en plus étendue de communes environnantes, prolongeant en partie la structure interne de la ville : au nord on trouve principalement les faubourgs résidentiels de classe aisée, à l'ouest et au sud-ouest les quartiers populaires, les faubourgs industriels et des localités à haute concentration de cultures de fleurs pour l'exportation. Ces localités métropolitaines, très spécialisées au départ dans les fonctions résidentielles, commerciales, industrielles ou agro-industrielles, diversifient progressivement leurs activités économiques et tendent à s'affirmer comme sous-centres économiques.

Cuervo L.M., Dureau Françoise, Jaramillo S., Lulle T., Parias A., Hoyos M.C. (collab.), Montezuma R. (collab.) (1998)

Bogota

In : Dupont Véronique (ed.), Dureau Françoise (ed.), Lelièvre E. (ed.), Levy J.P. (ed.), Lulle T. (ed.)

Métropoles en mouvement : les interactions entre formes de mobilité et recompositions territoriales à l'épreuve de la comparaison internationale : atelier international

Paris : IRD, 69 p. multigr. Métropoles en Mouvement : les Interactions entre Formes de Mobilité et Recompositions Territoriales à l'Epreuve de la Comparaison Internationale : Atelier International, Paris (FRA), 1998/12/02-04.